WORLD
POLICY
CONFERENCE
December 13-15, 2013 - Monaco
www.worldpolicyconference.com

Accès aux Actes de Conférence
(textes et vidéos)

Téléchargez i-nigma sur
www.i-nigma.mobi

WORLD POLICY CONFERENCE

SIXIÈME ÉDITION, 13-15 DÉCEMBRE 2013, MONACO

WORLD
POLICY
CONFERENCE

SOMMAIRE

PREFACE page 5
NOTES SUR LES DISCUSSIONS DE LA WPC 2013 page 6
PROGRAMME page 10
OUVERTURE page 12
SESSIONS PLÉNIÈRES page 18
ATELIERS PARALLÈLES page 58
DÉJEUNERS & DÎNERS DÉBATS page 76
DÎNER DE GALA & NETWORKING page 84
INVITÉS page 93
DISCOURS D'OUVERTURE page 102
PRESSE & WPC TV page 113
PARTENAIRES & ORGANISATION page 119

Préface

La World Policy Conference (WPC) est née avec le XXIe siècle. En effet, le siècle précédent, du point de vue des découpages naturels de l'Histoire, fut court : il commença avec la Grande guerre (1914-1918) et s'acheva avec l'effondrement du système soviétique (1989-1991) . Suivirent près de vingt années marquées, sur le plan économique par l'extension planétaire de l'idéologie libérale et, sur le plan politique, par la montée de l'islamisme (dont le traumatisme du 11 septembre 2001 fut un point culminant) ainsi que par l'ascension de la Chine. Désormais deuxième puissance mondiale, celle-ci continue de croître. En jetant en 2007 les bases de la WPC, je pensais que le système international étant devenu structurellement instable en raison de la non-linéarité de ses rapports de cause à effet et donc d'une exposition croissante à "l'effet papillon", aucune tâche ne pouvait être plus importante que la mise en place d'une gouvernance mondiale digne de ce nom. J'étais naturellement conscient qu'une telle mise en place demanderait beaucoup de temps. Le destin a voulu que notre première édition, à Evian (6-8 octobre 2008), fût concomitante de la faillite de Lehman Brothers et de l'entrée du système économique international dans une crise comparable à la grande dépression des années 30. Cette crise, qui a ramené au premier plan des préoccupations le risque de faillite des Etats, a ruiné le dogme selon lequel la science économique avait atteint une maturité rendant impossible ce genre de catastrophe. Dans ces conditions, il m'est apparu à l'époque comme probable que les historiens futurs décideraient de faire démarrer le XXIe siècle en 2008 .

Sur le plan politique, les événements sont venus renforcer ce jugement. Avant 2008, les conséquences extérieures de l'effondrement de l'empire russe étaient restées très localisées. L'intervention russe de 2008 en Géorgie a rappelé que les chutes d'empires provoquent des convulsions dans la durée. De ce point de vue, au moment où j'écris ces lignes, un test majeur se déroule en Ukraine et la question de savoir si les principaux acteurs parviendront à s'entendre pour transformer positivement le problème reste posé. A l'extrémité orientale du continent eurasiatique , parallèlement à l'ascension de la Chine, on assiste à la montée de ce qu'il faut bien appeler les nationalismes, de sorte qu'en Asie de l'Est on commence à redouter des enchainements comme ceux qui ont conduit, il y a cent ans, au Premier conflit mondial. A l'Ouest, il reste à prouver que les institutions mises en place pendant la guerre froide seront suffisamment robustes pour sortir par le haut de l'épreuve ukrainienne. Sans doute ces institutions devront-elles être adaptées. A l'Est, aucune structure régionale comparable n'a été mise en place et les Etats–Unis apparaissent plus que jamais comme la clé de voûte de la sécurité régionale dans son ensemble. Dans les deux directions, les relations interétatiques sont actuellement dominées par la défiance. C'est le cas aussi pour le Moyen-Orient, s'agissant typiquement de l'Iran. Derrière tout cela, les représentations géopolitiques divergent. Ainsi le concept d'Eurasie que cherche à promouvoir la présidente de la Corée du Sud n'a-t-il rien à voir avec celui de la Russie poutinienne.

Dans ces conditions, la pertinence de la WPC, dont le présent ouvrage relate la sixième édition (Monaco, 13-15 décembre 2013), est de plus en plus manifeste. L'objectif de ce club, en dehors de tout engagement idéologique, est d'aider à identifier et à promouvoir les conditions pour que le monde puisse durablement rester ouvert, aussi bien dans l'ordre politique que dans l'ordre économique, sachant que les deux sont liés dans le temps. A cette fin, l'apport des grandes puissances comme les Etats-Unis et la Chine, est fondamental. Aucun dialogue n'est plus important que le leur. Mais je pense aussi que les "puissances moyennes" portent des responsabilités. J'appelle puissance moyenne toute puissance régionale qui a aussi la volonté et la capacité de contribuer effectivement à la stabilité structurelle du système international dans son ensemble. Rappelons que la stabilité structurelle n'est pas l'immobilisme, mais un principe de changement ordonné, donc dans un cadre commun. Cela va au-delà du droit international. Après la chute de l'URSS, la réunification allemande s'est faite dans les meilleures conditions grâce au cadre de la conférence d'Helsinki de 1974, mais aussi parce que les acteurs essentiels du moment ont partagé la volonté politique de réussir la transition. D'une manière générale, les puissances concernées par un déplacement d'équilibre doivent pratiquer la retenue et le respect mutuel, comme s'efforcent de le faire les Etats réunis au sein de l'Union européenne. Sans l'effet modérateur de la construction européenne, renforcée par le Traité de Maastricht de 1992, l'Europe centrale aurait vraisemblablement connu des drames encore pires que la guerre de Bosnie-Herzégovine. En fait l'UE constitue de loin le principal laboratoire en matière de gouvernance, d'où son intérêt pour tous.

Une idée autre quoique voisine me parait fondamentale. Pendant les années de triomphe de l'idéologie libérale, on a pu penser que le monde était devenu plat, pour reprendre l'expression de Tom Friedman. En réalité, nous voyons partout que, face aux difficultés, les identités tendent au contraire à s'affirmer. Pour qu'elles ne le fassent pas de manière agressive, il faut cultiver le principe d'unité dans la diversité, que l'Indonésie a placé au cœur de sa constitution et que l'Union européenne cherche à mettre en pratique entre ses membres. Non seulement l'unité ne peut pas se faire contre les identités, mais elle suppose au contraire et en apparence paradoxalement leur approfondissement. Cela vaut pour les unités politiques à toutes les échelles. La notion d'identité est étroitement liée à celle de marque et l'on sait, par exemple, que cela vaut aussi pour les entreprises et leur nationalité. C'est parce que les identités sont variées et contribuent ainsi à la richesse du monde, que la notion de bien public est souvent difficile à harmoniser. En fait, les relations internationales portent fondamentalement sur la coexistence des biens publics des uns et des autres. Le but de la gouvernance est de faire en sorte que cette coexistence soit pacifique . En tant que club à taille humaine mais ouvert à toutes les nations, la WPC a pour ambition de participer concrètement à cette œuvre, dans un esprit de tolérance et d'empathie. Elle entend ainsi jouer son rôle pour que l'Histoire du XXIe siècle commençant ne dérape pas, comme il y a cent ans lorsque la guerre civile européenne a anéanti les espoirs de la première mondialisation.

Thierry de Montbrial
Président et fondateur
9 Mars 2014

1 Thierry de Montbrial, *Mémoire du temps présent*, Flammarion, 1996.
2 Avant-propos, daté du 4 août 2008, dans : Thierry de Montbrial, *Vingt ans qui bouleversèrent le monde*, Dunod 2008.
3 J'ai développé ce point dans *L'Action et le système du monde*, 4e édition, collection « Quadrige », PUF, 2011 / *Action and Reaction in the World System – The Dynamics of Economic and Political Power.* UBC Press, Vancouver, Toronto, 2013.

Gouvernance et géopolitique

1. Europe

Construction européenne - La diversité des situations en Europe est énorme et il n'y a pas de modèle social européen unique. L'Europe est en construction et les nombreuses propositions d'amélioration doivent être discutées et éventuellement acceptées par tous, ce qui n'est pas évident. Globalement, elle a d'abord besoin de croissance, avec une productivité accrue et moins de chômage. Structurellement, elle a besoin de réformes, de souplesse pour s'adapter aux nouveaux défis et aux nouvelles caractéristiques de nos sociétés. Il faut investir dans le capital humain, l'éducation, la formation continue et la reconversion, la mobilité professionnelle. Elle sous-investit dans l'éducation, or construire des capacités commence à l'école, dès le primaire même. C'est là qu'elle échoue. Elle doit relever les défis de l'immigration, de l'évolution de la structure familiale et des nouvelles inégalités qui se creusent dans nos sociétés. L'Europe doit harmoniser ses systèmes fiscaux avec au moins des règles minimales communes. Elle pourrait progressivement mettre en place un salaire minimum afin d'éviter des possibilités de dumping social au sein de l'UE. Si la question sociale est encore traitée au niveau national, certains de ces éléments pourraient l'être à l'échelon européen. Pour les retraites, tout est investi dans la croissance de l'économie nationale, par répartition. Il faut aller partiellement vers la capitalisation, cela aurait dû être entrepris plus tôt, et tenter de rendre l'ajustement entre les retraites et la croissance plus automatique. La possibilité de fournir des retraites liées à la performance économique pourrait être envisagée. Il serait également utile d'augmenter l'âge de départ à la retraite.

Union bancaire - Contrairement à ce que l'on peut entendre, l'euro n'a pas besoin d'être sauvé, il se porte bien. Le rapport euro/dollar est plus élevé qu'au 1er janvier 1999, ce qui témoigne de la confiance des marchés, trop même puisque l'euro est trop fort. En termes de gouvernance, la zone euro vit un moment historique avec la mise en place de l'Union bancaire destinée à prévenir de nouvelles crises. Elle inclue un mécanisme de supervision unique, confié à la BCE, qui évaluera la valeur et la qualité des actifs, un mécanisme de résolution unique et un test de résistance coordonné par l'Autorité bancaire européenne. Après quoi, les banques pourront réorganiser leurs bilans et prêter de l'argent pour des projets rentables dans l'économie. Cela devrait rétablir la confiance des marchés et favoriser une convergence qui contribuera à la construction d'une union économique et monétaire européenne. Nous observons déjà une tendance au désendettement dans l'économie européenne et le secteur bancaire.

Politique étrangère européenne - L'Europe est toujours la deuxième « puissance » en termes de dépenses de défense mais elle doit mettre en commun ses capacités si elle veut sécuriser ses intérêts. Le rééquilibrage de l'Amérique vers l'Asie-Pacifique, qui est le changement stratégique le plus important aux États-Unis depuis la fin de la Guerre froide, est dans l'intérêt de l'Europe, mais l'Europe elle-même doit redéfinir son rôle dans cette région tant en termes économiques qu'en termes de sécurité, en essayant avant tout d'assumer un rôle de médiateur dans les conflits naissants de l'Asie-Pacifique. Les Européens doivent intégrer le fait que l'Amérique n'est plus systématiquement disponible pour être en première ligne d'une crise, et qu'ils doivent eux-mêmes assumer une plus grande partie du fardeau.
En Europe, la région des Balkans est devenue presque prévisible, ce qui constitue une avancée qualitative fondamentale. La Roumanie, à la frontière orientale de l'OTAN et de l'UE, est intéressée par un espace élargi dans sa région, qui lui promette plus de stabilité, de démocratie, de droits et de liberté. Elle soutient le Partenariat oriental, la synergie mer Noire et la stratégie Danube labellisés par l'UE, dans la perspective d'une région mieux intégrée et d'une Europe plus forte et plus influente.
La Russie se voit confrontée à des choix difficiles. Les tentatives des présidences Eltsine et Poutine de se rapprocher de l'Ouest, au milieu des années 90 et au début des années 2000, ont échoué au prétexte que la Russie n'était pas encore prête. La priorité de la Russie est en ce moment la stabilité, ce qui signifie une avancée rapide vers la modernisation de l'économie et des institutions sociales et politiques. La classe créative russe, bien qu'encore minoritaire, est devenue une force sociale viable et devrait jouer un rôle moteur dans cette avancée.

2. Asie

Force et faiblesse de l'Asie - L'Asie pratique un régionalisme ouvert. Par exemple, l'Inde, qui fait partie de l'Asie du Sud, peut participer aux Sommets de l'Asie de l'Est. Ce genre de régionalisme ouvert constitue une force pour l'Asie. Toutes les sociétés asiatiques affichent l'ambition de mettre en œuvre les sept piliers, à savoir l'économie de marché, la maîtrise des sciences et de la technologie, la méritocratie, le pragmatisme, la culture de l'apaisement, l'état de droit et l'éducation. Globalement, les Asiatiques sont optimistes, ils ont soif de connaissance, de réussite. Le dynamisme économique de l'Asie est une réalité depuis les années 1950 et 1960. L'Asie va continuer de dominer tant en termes de croissance démographique qu'économique et va continuer d'être le plus gros exportateur et le plus gros importateur.
Mais chaque pièce a deux faces. Parallèlement à ces forces, l'Asie connaît également des faiblesses. L'Asie ne peut faire face à toutes les questions environnementales et sociales que posent sa croissance démographique et économique phénoménales. L'Asie a aussi ses difficultés dans les domaines politiques, économiques, sécuritaires et sociaux, spécialement avec les inégalités. L'Asie contribue à environ 40 % de la croissance économique mondiale, mais reste modeste en termes d'influence internationale. Les religions ont remplacé les idéologies et l'islamisme radical gagne du terrain. La menace nucléaire a augmenté de façon significative. Aucune des grandes puissances d'Asie ne semble prête à céder la direction à un autre des géants d'Asie. Dans l'avenir proche, les dynamiques de pouvoir dans la région vont rester très complexes.
Étant donné l'absence d'une structure de sécurité bien ancrée dans la région ou d'un Concert de nations en Asie, similaire au Concert européen au 19e siècle, la possibilité de bouleversements géopolitiques dans la région ne peut être écartée.

Tensions en Asie du nord-est - La Chine a créé une nouvelle ZIDA (Zone d'identification de défense aérienne) qui pose problème car elle n'est pas exactement la même que la ZIDA du Japon ou que celle d'autres pays. En particulier, elle inclue l'espace aérien au-dessus des îles Senkaku-Diaoyu, qui font partie du Japon et sont couvertes par le Traité de sécurité entre les États Unis et le Japon. Cette posture de la Chine constitue une grave menace pour la sécurité à un moment où elle devrait se concentrer sur les réformes. En politique intérieure, des enquêtes montrent que la corruption est la deuxième préoccupation des Chinois après l'alimentation. Lorsque le président Hu Jintao s'est retiré, il a déclaré que la corruption pouvait anéantir l'État, le Parti et renverser le gouvernement lui-même. Plus globalement, on estime que la corruption représente 5 % du PIB mondial Cette dimension entrave le développement social, économique et politique, et pas seulement des marchés en développement.
La Russie estime qu'un État coréen unifié, amical et libre de toute domination étrangère, pourrait constituer un élément de pondération utile et également s'avérer très bénéfique pour ses intérêts économiques dans les sphères de l'énergie et de la logistique ainsi que dans la reconstruction de la Corée du Nord. La Russie en appelle à une approche multilatérale de la question coréenne.

Rivalité entre la Chine et l'Inde
Selon de nombreux analystes stratégiques, l'ascension simultanée de la Chine et de l'Inde et la rivalité entre elles d'un point de vue géopolitique et stratégique (les deux pays nient une telle rivalité) représentent potentiellement le plus gros risque de remise en cause de l'ordre établi en Asie.
Dans le cas de la Chine, le nationalisme est souvent vu comme le moteur principal des politiques étrangères et de défense. Les décideurs politiques chinois et les chercheurs insistent souvent sur l'exception chinoise. Outre la croissance rapide des forces militaires chinoises, c'est le refrain constant de « compétition continue » dans le domaine militaire qui est la plus grande cause d'inquiétude.
Les inquiétudes de l'Inde sont que les raisons alléguées par la Chine pour bon nombre de ses actions périphériques – comme le regain d'intérêt pour des zones telles que ses flancs sud et sud-ouest, ainsi que les mesures qu'elle a prises pour renforcer sa présence militaire dans les provinces du Xinjiang, du Yunnan, et du Tibet qui est frontalier avec l'Inde – ne semblent pas très claires. Étant donné que l'esprit chinois est tourné vers le contextuel et le relationnel, les véritables intentions de la Chine restent incertaines.

3. Moyen-Orient

Les pays du Moyen-Orient ont subi, depuis trois ans, trois types de chocs.

1-Leurs principaux partenaires commerciaux, dont l'Europe, sont entrés dans une période de stagnation,

2-Des conflits ont éclaté, et ont eu un effet de contagion sur d'autres pays,

3-Dans le même temps, certains de ces pays ont connu des changements politiques internes, qui se sont révélés être beaucoup plus contestés et plus long à stabiliser que prévu. Leurs populations sont impatientes car elles n'ont pas encore vu les retombées positives qu'elles attendaient des changements. Il faut absolument donner de l'espoir aux jeunes en leur offrant des opportunités d'emploi à court terme. Il est très important que les gouvernements élargissent le débat afin d'inclure d'autres parties de la société.

Turquie - En Turquie, les points négatifs incluent le problème de la liberté de la presse, la volonté de ne pas avoir une opposition forte et l'incapacité des dirigeants politique à prendre en compte la culture multidimensionnelle. La religion instrumentalisée à des fins électorales amène à une radicalisation.

Iran - L'Iran apparaît maintenant plutôt du bon côté. L'élection du Président Rohani a ouvert la voie à une nouvelle période dans les relations internationales de la République islamique d'Iran marquée semble-t-il par un désir de dialogue, de transparence, et d'interaction avec les pays occidentaux sur la base de l'équité et du respect mutuel, et pour œuvrer ensemble à la paix et la sécurité régionale et internationale. Les négociations qui ont débuté avec les pays du 5+1 concrétisent cette ouverture. Il faudrait arrêter d'ostraciser l'Iran qui doit être considéré comme un partenaire potentiel et le moment venu comme un atout pour stabiliser une région qui en a fort besoin.

Arabie saoudite - L'Arabie a fait part de son problème de confiance réciproque avec les États-Unis. Elle a été très affectée parce que le président américain ne l'a pas informée ni a fortiori invitée à ses premières discussion avec l'Iran et parce qu'il n'a pas tenu plusieurs de ses engagements dans la région, en ne donnant pas suite aux lignes rouges qu'il avait tracées et à l'idée d'une zone exempte d'armes de destruction massive. À ce sujet, il semble qu'Obama voie la puissance américaine à l'étranger comme une puissance en recul, quoique très influente encore, mais qui doit être gérée avec prudence. C'est ainsi qu'il faut voir son action dans la crise syrienne.

Égypte - L'Égypte a éliminé le régime désastreux des Frères musulmans. Ce que pourtant l'Occident comprend mal. On constate que le pouvoir militaire qui a pris la relève est dans l'ensemble populaire. Cela lui permet d'imposer aux habitants un programme économique. Par ailleurs, l'armée égyptienne mène une lutte difficile contre les terroristes du Sinaï qu'on a laissés s'établir pendant l'année au pouvoir des Frères musulmans et qui constituent une menace sérieuse pour la sécurité de l'Égypte et d'Israël ainsi que pour la stabilité régionale. Par ailleurs, le rapprochement avec la Russie ne doit pas être vu comme un éloignement de Washington. Il faut maintenant que les autorités s'intéressent aux jeunes, pour empêcher la radicalisation de la base et, bien entendu, engagent des réformes économiques et la distribution des revenus.

Syrie - En ce qui concerne le problème syrien, nos dirigeants se sont trompés, en ne comprenant pas qu'il y avait, depuis très longtemps, une profonde ligne de fracture entre un parti laïciste et le parti des Frères Musulmans, et en fermant leurs ambassades à Damas, nous privant ainsi d'un outil très précieux pour mieux connaître la situation et pour agir au niveau diplomatique. Qu'on le veuille ou non, Bachar el-Assad incarne le pouvoir en Syrie. Au nom d'une laïcité prétendue, il n'hésite pas à commettre des crimes de guerre, à utiliser l'arme chimique et à détruire son pays. L'opposition démocratique syrienne est très divisée, à l'image du pays, mais nous devons continuer de la soutenir pour donner une chance à cette voie sans quoi nous aurons la confrontation terrible entre le régime et les djihadistes. Idéalement, il faudrait un gouvernement de transition formé d'une coalition constituée d'éléments du régime qui n'ont pas de sang sur les mains, et d'éléments de l'opposition pour permettre à la Syrie d'entrer dans une nouvelle phase politique. C'est la Russie qui apparaît comme le grand vainqueur politique de la crise syrienne.

Israël
Le conflit israélo-palestinien perdure et reste la préoccupation essentielle d'Israël. Un sondage indique que 70 % de l'opinion voudrait voir ce conflit résolu. Un autre sondage récent montre que plus de 60 % des Israéliens répondraient oui à un référendum si un accord conclu était soumis au vote car les gens se rendent compte que le maintien du statu quo est, avant tout, préjudiciable au pays. D'un point de vue démographique, le futur d'un État en tant qu'État juif est mis en danger, et quant au statut international d'Israël, on constate un affaiblissement croissant et larvé de sa légitimité : deux graves menaces. Il serait bénéfique de tenter d'y remédier et de tirer profit du fait que le secrétaire d'État américain s'est donné pour objectif d'essayer d'apporter une solution.
Pour voir un miracle se produire, on n'a pas besoin d'élection, il suffit d'une décision du premier ministre. Cependant, la question ne se limite pas à Netanyahu ; il faut aussi sérieusement compter avec Mahmoud Abbas. Ce n'est pas simple pour lui, c'est un réfugié de 1948, et signer docilement en bas d'une feuille en faveur de la fin du conflit et des revendications ne lui est pas facile ; si Netanyahu crée l'opportunité, espérons qu'il suivra, mais ce n'est pas garanti.

4. Afrique

En Afrique, l'intervention de la France a permis d'améliorer les situations au Mali et en RCA. Un coup a été porté à l'islamisme sahélien qui menaçait le monde occidental. Mais l'Europe doit aider l'Union africaine à assumer sa sécurité. La Chine considère que seul le Conseil de sécurité de l'ONU devrait pouvoir décider d'une ingérence internationale. Elle pense qu'encourager le développement économique et social contribue plus à l'amélioration de la stabilité que des interventions. Depuis 12 ans, l'Afrique progresse bien dans le développement humain, la santé, l'éducation et le bien-être et dans l'économie, mais moins dans la démocratie et les droits de l'homme. Des capitaux s'investissent en Afrique mais pas à un niveau suffisant. Les gouvernements africains doivent continuer à gérer leur économie avec rigueur pour améliorer la confiance. L'Afrique, divisée en un grand nombre d'États, a créé la CEDEAO, un marché de 400 milliards de dollars de PIB et de 300 millions d'habitants, une union douanière à laquelle elle voudrait donner des structures monétaires. Du côté négatif, l'Afrique recule dans le domaine du droit et de la sécurité avec la montée des conflits domestiques et de l'agitation sociale dus essentiellement à la marginalisation et à l'augmentation des inégalités. Il y a un grand besoin d'investissements pour réduire le chômage des jeunes et la pauvreté, qui restent très élevés.
L'Afrique a parfois le sentiment qu'elle est victime d'écarts de perception. Ainsi, elle ne croit pas avoir le monopole des conflits inter-ethniques et du terrorisme et considère que les risques en Afrique ne sont pas plus élevés que sur n'importe quel autre continent ou pays.

5. Amérique

En Amérique du Nord, et plus particulièrement aux États-Unis, la technologie de fracturation a relancé l'économie, fait baisser les prix de l'énergie et conduit vers une auto-suffisance énergétique. Grâce à l'ALENA, l'augmentation du commerce a été vertigineuse non seulement en volume, mais aussi en intégration. Mais politiquement, nous sommes face à une Amérique très différente et c'est en grande partie dû à des problèmes intérieurs, le blocage du système politique, l'affaiblissement du bipartisme. Le président Obama a hérité d'un pays en quasi faillite après deux guerres. Sur la scène internationale, le rééquilibrage vers l'Asie-Pacifique est le plus important changement de stratégie en Amérique depuis la fin de la Guerre froide, bien qu'il faudra du temps pour que ses conséquences soient visibles. Ce qui n'empêche pas le commerce transatlantique et l'investissement avec l'Europe. En décidant de n'intervenir qu'en second rang en Lybie, Obama a affirmé que l'Amérique n'est plus automatiquement en première ligne dans la gestion d'une crise. Elle sera là pour aider ses alliés et les autres. Quand les États-Unis se retireront d'Afghanistan, l'Europe et l'Amérique devront repenser ce qu'il adviendra de l'OTAN. Au Moyen-Orient, les États-Unis ont reculé sur la Syrie et négocient avec l'Iran, mais M. Kerry poursuit les discussions avec Mahmoud Abbas et Netanyahu et si ces négociations parviennent à un résultat, cela dénouera de nombreuses questions subséquentes. Il s'agit là d'un aspect crucial de la relation entre le monde arabo-musulman et le reste du monde, notamment l'Occident.
Le Québec, vaste province du Canada, riche en énergie, fortement développé, faisant partie de l'ALENA et du PTP, qui ouvre vers l'Asie-Pacifique, fait de plus en plus entendre sa voix au plan international. Le Québec est un ardent partisan de l'Accord économique et commercial global signé entre le Canada et l'Union européenne. Ses différentes expertises sont souvent sollicitées par ses partenaires internationaux, et le Québec contribue, à sa façon, à la bonne gouvernance mondiale.
À l'instar de l'Amérique du nord, l'Amérique latine doit faire face à nombre de défis. En ce qui concerne la drogue, la sécurité et les droits de l'homme, elle compte beaucoup sur l'Organisation des États américains et sur l'*UN General Assembly 2016* pour l'aider dans ses luttes. On peut prévoir que sur le long terme le Mexique et le Brésil connaîtront un fort développement. Certains pays organisent leur coopération, par exemple, l'Alliance du Pacifique regroupe le Chili, la Colombie, le Pérou et le Mexique, soit au total 200 millions d'habitants.

Gouvernance sous divers aspects

Économies et finances après la crise

Dans notre monde actuel, l'économie joue un rôle dominant – encore plus grand que celui de la force militaire. L'économie et la société ont besoin de valeurs morales pour bien fonctionner. Et il faudra modérer les attentes des citoyens car on se dirige vers une quasi-stagnation dans une grande partie du monde. Pour éviter les risques sociaux, il est impératif de passer d'institutions « extractives » [recherche de rente] à des institutions « inclusives » qui renforcent l'état de droit et mettent en œuvre les bonnes pratiques. L'état actuel de l'économie mondiale appelle une coopération politique internationale encore plus étroite et un renforcement de la gouvernance mondiale. Jusqu'en 2000, 80 % des revenus étaient entre les mains d'1 milliard de personnes dans les pays riches. En 2050, ces 80 % seront réduits à 35 % et les 65 % restants seront entre les mains des pays en développement. Dix pays occidentaux tout au plus feront partie du top 30, et les 20 autres feront partie du monde en développement. La puissance économique numéro 1 sera la Chine et l'Inde sera probablement numéro 3. Nous aurons plus de 9 milliards d'habitants sur la planète. La modification de l'équilibre va déterminer les orientations politiques et économiques futures. Le monde aura besoin d'institutions avec une organisation très différente de celle d'aujourd'hui. La situation économique à moyen terme s'améliore mais reste fragile et hétérogène. L'économie mondiale renoue avec la croissance.

Pendant la crise, les déficits budgétaires et la dette publique étaient très élevés, les politiques fiscales étaient déjà surexploitées et comme les taux d'intérêt étaient proches de zéro, il était impossible de les réduire. Ces circonstances ont donc nécessité l'adoption de mesures non conventionnelles, mais temporaires, consistant essentiellement en différents assouplissements qualitatifs et quantitatifs, d'une ampleur sans précédent, destinés à fournir des liquidités au système bancaire.

La première réaction à la crise financière a été la création du G20, dont deux des principaux objectifs structurels étaient : 1) rénover et réformer le système financier international avec l'élaboration de nouvelles « règles » mais aussi la réforme du périmètre de régulation; 2) réformer les institutions financières internationales. Indéniablement, des progrès considérables ont été réalisés, mais le G20 a besoin d'aller encore plus loin dans son institutionnalisation pour conserver sa propre mémoire institutionnelle et pour assurer sa cohérence et sa continuité. Le G20 ne pourra promouvoir une croissance forte, durable et équilibrée, qu'en corrigeant les déséquilibres mondiaux à la fois dans le secteur réel et le secteur financier. L'une des conséquences de la crise est la reconnaissance que la solidité du système bancaire est un composant critique du système économique et que la supervision des banques joue un rôle central dans cette solidité.

Mondialisation et ordre juridique

La mondialisation menace l'ordre juridique national par l'universalisme, subordination du droit national au droit international et réduction de l'autonomie des législateurs nationaux, par la globalisation des échanges, qui fait perdre aux États une partie du contrôle de leurs frontières, et par la multiplication des acteurs transnationaux. L'ordre juridique international est également menacé, brouillé par une sorte de superposition de modèles. Mais on peut avoir une vision optimiste d'une métamorphose qui serait en cours. Nous irions vers un nouveau modèle de « pluralisme ordonné ». Le problème majeur reste celui de l'effectivité, et des sanctions décidées par les instances juridiques supranationales. En tout cas, à l'heure actuelle, en l'absence de tout ordre juridique mondial intégré, le rôle majeur revient aux juges des Cours suprêmes nationales.

Aujourd'hui, sur 85 affaires soumises à la Cour suprême des États-Unis, 10 à 15 affaires concernent le droit transnational. Sur tous les sujets possibles. Cela requiert des connaissances étendues. Il faudra introduire dans les grandes écoles de droit, des cours pour connaître le droit étranger ou international. Il doit y avoir une règle commune que tous les pays puissent suivre. Il faut être optimiste parce que de plus en plus de personnes se rendent compte que l'état de droit, le système de règles est une protection contre l'arbitraire, le déraisonnable, l'injuste, le tyrannique, le despotique.

En Europe, les systèmes juridiques se sont d'abord développés au sein de limites nationales. Maintenant, les conflits sont évités par le dialogue entre juridictions nationales et supranationales. Le principe de subsidiarité est appliqué pour que les juridictions européennes ne traitent que des affaires qui ne peuvent pas être traitées à un niveau national et le principe de marge d'appréciation est acquis aux juridictions nationales pour la mise en œuvre de la Convention européenne des droits de l'homme. L'Europe agit aussi pour faire coopérer les différents systèmes et pour harmoniser les principes juridiques entre les États membres.

La globalisation réclame autant de règles juridiques, si ce n'est plus, qu'elle n'en remet en cause et ces règles doivent trouver à s'exprimer dans des systèmes juridiques. Une dynamique d'intégration des systèmes juridiques est en marche, qui tient à la pleine réception des normes internationales en droit interne, à l'émergence d'un droit public commun, en particulier dans l'espace européen, ainsi qu'à l'ouverture et l'interdépendance qui sont désormais les traits dominants des relations entre systèmes juridictionnels. Mais la globalisation, ne va pas sans tensions et résistances, qui résultent de la concurrence entre des ordres juridiques qui coexistent sans être intégrés mais aussi de résistances à la dynamique d'intégration des ordres juridiques.

Politique et religions

La modernité a été fondée sur l'expulsion de la religion de la sphère publique vers la sphère purement privée, ignorant que le religieux a toujours vécu avec le politique, même si le politique n'en a pas toujours eu conscience. L'enquête du Pew Research Center révèle que 85 % de notre monde actuel se définit en termes religieux. L'Europe de l'Ouest « laïque » fait partie des 15 % restants. Au cours des dernières décennies, la religion a entamé un retour en tant que force politique. Peut-être parce que la mondialisation, en affaiblissant l'échelle nationale, ainsi que l'échec du communisme, ont mené à un vide spirituel. La religion apparaît alors comme la seule alternative possible à la mobilisation des populations. Après la chute du communisme, la population et la jeunesse de Roumanie, de Pologne, d'Ukraine et de la République tchèque se sont tournés vers la religion. Au cours des vingt-cinq dernières années, la Roumanie a bâti plus de 12 000 églises. En même temps, ce qui est inquiétant pour les Chrétiens et plus généralement pour les humanistes, c'est que, parallèlement à ce retour en force de la religion dans le monde post communiste, la boussole morale est en pleine décomposition dans nos pays.

En même temps que ce retour du religieux, on a observé un retour du fanatisme. Quand les gens ne se sentent pas appartenir à un cadre plus large, ils s'en sentent exclus, et ils réagissent négativement vis à vis de ce cadre qui les exclut, et ils se tournent vers l'extrémisme. Il faudrait réintroduire la dimension et le paramètre de la religion face à l'injustice et l'exclusion. Les fanatiques religieux d'aujourd'hui sont profondément contaminés par les maux du nationalisme et de l'idéologie. C'est une menace pour la paix, la stabilité et la coexistence.

Au Moyen-Orient, il faut construire des États où tous les citoyens de différentes religions, confessions, cultures et ethnicités soient égaux et aient les mêmes responsabilités. La religion est encore bien trop souvent instrumentalisée à des fins destructrices, dans des lieux pourtant très distincts. Ceci représente un défi pour les politiciens et les décideurs politiques. Avant le 11 septembre, on n'aurait jamais imaginé que la religion serait un jour utilisée contre la culture. Ce fut une erreur majeure d'agir ainsi. Nous ne pouvons nous résoudre au constat que les civilisations ne peuvent coexister que dans des conflits que les religions viendraient alimenter. La dialectique de l'unité dans la diversité, si propre à la théologie chrétienne, ne peut se comprendre qu'à travers un engagement inlassable en faveur du dialogue, non seulement entre les religions, mais aussi entre le politique et le religieux.

Cybersphère

La cybersphère se développe très rapidement. D'ici cinq ans, 65 % de la population mondiale sera couverte par des réseaux mobiles. Elle contribue à la croissance du PIB. Une augmentation de 10 % de la pénétration haut débit entraîne une augmentation de 1 à 1,2 % de la croissance. La plupart des gens n'en ont pas conscience, mais la sphère de l'information génère 10 % des émissions totales de carbone. Dans ce domaine, le pouvoir de transformation et les opportunités sont énormes, en premier lieu pour les pays émergents. La Chine est le plus gros utilisateur d'Internet au monde et le Nigéria est le septième. Les problèmes de gouvernance seront au premier plan. La cybersphère évolue si rapidement que toute tentative de la réguler ou de la contrôler devient obsolète avant même qu'elle n'ait eu une chance d'être approuvée à l'échelon international. Le grand combat qui nous attend se porte sur la question de savoir si nous garderons un Internet mondial ouvert, transparent et dynamique ou si l'Internet va être balkanisé, fermé, contrôlé et statique. Ce combat, entre autres, promet d'être l'un des grands combats politiques qui nous attendent.

En ce qui concerne la diffusion de l'information, la radiodiffusion perd de son importance au profit de Twitter. Qui va contrôler et contrebalancer ce pouvoir sans limite ? Ce sera un énorme défi pour la société de l'Internet. Nous nous dirigeons vers la société du Big Data. Les lunettes Google Glass pourraient être utilisées pour livrer un reportage en temps réel en ligne. Cependant, on peut penser que les journaux de qualité survivront et chercheront sans cesse de nouvelles opportunités commerciales.

Dans cette nouvelle ère numérique, une autre réflexion s'est engagée sur l'avenir de la diplomatie : « Qu'est-ce que la diplomatie dans le monde de l'internet ? », « Est-ce qu'il y a besoin de diplomatie dans le monde 2.0 ? », « Comment fait-on pour conduire la diplomatie dans ce monde de l'immédiateté, de la transparence, et, disons-le, souvent de l'hystérie ? »

L'avènement des technologies ainsi que la diplomatie publique et les médias sociaux ont certes changé la manière de mener la diplomatie et la politique étrangère : on peut suivre en ligne sur Twitter ce qui se passe dans le monde. On peut diffuser les messages à l'infini, etc. Mais est-ce que cela change le monde ? L'essentiel de la diplomatie au sens premier du terme est la négociation. Tous ces moyens de communication que l'on adopte ne changent rien à la nécessité d'avoir une vision stratégique qui assure l'aboutissement de processus engagés par des États. Les relations entre les États restent ce qu'elles sont, mais l'environnement est différent. Nous sentons le pouls de la planète bien plus distinctement et nous pouvons avoir un impact sur ce pouls plus efficacement avec les nouvelles technologies.

Énergie et environnement

Énergie et environnement sont indissociables. Avec le forage horizontal et la fracturation hydraulique, les américains ont extrait le gaz de schiste et révolutionné le marché. Des vastes réserves ont été découvertes et exploitées aux États-Unis. La technologie progresse énormément et s'améliore continuellement. La même technologie s'étant adaptée à l'exploitation des schistes bitumineux, les États-Unis sont sur le point de devenir auto-suffisants en énergie. Pour les sables bitumineux, les technologies existantes sont bien moins polluantes qu'au début. L'exploitation des formations de gaz humide se développe et produit des gaz à des tarifs très bas. Cette compétitivité entraîne un « onshoring » qui pourrait très bien s'étendre à tous les secteurs industriels particulièrement sensibles au coût de l'énergie.

Le caractère limité des réserves de combustibles fossiles et le réchauffement climatique qui résulte de leur utilisation font que la recherche d'énergies de substitutions, plus propres, s'accélère. Mais, le photovoltaïque et l'éolien demandent de gros investissements pour une production aléatoire. Le solaire thermique semble séduisant par son aspect modulable et sa capacité à stocker l'énergie. Un autre moyen de temporiser est d'augmenter l'efficience énergétique dans la production et dans la consommation. Le potentiel d'efficacité énergétique est très loin d'être épuisé, des mesures sont donc nécessaires pour lever les nombreuses barrières à l'investissement dans ce domaine. Au Japon, qui a dû arrêter sa production d'électricité nucléaire, remplacer la large part du nucléaire uniquement avec les énergies renouvelables et une meilleure efficience énergétique est physiquement et économiquement impossible. Cela générerait un très lourd fardeau financier.

Une solution à long terme repose sur la recherche et le développement de technologies réellement innovantes, qui vont du captage et de la séquestration du carbone aux batteries, à la fusion, à la photosynthèse artificielle et au photovoltaïque spatial, etc. Une partie des revenus de la taxe du carbone pourrait y être investie.

Risques majeurs

Un grand nombre de risques pourraient avoir un impact mondial. On peut distinguer ceux qui impliquent une action humaine délibérée : actes terroristes majeurs, des conflits internes ou externes (nucléaires), des cyber-attaques majeures ; une action humaine non délibérée : les mauvaises gestions de la finance, de la société, de la mondialisation, des ressources rares, le changement climatique ; ou sans action humaine : risques naturels, maladies infectieuses.

Cyberguerre - La cyberguerre peut paralyser un État entier. Stuxnet constitue un bon exemple de cyberattaque. Pour faire face aux cyber-attaques, nous avons besoin à la fois de capacités d'attaque ou de défense, et pour cela, de bons guerriers pour lesquels il faut investir beaucoup d'argent et de temps. Dans le cyberspace, une génération s'étend sur un an et demi. Cette technologie requiert un développement constant et nous devons toujours être en alerte. Israël se classe parmi les pays les mieux préparés à une cybermenace aux côtés de la Suède et de la Pologne. Malgré les nombreux pays qui veulent attaquer Israël, le pays bénéficie d'une protection adaptée. La cyberguerre peut se comparer à une guerre biologique plutôt qu'à la guerre nucléaire. Vous ne savez pas quand le virus va s'éteindre. C'est extrêmement dangereux.

Maladies émergentes - Les risques des maladies infectieuses viennent des bactéries résistantes aux antibiotiques, de pathogènes mutés et de pathogènes émergents, dont 75 % sont zoonotiques. L'exemple du SRAS prouve la vulnérabilité de nos sociétés face aux nouveaux agents infectieux. Pour faire face rapidement, on dispose de diverses institutions publiques et privées dont certaines travaillent à l'échelle locale. Nous devons prendre conscience que nous ne verrons jamais la fin des maladies infectieuses. Il faut adapter la gouvernance globale à ce problème.

Le vieillissement de la population pourrait être un risque. Globalement, l'espérance de vie dans le monde a progressé de façon linéaire depuis deux siècles. Le vieillissement pose le problème de son poids économique, qui ne deviendra insupportable que si nous faisons les mauvais choix. D'un autre côté, le capital mental des personnes âgées est une importante ressource économique qui n'est pas du tout utilisée à l'heure actuelle. Face à l'incertitude au sujet de la progression de la longévité, les gouvernements devront faire preuve de flexibilité et d'innovation pour éviter de potentiels problèmes.

Sécurité alimentaire - *La sécurité alimentaire reste un problème grave.* Parmi ses causes on peut citer les aléas climatiques, les mauvaises techniques de récolte, les prédateurs, le manque d'accès géographique à l'alimentation, le manque d'infrastructures, de routes, de desserte, de stockage, de transport et d'information. Il faut y ajouter le sous-investissement dans ce domaine. Les trois quarts des populations très pauvres de la planète, avec moins de 1,25 dollars US par jour, vivent de l'agriculture, et d'ici à 2050 la population mondiale dépassera 9 milliards. Comment faire face à l'augmentation des besoins alimentaires dus à cette augmentation de la population et à celle du niveau de vie, avec le facteur aggravant du changement climatique qui pourrait entrainer une baisse de la production agricole ? La gouvernance de la sécurité alimentaire est souvent assurée par des organisations étatiques, mais aussi par le secteur privé et les partenaires techniques. Un défi majeur est la gestion de l'eau. Une bonne politique agricole doit promouvoir la sécurité foncière (pour permettre aux jeunes d'accéder à la terre), la technologie, la productivité, plus de résistance, des gains d'échelle et l'intégration dans les chaînes alimentaires. Les organismes multilatéraux doivent travailler ensemble pour harmoniser et aligner les efforts autour des priorités internationales.

Des ONG permettent des progrès substantiels dans divers secteurs : recherche agricole, réduction des pertes post-récolte, accès au marché de manière durable, formation de producteurs de semences et de réseaux d'agro-distributeurs ruraux, avec soutien financier initial, soutien commercial, information et parfois aussi formation. Une attention particulière est portée au développement des capacités des acteurs locaux et d'autres entreprises, d'intrants par exemple, pour leur permettre de devenir plus compétitifs. Ces ONG sont impliquées dans la mise en place de d'entités qui vont ensuite être gérées de façon autonome.

La réunion de l'OMC, à Bali en 2013, a été un succès car, après 12 ans d'inaction, elle est parvenue à un accord sur la facilitation des échanges, mais nous sommes très loin d'une résolution du problème global.

Changements climatiques - L'accélération du réchauffement de la planète semble être une réalité, et même un réchauffement de deux degrés d'ici à 2050 aurait de graves conséquences sur l'agriculture et le climat, entre autres. Il faut donc réduire la production de CO_2 et trouver des sources d'énergie que ne libèrent pas de gaz à effet de serre. Il faudrait améliorer l'efficacité énergétique et promouvoir les énergies renouvelables. Ces énergies « vertes » restent encore marginales et couteuses. Les impacts environnementaux les plus importants proviennent de la combustion du charbon, notamment les émissions de CO_2 produites par des usines inefficaces. Son remplacement par du gaz de schiste, à plus bas prix, est une bonne nouvelle, surtout pour les consommateurs américains, pour l'environnement grâce à la forte réduction des émissions de CO_2 mais aussi des autres polluants qui ont un impact sur la qualité de l'air dans les régions voisines. L'amélioration de la compétitivité énergétique ne doit pas se traduire par une diminution de la lutte contre le changement climatique. Pour réduire l'empreinte carbone une autre solution serait la décarbonation, c'est à dire la capture du CO_2 avant qu'il ne soit libéré dans l'atmosphère, mais pour le moment ce n'est pas réalisable.

Des grands clubs comme le G20, le C30 et le C40, c'est-à-dire 20 pays, 30 grandes multinationales et 40 mégalopoles, s'occupent de problèmes environnementaux. Sur la base de leur expérience et de leurs réseaux, l'énorme problème du réchauffement climatique et des émissions de carbone pourrait être surmonté. Si les incitations sont suffisamment attractives, les technologies vont progresser pour aider à la résolution du problème climatique.

En 2035, l'Asie sera le centre du commerce mondial de l'énergie. À cette date, ou bien le monde sera en voie de sortir de la menace d'un changement climatique catastrophique, ou bien il commencera à en sentir sérieusement les conséquences.

S.N.K.

PROGRAMME

Vendredi 13 décembre

14h30 – 15h30 OUVERTURE
S.A.S le Prince Albert II, Prince Souverain de Monaco
Thierry de Montbrial, président et fondateur de la WPC
Ali Babacan, vice-Premier ministre de la République de Turquie

15h30 – 17h00 SESSION PLÉNIÈRE 1 : « L'état de l'économie mondiale et la gouvernance mondiale »
Henri de Castries, PDG d'Axa
Kemal Dervis, vice-président de la Brookings Institution responsable de l'économie mondiale et conseiller à l'université Sabanci ; ancien ministre des Affaires économiques de Turquie
Jacob Frenkel, président de JPMorgan Chase International et président du conseil du Groupe des Trente (G-30)
Pascal Lamy, président d'honneur de Notre Europe, ancien directeur général de l'OMC
David de Rothschild, président, Rothschild
Il SaKong, président de l'Institute for Global Economics ; ancien ministre des Finances de la République de Corée
Modérateur : **Nicolas Barré,** directeur délégué de la rédaction, *Les Echos*

17h00 – 17h45 SESSION PLÉNIÈRE 2
avec **Ali Ahani**, Ambassadeur de la République islamique d'Iran en France et à Monaco

17h45 – 19h15 SESSION PLÉNIÈRE 3 : « Le Moyen-Orient »
Masood Ahmed, directeur du département Moyen-Orient et Asie centrale, FMI
Renaud Girard, grand reporter, *Le Figaro*, éditorialiste, *Questions Internationales*
Elisabeth Guigou, présidente de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale
Sergey Karaganov, président honoraire du Présidium du conseil en charge de la politique extérieure et de défense de Russie
Basma Kodmani, directrice exécutive de l'Initiative de réforme arabe
Mona Makram-Ebeid, sénatrice égyptienne ; Distinguished Lecturer, Université américaine du Caire
Modérateur : **Steven Erlanger,** directeur du bureau londonien, *The New York Times*

19h15 COCKTAIL D'ACCUEIL

20h00 DÎNER DÉBAT
avec **Herman Van Rompuy**, président du Conseil européen

Samedi 14 décembre

08h00 – 09h45 SESSION PLÉNIÈRE 4 : « L'Asie : forces et faiblesses »
Bruno Lafont, PDG de Lafarge
Mayankote Kelath Narayanan, gouverneur de l'Etat du Bengale Occidental, Inde
Jin Roy Ryu, président de Poongsan Group, République de Corée
Shotaro Oshima, président, Institute for international Economic Studies (IIES) et professeur, Graduate School of Public Policy, University of Tokyo
Anatoly Torkunov, recteur de l'Institut d'Etat des relations internationales de Moscou (université MGIMO), membre de l'Académie des sciences de Russie
Yang Jiemian, président, Council of Academic Affairs, Shanghai Institutes for International Studies
Modérateur : **Michael Yeoh,** fondateur et PDG, Asian Strategy & Leadership Institute, Malaisie

09h45 – 11h15 SESSION PLÉNIÈRE 5 : « Les défis du cyberespace »
Carl Bildt, Ministre suédois des Affaires étrangères ; ancien Premier ministre suédois
Chang Dae Whan, président de Maekyung Media Group, République de Corée
Paul Hermelin, PDG de Capgemini
Meir Sheetrit, membre de la Knesset ; ancien ministre responsable des services de renseignements ; ancien membre du cabinet de sécurité, Israël

11h15 – 11h45 PAUSE-CAFÉ

11h45 – 13h00 SESSION PLÉNIÈRE 6 : « Le 'modèle social européen' est-il condamné ? »
Joaquín Almunia, vice-président et commissaire européen charge de la concurrence, Commission européenne
Yves Leterme, secrétaire général adjoint, OCDE
Jean Pisani-Ferry, commissaire général à la stratégie et à la prospective, France
Didier Reynders, vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et des Affaires européennes de Belgique
Modérateur : **Jim Hoagland,** conseiller de la Rédaction, *The Washington Post*

13h15 – 14h45 DÉJEUNER DÉBAT : « Le futur de la diplomatie »
Carl Bildt, Ministre suédois des Affaires étrangères ; ancien Premier ministre suédois
Hubert Védrine, ancien ministre des Affaires étrangères français
Modérateur : **Jim Hoagland,** conseiller de la Rédaction, *The Washington Post*

15h00 – 16h15 SESSION PLÉNIÈRE 7 : « Destruction ou métamorphose de l'ordre juridique ? »
Stephen Breyer, juge à la Cour suprême des Etats-Unis
Mireille Delmas-Marty, professeur au Collège de France
Lord Mance, juge à la Cour suprême du Royaume-Uni
Jean-Marc Sauvé, vice-président du Conseil d'Etat, France

16h30 – 19h30 ATELIERS EN PARALLÈLE

1. Énergie et environnement
Président : **Christophe de Margerie**, PDG de Total

Intervenants : **Jun Arima,** directeur général, JETRO Londres ; conseiller spécial, affaires environnementales mondiales, ministère de l'Economie, du Commerce et de l'Industrie du Japon
André Caillé, administrateur de Junex, Canada
Maria van der Hoeven, directrice exécutive de l'Agence internationale de l'énergie (AIE)
William Ramsay, conseiller du centre Energie, Ifri ; ancien directeur exécutif adjoint, Agence internationale de l'énergie (AIE)
Kevin Sara, PDG de Nur Energie

2. Santé et risques émergents
Président : **James D. Wolfensohn,** 9e président de la Banque mondiale

Intervenants : **Christian Bréchot,** directeur général de l'Institut Pasteur
Richard Cooper, professeur d'économie à l'université d'Harvard
Daniel Dăianu, membre de l'Académie roumaine ; ancien ministre des Finances de Roumanie
Thomas Kirkwood, doyen en charge des sujets de Longévite et directeur du projet « Changing Age » à l'université de Newcastle

3. Sécurité alimentaire
Président : **Mostafa Terrab,** PDG de l'OCP

Intervenants : **José Graziano da Silva**, directeur général de la FAO
Christopher Delgado, Senior Fellow, World Resources Institute ; ancien conseiller pour les stratégies et politiques rurales, Banque mondiale
Brent Habig, directeur régional pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique australe, TechnoServe
Marcos Jank, directeur général de la société Brasil Foods (BRF), chargé des relations avec les Etats et les institutions internationales, Brésil
Jane Karuku, président, Alliance for a Green Revolution in Africa (AGRA)
Mahama Zoungrana, ministre de l'Agriculture et de la Sécurite alimentaire du Burkina Faso

4. Finance
Président : **Jean-Claude Trichet,** ancien président de la BCE
Intervenants : **Marek Belka,** président de la Banque nationale de Pologne
Benoît Cœuré, membre du directoire de la Banque centrale européenne
Jacob Frenkel, président de JPMorgan Chase International et président du conseil du Groupe des Trente (G-30)
Jeffry Frieden, professeur, université d'Harvard
John Lipsky, Distinguished Visiting Scholar, International Economics Program, The Paul H. Nitze School of Advanced International Studies
Il SaKong, président de l'Institute for Global Economics ; ancien ministre des Finances de la République de Corée

19h30 COCKTAIL

20h30 DÎNER DE GALA
avec **Laurent Fabius**, ministre français des Affaires étrangères

Dimanche 15 décembre

08h00 – 09h00 COMPTE-RENDU DES ATELIERS EN PARALLÈLE

09h00 – 10h00 SESSION PLÉNIÈRE 8 : « Vers une union bancaire européenne »
Benoît Coeuré, membre du directoire de la Banque centrale européenne
Philipp Hildebrand, vice-président, BlackRock ; ancien président de la Banque nationale suisse (BNS)
Constantin von Oesterreich, président du directoire de HSH Nordbank
Modérateur : **Alessandro Merli,** correspondant à Francfort, *Il Sole 24 Ore*

10h00 – 10h45 SESSION PLÉNIÈRE 9
avec **S.A.R. le Prince Turki Al Faisal,** président du King Faisal Center for Research and Islamic Studies (KFCRIS)

10h45 – 11h15 PAUSE-CAFÉ

11h15 – 12h00 SESSION PLÉNIÈRE 10
avec **Itamar Rabinovich**, président du Israel Institute, Distinguished Global Professor, Université de New-York (NYU), Distinguished Fellow, Brookings Institution et professeur émérite, Université de Tel Aviv

12h00 – 13h30 SESSION PLÉNIÈRE 11 : « L'Afrique »
Mo Ibrahim, président de la Fondation Mo Ibrahim; fondateur et ancien président de Celtel International
Jean-David Levitte, Distinguished Fellow, Brookings Institution
Titus Naikuni, directeur général de Kenya Airways
Qu Xing, président de l'Institut chinois d'études internationales (CIIS)
Mostafa Terrab, PDG de l'OCP
Tidjane Thiam, PDG, Prudential plc
Lionel Zinsou, président, PAI Partners
Modérateur : **Jean-Michel Severino,** gérant d'Investisseurs et Partenaires conseil (I&P conseil)

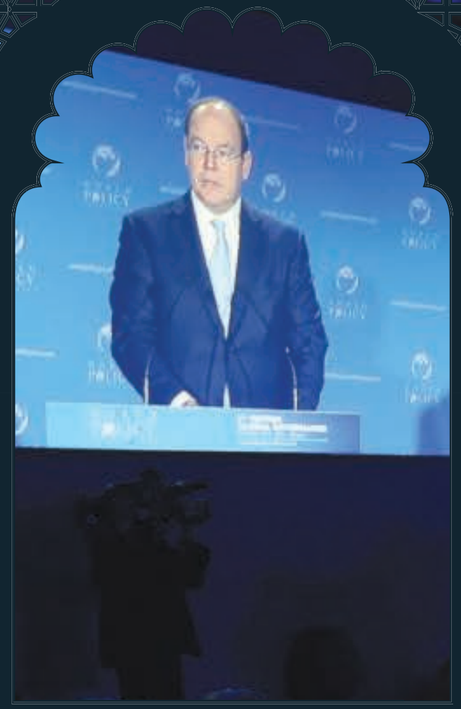
13h30 – 15h15 DÉJEUNER DÉBAT
avec **Pauline Marois**, Premier ministre du Québec

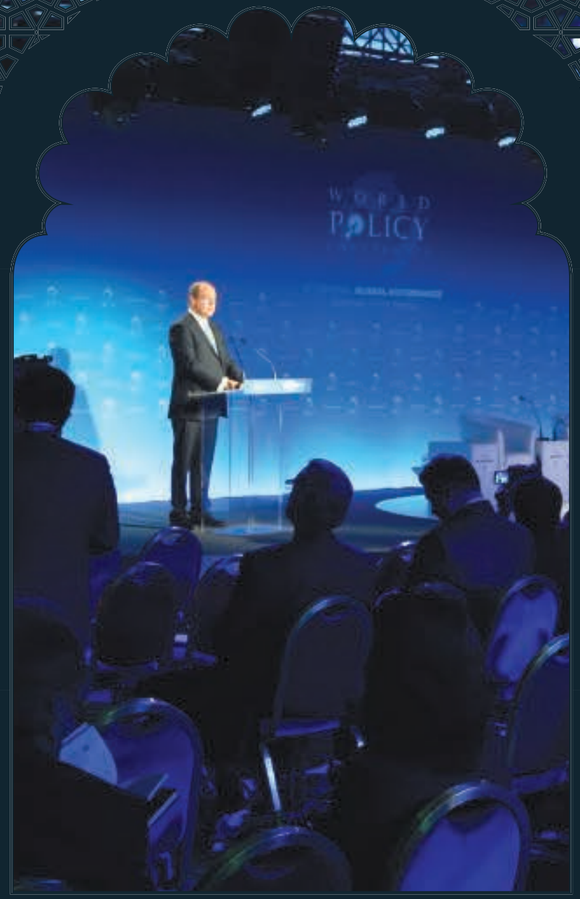
15h30 – 16h45 SESSION PLÉNIÈRE 12 : « Politique et religions »
Faisal Bin Muaammar, secrétaire général du KAICIID Dialogue Centre de Vienne
Mircea Geoană, sénateur, président de l'Institut Aspen Roumanie ; ancien ministre des Affaires étrangères de Roumanie
David Rosen, directeur du département pour les affaires interreligieuses, American Jewish Committee (AJC)
Mohammed Sammak, secrétaire général du Comité national pour le dialogue islamo-chrétien
Marcelo Sanchez Sorondo, Chancelier des Académies pontificales des sciences et des sciences sociales
Modérateurs : **Pierre Morel,** directeur de l'Observatoire Pharos du pluralisme des cultures et des religions
Bartholomée 1er, Archevêque de Constantinople, Nouvelle Rome et Patriarche Œcuménique

16h45 – 18h45 SESSION PLÉNIÈRE 13 : « Débat général »
Titus Corlăţean, Ministre des Affaires étrangères de Roumanie
Steven Erlanger, directeur du bureau londonien, *The New York Times*
Jim Hoagland, conseiller de la Rédaction, *The Washington Post*
Yusuf Ziya Irbec, député, République de Turquie
Donald Johnston, associé fondateur, Heenan Blaikie; ancien secrétaire général de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE)
Karl Kaiser, université d'Harvard ; ancien directeur du German Council on Foreign Relations
Carlos Pérez Verdía, chef de cabinet du ministre mexicain des Affaires étrangères
Igor Yurgens, président de l'Institut du Développement Contemporain, Russie
Modérateurs : **Dominique Moïsi,** conseiller spécial de l'Ifri

18h45 CLÔTURE

19h30 DÎNER INFORMEL




WORLD
POLICY

SAS le Prince Albert II

Prince Souverain de Monaco

[…] Monaco est attentif à la vie des relations internationales en une période où l'interdépendance étant sans cesse accrue, la situation des autres pays nous concerne également. Dans le même temps, l'information traverse de plus en plus les frontières, souvent en temps réel. Elle nous révèle les attentes des peuples et parfois leurs hésitations sur le chemin de la démocratie. Elle nous révèle aussi que la démocratie ne se décrète pas mais s'édifie progressivement en fonction de l'histoire de chaque État. […] Votre conférence s'assigne un objectif plus vaste encore : contribuer à l'élaboration d'une gouvernance internationale portant le message que les réformes économiques et sociales et le respect des libertés sont garants de la paix. Pour sa part, la Principauté, sous mon impulsion, poursuit sa politique d'ouverture et d'entraide dans ce contexte international marqué par les répercussions de la crise économique et financière ainsi que par la recrudescence, dans certaines régions du monde, des tensions politiques et militaires. Cette ouverture s'exprime tant par le renforcement de nos relations diplomatiques bilatérales et multilatérales que par son engagement affirmé en faveur d'une politique exemplaire de protection de l'environnement, de développement durable et de coopération humanitaire. […]

* Texte intégral page 104

Accès à l'intégralité du discours en vidéo

Thierry de Montbrial

Fondateur et président de la WPC

[…] La mission de la WPC est de contribuer à l'amélioration de la gouvernance mondiale, dans tous ses aspects. Il ne s'agit pas d'un vain mot, car l'accroissement fulgurant de l'interdépendance est une menace autant qu'un bienfait. Bienfait car l'ouverture maîtrisée est un enrichissement, tant sur le plan spirituel que matériel. Menace car la connectivité non maîtrisée multiplie les risques de catastrophes. L'enjeu de la gouvernance mondiale est de maintenir les chances d'un monde raisonnablement ouvert et pour cela d'élaborer des instruments permettant de surmonter les chocs économiques mais aussi politiques, de toute nature. Pour cela, il faut s'appuyer sur les structures des Nations unies, comme vient de l'illustrer la négociation dite « 5+1 » avec l'Iran. Pour l'économie, il faut bâtir autour du G20, encore bien fragile. Peu importe aujourd'hui que le système international soit décrit comme zéro polaire, bipolaire ou multipolaire. Le fait est qu'aujourd'hui les puissances les plus grandes ne veulent ou ne peuvent exercer leur pouvoir. Il est plus constructif, à mon sens, de mettre l'accent sur les « puissances moyennes »[…]

* Texte intégral page 105

Accès à l'intégralité
du discours en vidéo

Ali Babacan

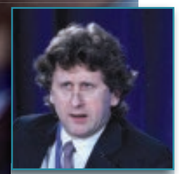
vice-Premier ministre de la République de Turquie

[…] Maintenant que la croissance est enfin au rendez-vous dans le monde développé et que le monde en développement poursuit sa croissance, il devient primordial de se concentrer sur la qualité de la croissance. De nombreux pays sont parfois prêts à tout pour avoir de la croissance, même si la qualité n'y est pas. La qualité de la croissance est pourtant extrêmement importante et doit désormais devenir une priorité. […] Nous poursuivons une politique étrangère multifacette et multidimensionnelle. Nos politiques sont façonnées par des valeurs comme la paix dans le monde, la sécurité, la stabilité et la prospérité. Nous les considérons comme des valeurs fondamentales. Nous promouvons toujours le libre-échange, l'économie de marché, la libre circulation des capitaux, la libre circulation des marchandises, la libre circulation des idées, la libre circulation de l'énergie. La Turquie est également aujourd'hui une importante plateforme énergétique avec ses nombreux gazoducs et oléoducs qui contribuent à la sécurité de l'approvisionnement énergétique de l'Europe et de plusieurs autres pays. L'UE occupe une place très particulière dans notre politique étrangère et influence également nos efforts de réforme intérieure. […] les critères que l'UE impose aux pays entrants sont très importants pour nous. En fait, elle nous sert d'étalon pour mesurer la qualité de nos réformes politiques. […] la crédibilité à long terme est beaucoup plus importante que les intérêts nationaux à court terme. […]

* Texte intégral page 106

Accès à l'intégralité
du discours en vidéo

SESSIONS PLÉNIÈRES



MODÉRATEUR :
Nicolas Barré
directeur délégué
de la rédaction,
Les Echos

L'état de l'économie mondiale et la gouvernance mondiale

Kemal Dervis
vice-président de la Brookings Institution
responsable de l'économie mondiale et conseiller
à l'université Sabanci ; ancien ministre des Affaires
économiques de Turquie

[...] je suis optimiste en ce qui concerne la croissance économique mondiale à moyen et long terme. [...] À long terme, nous allons avoir la combinaison d'une technologie qui progresse toujours très rapidement et de besoins humains continus et très importants. [...] Il y a un important besoin d'investissement dans les infrastructures et il y a les nouvelles technologies. [...] Il y a le problème du climat [...] Si les prix et les incitations sont suffisamment attractifs, les technologies vont progresser pour aider à la résolution du problème climatique. Le deuxième problème, c'est le ralentissement des marchés émergents. [...] je ne m'attends pas à voir l'ensemble des marchés émergents continuer à croître à un rythme supérieur de quatre ou cinq points à celui des marchés plus anciens. Cependant, je suis persuadé qu'il y a un rattrapage technologique, de forts taux d'investissement en Asie et la forte poussée des besoins, y compris en Afrique. [...] il y a un problème général de répartition des revenus dans le monde. [...] De nos jours, la demande saine et forte de la classe moyenne, qui a été le moteur de la croissance ces dernières décennies, n'existe plus. Ce qui existe, c'est le climat de tension voire de conflit qui va de pair avec l'inégalité. [...] En ce qui concerne la zone euro, des ajustements ont été faits dans les pays du sud qui ont à présent comblé leur déficit. Cependant, les pays du nord ne participent pas vraiment à ces ajustements. [...] la zone euro a besoin d'ajustements, en particulier du côté de l'Europe du Nord qui doit participer à ces ajustements.

Henri de Castries
PDG d'Axa

[...] Sur le long terme, j'ajouterai la démographie et la longévité [...] ce sont deux moteurs importants de l'évolution à venir. [...] la situation économique à moyen terme s'améliore mais reste fragile et hétérogène. [...] nous sous-estimons l'impact de la technologie sur beaucoup de secteurs industriels, mais aussi sur beaucoup d'industries de services. [...] je ne crois pas que les pays émergents soient encore tels qu'ils étaient au cours des cinq dernières années, ni qu'il soit possible de tous les ranger dans le même panier. [...] Si je me tourne vers l'Europe et les États-Unis, nous sommes, en tant qu'institution, plutôt optimistes au sujet des États-Unis. [...] Nous sommes plus prudents en ce qui concerne l'Europe, où la situation nous semble hétérogène. [...] La technologie, la démographie, les flux de capitaux et les flux de talents vont tous dans la bonne direction. Je suis donc optimiste à moyen terme, même si nous ne devrions pas sous-estimer les risques de perturbations en cours de route. Le dernier point que j'aimerais mentionner touche à la gouvernance mondiale, [...] Si l'on regarde les sources de tensions dans le monde, ce ne sont souvent plus les frontières qui font office de lignes de partage. Il s'agit de sujets religieux ou liés aux centres économiques transfrontaliers, des questions complexes. Par conséquent, nous serons obligés de réinventer la façon dont nous considérons les communautés, les communautés étant des États ou, aussi bien, des groupes économiques et sociaux.

Jacob Frenkel
président de JPMorgan Chase International et
président du conseil du Groupe des Trente (G-30)

[...] je partage l'optimisme des deux premiers intervenants. [...] L'économie mondiale renoue avec la croissance. [...] Certaines parties du monde, en particulier les pays industriels, n'ont pas renoué avec la croissance, notamment en Europe. Le centre de gravité a changé et c'est le drame majeur de cette tendance de fonds. [...] Le centre de gravité s'est déplacé vers les pays émergents, en particulier ceux d'Asie. [...]
La deuxième grande tendance concerne l'Europe. [...] La diversité des situations en Europe est énorme. [...] Les autorités monétaires ont fait plus qu'il n'est possible de faire, et la politique monétaire a dépassé ses limites. Nombre de problèmes en Europe sont de nature structurelle [...]. L'objectif de la politique monétaire n'est pas de résoudre les problèmes structurels, mais de donner aux décideurs politiques une marge de manœuvre pour relever ces défis avec des outils structurels. [...] Pour résoudre ces problèmes structurels, il faut investir dans le capital humain, l'éducation, la formation continue et la reconversion, et améliorer la mobilité professionnelle. Il est évident que ces problèmes ne peuvent pas être résolus uniquement par la politique monétaire. [...] concernant la démographie, dans la plupart des pays industriels, le vieillissement de la population s'accélère. Ce vieillissement de la population se traduit par des charges budgétaires importantes, des difficultés pour les systèmes de sécurité sociale, un dynamisme amoindri, etc. [...] la population chinoise va augmenter mais va vieillir. [...] la population indienne va augmenter, et la répartition de la population par âge sera très équilibrée. [...] l'Afrique sera le continent le plus grand et le plus jeune. [...]

L'état de l'économie mondiale et la gouvernance mondiale

David de Rothschild
président, Rothschild

Beaucoup de choses ont été faites en termes de modifications structurelles des banques et en termes de gouvernance. [...] le changement du ratio de solvabilité signifie que les banques doivent disposer d'un capital beaucoup plus important. Le ratio de liquidité a changé, [...] Il est donc probable que le financement soit un peu plus coûteux à l'avenir. Le ratio de levier a changé, ce qui signifie que les bilans doivent être moins gros. [...] En termes de gouvernance, nous vivons un moment historique avec la mise en place de deux nouvelles initiatives dans la zone euro. La supervision centralisée [...] l'union bancaire. [...] Est-ce que cela rétablira la confiance dans les banques et la crédibilité de l'industrie bancaire ? Je suppose que oui. [...] Les banques peuvent-elles assurer correctement leur fonction de prêt pour alimenter la croissance ?[...] La réponse courte est oui, mais il faudra vérifier une ou deux choses sur la durée. L'année 2014 verra une nouvelle série de tests de résistance et une nouvelle évaluation de la qualité des actifs. Je pense donc que, d'ici fin 2014, nous aurons un environnement plutôt stable. Cela signifie que le secteur bancaire, qui a déjà fait l'objet d'une régulation, est très fortement régulé. [...] il est extrêmement difficile de trouver le juste équilibre entre trop et trop peu de régulation. [...] la question pour l'Europe est de savoir s'il y a trop ou trop peu de régulation. Je pense que la réponse est mitigée. [...]

Il SaKong
président de l'Institute for Global Economics ;
ancien ministre des Finances de la République de Corée

L'état actuel de l'économie mondiale appelle forcément une coopération politique internationale encore plus étroite et un renforcement de la gouvernance mondiale. [...] nous devons accorder plus d'attention aux déséquilibres financiers mondiaux, simplement parce que la stabilité financière est d'une importance cruciale pour assurer la stabilité économique et la croissance économique. [...] Le G20 a besoin d'aller encore plus loin dans sa propre institutionnalisation. Afin de renforcer son propre système de gouvernance et d'aider à assurer la gouvernance globale dont la communauté mondiale a besoin. [...] Le G20 doit conserver sa propre mémoire institutionnelle pour assurer sa cohérence et sa continuité. [...] les retombées mondiales potentielles en sont tellement importantes qu'elles justifient une implication du G20. [...] Le PEM du G20 peut être utilisé dans cette instance, assisté du FMI et d'autres institutions multilatérales. [...] Le monde a besoin d'un forum collectif de gouvernance qui fonctionne. Pour avoir une gouvernance collective qui fonctionne, nous devons continuer l'institutionnalisation du G20. [...] Le G20 est un forum à gouvernance collective, donc quelqu'un doit rassembler la gouvernance dans le cadre de la gouvernance collective. [...]

Pascal Lamy
président d'honneur de *Notre Europe*,
ancien directeur général de l'OMC

[...] Nous avons adopté une méthode scientifique, étudiant 10 initiatives mondiales qui ont relativement bien marché ces dernières décennies, ainsi que d'autres initiatives qui ont elles misérablement échoué. Plutôt que d'adopter un point de vue théorique ou philosophique, nous avons regardé pourquoi certaines ont fonctionné et d'autres non. [...] lorsque ces initiatives ont fonctionné, c'est parce qu'elles avaient été gérées au-delà des limites des États souverains,[...] nous avons besoin d'alliances allant bien au-delà de l'action des États nations souverains. En un sens, nous devons casser le monopole du système westphalien et des États nations souverains sur la gouvernance internationale. Nous devons envisager une plus grande diversité d'institutions publiques. [...] concernant le changement climatique,[...] Il y a un G20, et il y a un C30 créé par plusieurs multinationales importantes. Il y a groupe de mégalopoles qui partagent une grande partie de leur expérience et de leur réseau sur les problèmes environnementaux. Nous suggérons que si vous mettez ces trois clubs autour de la table, alors l'énorme problème du réchauffement climatique et des émissions de carbone sera résolu par les acteurs présents. S'il est résolu par ces acteurs, alors le reste du système s'ajustera.

MODÉRATEUR :
Thierry de Montbrial
président et fondateur de la WPC

Message de
Mohammad Javad Zarif
Ministre iranien des Affaires étrangères

Ali Ahani
Ambassadeur de la République islamique d'Iran en France et à Monaco

e tiens à souligner qu'une nouvelle page est en cours d'écriture dans les relations entre la République islamique d'Iran et les pays occidentaux. La victoire du Président Rohani à l'élection présidentielle de juin 2013, avec près de 73% des votes, a ouvert la voie vers une nouvelle période dans les relations internationales de la République islamique d'Iran marquée par notre désir de dialogue, de transparence et d'interaction avec les pays occidentaux sur la base de l'équité et du respect mutuel, et pour œuvrer ensemble à la paix et à la sécurité régionale et internationale. Ainsi les négociations qui ont débuté avec les pays du 5+1 par la suite, et l'accord nucléaire de Genève du 24 novembre 2013, ont ouvert la voie au rétablissement de la confiance entre l'Iran et les pays du 5+1. Or, n'oublions jamais que la confiance est un chemin à double sens. Aujourd'hui, les crises régionales et internationales exigent de nous tous, d'avoir le sens des responsabilités et de coopérer ensemble pour rétablir à nouveau la paix et la stabilité.

Il faut être attentif pour construire et créer la confiance, pour convaincre notre opinion publique qui a été très affectée, qui a de la méfiance à l'égard des pays occidentaux, qui a subi des souffrances à la suite des sanctions illégales qui ont été imposées à notre peuple, pour pouvoir bien appliquer cet accord en respectant ses interlocuteurs et les engagements qui ont été pris. Si on y arrive, bien entendu, on peut aller en avant, en essayant de consolider cette confiance et d'ouvrir la porte pour avoir une relation assez diversifiée avec tout le monde. Ce qui a été annoncé par le Président Rohani, c'est qu'il désire consolider la relation avec tout le monde, particulièrement avec les voisins et aussi avec les autres pays sur la base d'un respect mutuel. Nous sommes tout à fait disponibles.

MODÉRATEUR :
Steven Erlanger
directeur du bureau londonien, *The New York Times*

Le Moyen-Orient

Masood Ahmed
directeur du département Moyen-Orient et Asie centrale, FMI

Je souhaiterais parler plus particulièrement des pays importateurs de pétrole de cette région car je pense qu'ils traversent une période de transition très difficile et qu'ils arrivent à un tournant décisif. Ces pays ont été frappés, il y a trois ans, par trois types de chocs. Leurs principaux partenaires commerciaux – l'Europe – sont entrés dans une période de stagnation. Des conflits ont éclaté, et ont eu un effet de contagion sur d'autres pays[…] Dans le même temps, ces pays ont connu un changement politique interne, qui s'est révélé être beaucoup plus contesté et plus long à stabiliser que prévu. […] Trois ans plus tard, où en sommes-nous ? […] D'une part, leurs populations sont impatientes car elles n'ont pas encore vu les retombées positives qu'elles attendaient des changements […]. D'autre part, comme ils ont essayé de résoudre leurs problèmes en augmentant les dépenses, les réserves financières sont en partie épuisées et leur capacité à continuer de financer les subventions est aujourd'hui fortement amputée. […] Trois choses peuvent être faites selon moi. Premièrement, il faut absolument donner de l'espoir aux jeunes en leur offrant des opportunités d'emploi à court terme. Cela signifie réaffecter les dépenses à la création d'emplois. […] Deuxièmement, une discussion doit avoir lieu sur le type de modèle économique qui suivra la phase de stabilisation. […] Troisièmement, il est très important que le gouvernement élargisse le débat afin d'inclure d'autres parties de la société. […]

Renaud Girard
grand reporter, *Le Figaro*, éditorialiste, *Questions Internationales*

[…] je m'interroge aujourd'hui pour savoir pourquoi on s'est autant trompé sur la Syrie. […] Quelles sont les raisons de cet échec ? Pour moi, il y a trois raisons. Il y a l'ignorance historique. Il y a le manichéisme politique. Il y a le *wishfull thinking* diplomatique. En ce qui concerne l'ignorance historique, je crois que nos dirigeants n'ont pas saisi le fait qu'en Syrie, il y avait, depuis très longtemps, une très longue, une profonde ligne de fracture entre un parti que je dirais laïciste et un parti Frères Musulmans. […] Le manichéisme politique, c'est la chose suivante. […] Maintenant, dans la politique, on a tendance à dire que la guerre se fait entre les gentils et les méchants. […] Je pense que les gouvernements ont été imprégnés de cette hollywoodisation du journalisme. En ce qui concerne le *wishfull thinking* diplomatique, nous avons fermé notre ambassade à Damas alors que nous avions accueilli Bachar el-Assad aux Champs-Élysées en 2008. […] on s'est privé d'un outil très précieux, premièrement pour connaître le terrain […] Deuxièmement, […] on fait de la diplomatie avec ses ennemis, pas avec ses amis. […] Qu'on l'aime ou qu'on ne l'aime pas, Bachar incarne le pouvoir en Syrie. Vouloir commencer une négociation en disant « lui, il est exclu » n'a pas le moindre petit début de sens. En revanche, on peut dire que, peut-être, la fin de toute la négociation serait d'avoir comme résultat espéré que Bachar renonce à se présenter en 2014 pour un nouveau mandat à la Présidence.

Basma Kodmani
directrice exécutive de l'Initiative de réforme arabe

[…] Au nom de la laïcité prétendue du régime syrien, nous avons des crimes de guerre, nous avons l'utilisation de l'arme chimique et nous avons la destruction d'un pays par une dictature qui ne partagera pas le pouvoir. Il est donc essentiel de commencer par dire quelle laïcité on veut. […] De même, la manipulation de la fibre anti-islamiste nous conduit à des conclusions qui sont très risquées, à mon sens. […] Ce qu'il faut aujourd'hui, c'est de toute évidence traiter le problème djihadiste en Syrie. […] Mais traiter le problème des djihadistes nécessite une approche autre que celle de compter sur Bachar el-Assad, qui est à l'origine de l'encouragement de ce courant. […] Aujourd'hui, s'il y a un consensus, il faut aller à Genève, et ce pour plusieurs raisons. La première est que les démocrates retrouveront un terrain d'action, qu'ils n'ont pas aujourd'hui parce qu'ils l'ont perdu. Deuxièmement, parce que je pense que pour Bachar el-Assad, la plus grande menace est de se retrouver en face des opposants démocrates. […] Genève 2 doit être fondé sur un document qui est celui de Genève 1. […] Il faut que les armes s'arrêtent. […] L'opposition devra conduire, dès maintenant, un dialogue soutenu avec les groupes armés sur le terrain. […] Il faut un acteur politique qui sera le gouvernement de transition, qui ne peut pas être Bachar el-Assad lui-même […]. Ce gouvernement de transition aura pour mission première de combattre les djihadistes. […] Personne ne peut tenir une élection en 2014 : pas le régime et pas davantage l'opposition.

Le Moyen-Orient

Mona Makram-Ebeid
sénatrice égyptienne ; Distinguished Lecturer, Université américaine du Caire

Comment négocier avec l'islam politique ? Voilà le réel défi pour l'avenir. Nous devons nous rappeler le soutien indéfectible du peuple égyptien en faveur de cette destitution, et c'est ce que l'Occident est incapable de comprendre. [...] ce régime civil a été un désastre. [...] la prise de pouvoir par les militaires est très populaire. [...] Est-ce une bonne ou une mauvaise chose pour l'Égypte ? Nous savons pertinemment que les militaires ne sont pas des enfants de chœur, mais ils bénéficient de suffisamment de popularité pour imposer aux habitants un programme économique. [...] Autre dimension que l'Occident n'est pas en mesure de comprendre, c'est que l'armée égyptienne est empêtrée dans une lutte quotidienne délicate contre les principales cellules terroristes du Sinaï qu'on a laissées s'établir pendant l'année au pouvoir des Frères musulmans. Cet état de fait menace directement la sécurité de l'Égypte et d'Israël ainsi que la stabilité régionale. Autre source de préoccupation pour l'Occident, le rapprochement récent avec la Russie. Je pense que l'Égypte n'a pas eu le choix. [...] Le rapprochement avec la Russie ne doit pas être vu comme un éloignement de Washington : la relation a toujours reposé sur la coopération militaire et sécuritaire. [...]
Que faut-il faire ? Premièrement, s'intéresser aux jeunes. [...] Deuxièmement, empêcher la radicalisation de la base. [...] Troisièmement, bien entendu, les réformes économiques et la distribution des revenus sont d'une importance cruciale. [...] En ce qui concerne la démocratie, on doit éduquer les femmes. [...]

Sergey Karaganov
président honoraire du Présidium du conseil en charge de la politique extérieure et de défense de Russie

[...] La Russie semble être le grand vainqueur politique de la crise syrienne. Si tant est qu'on puisse désigner un vainqueur. La Russie a gagné simplement parce qu'elle s'est montrée compétente. Nous savions ce qui se passait en Syrie et dans les pays voisins, et nous avons agi en conséquence. Nous avons demandé à nos partenaires dans le monde entier d'en faire autant. Malheureusement, les actions menées par d'autres ont parfois été incompréhensibles [...] Essayez simplement de ne pas commettre les mêmes erreurs que celles que la plupart d'entre nous ont déjà commises. La plupart de nos politiques dans la région, y compris celles de la Russie ou de l'Union soviétique, sont contreproductives depuis des décennies. [...] Les problèmes de la région sont d'ordre culturel, démographique et éducatif. Des problèmes d'identité existent et les économies sont à la traîne à cause des raisons susmentionnées. [...] Premièrement, ne pas intervenir. Nos interventions ont entravé le développement de la région. [...] Nous voulons maintenant que l'Iran ait confiance en nous. Ne reproduisez pas ce qui a été fait en Lybie. [...] Le deuxième point consiste à aider les habitants de la région à consolider leur système de sécurité. Le troisième conseil que je formulerais est d'arrêter d'ostraciser l'Iran. [...] Ils ne doivent par conséquent pas être considérés automatiquement comme un ennemi mais bien comme un partenaire potentiel et comme un atout pour la stabilité dans la région qui, par définition, va devenir de moins en moins stable.

Elisabeth Guigou
présidente de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale

[...] D'abord, je pense que la situation économique est quelque chose qui est absolument fondamental. [...]
Sur la Syrie, d'abord [...] nous avons vraiment intérêt à continuer à soutenir l'opposition démocrate syrienne. [...] c'est la seule voie possible, car si cette voie-là ne marche pas, nous aurons la confrontation terrible entre un régime qui a utilisé des armes chimiques contre son peuple et d'autre part des djihadistes. Et nous ne voulons ni de l'un, ni de l'autre. Naturellement, la vraie solution est politique. [...] Si cette conférence (Genève II) se réunit le 22 janvier comme c'est prévu, il faut qu'elle réussisse. Car je ne vois pas d'autre voie possible que d'avoir une transition politique qui ensuite devra déboucher sur des élections et sur un autre pouvoir. [...] Ma deuxième remarque sera sur l'Iran. [...] Les choses vont beaucoup mieux maintenant. L'élection de M. Rohani est évidemment un espoir, [...] c'est la première fois depuis six ans que l'Iran accepte de suspendre la partie contestable de son programme nucléaire, [...] Ma dernière remarque sera sur l'attitude des États-Unis dans la région. Je crois que tous les événements récents ont montré que malgré tout, les États-Unis ont décidé de ne plus prendre une part active à la gestion des crises, [...] Cela signifie qu'il faut que les Européens s'impliquent davantage. [...] Je crois qu'il faudrait que l'Europe revienne, que l'Europe sorte de son nombrilisme, et recommence à se projeter dans le monde. [...] Il faut évidemment que l'Europe sorte d'abord de la crise de la zone euro. C'est en bonne voie. [...]

MODÉRATEUR :
Michael Yeoh
fondateur et PDG, Asian Strategy & Leadership Institute, Malaisie

L'Asie : forces et faiblesses

Bruno Lafont
PDG de Lafarge

Nous sommes le numéro un mondial du ciment et l'Asie représente désormais 20 % de notre chiffre d'affaires, contre zéro % il y a vingt ans. [...] Les Asiatiques ont soif de connaissance. [...] Les Asiatiques ont soif de réussite. [...] Les Asiatiques sont optimistes. Ils croient à la croissance. [...] la vitesse à laquelle l'Asie se meut est absolument fascinante. [...] J'aime aussi le fait que toutes les sociétés asiatiques essaient de mettre en œuvre les sept piliers, à savoir l'économie de marché, la maîtrise des sciences et de la technologie, la méritocratie, le pragmatisme, la culture de l'apaisement, l'État de droit et l'éducation. Autant d'aspects qui sont les bienvenus pour développer une activité. C'est un formidable atout en Asie car il existe cette volonté commune de progresser et d'apprendre à le faire. C'est très motivant pour mon entreprise. J'ai beaucoup appris en Asie. De fait, je ne m'y rends pas seulement pour diriger mais aussi pour apprendre. Il y a deux questions qui me viennent à l'esprit : cette notion va-t-elle générer un nouveau type de leadership économique, culturel et politique global, et, le cas échéant, à quoi ce leadership va-t-il ressembler ? Je suis curieux des réponses à cette question. Quelles sont les valeurs que l'Asie peut apporter à la communauté internationale ?

Jin Roy Ryu
président de Poongsan Group, République de Corée

[...] Tant en termes de croissance démographique qu'économique, l'Asie va continuer de dominer comme base industrielle, depuis la production de biens industriels haut de gamme jusqu'aux produits de base comme les biens agricoles et textiles. L'Asie sera également le plus important marché pour les biens haut de gamme, y compris les avions et tous types de biens de luxe. [...] L'Asie va continuer d'être le plus gros exportateur et le plus gros importateur de tous les types de marchandises. C'est une très bonne nouvelle et un atout pour le continent. [...] Passons maintenant aux mauvaises nouvelles et aux faiblesses. L'Asie ne peut faire face à toutes les questions environnementales et sociales que pose sa croissance démographique et économique phénoménales. Par exemple, la pollution et la qualité de l'air, notamment à Beijing, sont si mauvaises que le problème n'est plus uniquement chinois mais commence à affecter la qualité de l'air en Corée. [...] L'Asie, malgré toutes ses opportunités et son potentiel pour un avenir radieux, se heurte à de nombreux problèmes et nous ne pourrons les résoudre seuls. L'Union européenne pourrait faire figure de modèle judicieux, pour que nous puissions rester unis pendant les bons et les mauvais moments, mais pourrions-nous créer une union comme la vôtre ? Je ne sais pas.

Shotaro Oshima
président, Institute for international Economic Studies (IIES) et professeur, Graduate School of Public Policy, University of Tokyo

Permettez-moi de faire juste un commentaire sur l'Abenomics [...]. M. Abe a fait valoir auprès du peuple que nous ne devons pas nous complaire dans cet état d'esprit déflationniste et que nous pouvons changer l'environnement économique et les perspectives d'avenir en fixant des objectifs en matière d'inflation. Le changement d'état d'esprit a été un succès. [...] La soi-disant ZIDA de la Chine pose problème car elle n'est pas exactement la même que la ZIDA du Japon ou que celle d'autres pays. [...] C'est donc une erreur d'appeler cela une ZIDA. [...] Il y a là une menace implicite puisque tout avion pourrait être abattu en cas de manquement à cette exigence. [...] Plus important encore à nos yeux est le fait que la prétendue ZIDA couvre l'espace aérien au-dessus des îles Senkaku. [...] Les îles Senkaku sont administrées par le Japon depuis qu'elles font partie du Japon et sont couvertes par le Traité de sécurité entre les États Unis et le Japon. Par conséquent, le fait que cette soi-disant ZIDA couvre les îles Senkaku de façon menaçante est un véritable défi lancé au Japon et aux États Unis et remet en cause la structure de sécurité existante. [...] Il faut y mettre un terme. [...] L'annonce de la ZIDA a eu lieu pratiquement en même temps que le troisième plenum du Comité central du parti communiste chinois, lequel s'est prononcé en faveur d'un programme de réforme tourné vers l'économie de marché. [...] Les intentions de la Chine soulèvent toutefois des incertitudes car elles constituent une grave menace pour la sécurité à un moment où la Chine doit se concentrer sur les réformes.

L'Asie : forces et faiblesses

Mayankote Kelath Narayanan
gouverneur de l'Etat du Bengale Occidental, Inde

La croissance et l'expansion de l'Asie sont clairement sur une courbe ascendante, améliorant son importance géo-économique. La coopération économique, en toute vraisemblance, va devenir plus rationalisée à mesure que le siècle avancera. Beaucoup des anciens ancrages de stabilité en Asie n'existent plus. En lieu des divisions idéologiques antérieures, l'orthodoxie religieuse est devenue un facteur majeur et l'idéologie islamique radicale gagne du terrain. La menace nucléaire a augmenté de façon significative. Aucune des grandes puissances d'Asie ne semble prête à céder la direction à un autre des géants d'Asie. Cette situation va probablement continuer pendant longtemps. Dans l'avenir proche, les dynamiques de pouvoir dans la région vont rester très complexes. Étant donné l'absence d'une structure de sécurité bien ancrée dans la région ou d'un Concert de nations en Asie, similaire au Concert européen au 19e siècle, la possibilité de bouleversements géopolitiques dans la région ne peut être écartée.

Anatoly Torkunov
recteur de l'Institut d'Etat des relations internationales de Moscou (université MGIMO), membre de l'Académie des sciences de Russie

[...] En principe, sur le long terme, un État coréen unifié, qui soit amical et libre de toute domination étrangère, pris en étau entre la Chine et le Japon, pourrait constituer un élément de pondération utile pour la Russie dans cette région cruciale qu'est l'Asie du Nord-Est. Il pourrait également s'avérer très bénéfique en faisant progresser les intérêts économiques de la Russie en Asie et faire de la Russie un acteur significatif dans les sphères de l'énergie et de la logistique ainsi que dans la reconstruction de la Corée du Nord. La Russie soutient par conséquent à la fois la réconciliation inter-Corées et une unification éventuelle – bien entendu, une unification pacifique est la seule voie que la Russie soutient. Une absorption contrainte de la Corée du Nord par la Corée du Sud pourrait être néfaste pour les deux nations coréennes et pour la sécurité régionale. [...] Le calendrier du processus diplomatique pourrait être exhaustif plutôt que concentré uniquement sur le programme nucléaire nord-coréen. Toutes les questions doivent être traitées, y compris la normalisation des relations entre la Corée du Nord et ses voisins et la communauté internationale, y compris le Japon et les États-Unis. La Russie en appelle à une approche multilatérale à la question coréenne. [...]

Yang Jiemian,
président, Council of Academic Affairs, Shanghai Institutes for International Studies

[...] l'Asie possède des atouts indiscutables comme je vais vous l'exposer. Le dynamisme économique de l'Asie est une réalité depuis les années 1950 et 1960. [...] Le deuxième point à prendre en considération est la force politique de l'Asie. L'Asie est une région qui a soif d'apprendre. [...] Troisième point, la force de l'Asie réside dans le régionalisme ouvert. Il n'y a qu'en Asie que le régionalisme est ouvert. Si vous n'êtes pas un pays européen, vous ne pouvez pas être membre de l'Union européenne et si vous n'êtes pas un pays de l'hémisphère ouest, vous ne pouvez pas en être membre à part entière. Par contre, nous pouvons voir l'Inde, qui fait partie de l'Asie du Sud, participer au Sommet de l'Asie de l'Est. [...] Mais chaque pièce a deux faces. Parallèlement à ces forces, nous avons également des faiblesses. Tout d'abord, l'absence d'entités avec une identité régionale. [...] Le deuxième problème, et le plus manifeste, concerne les questions politiques et de sécurité. [...] il convient de parler également des questions économiques et des problèmes sociaux. Il y a une inégalité de la distribution. L'Asie contribue à environ 40 % de la croissance économique mondiale, mais l'Asie reste à la traîne en termes d'influence dans la prise de décision économique, l'élaboration des règles, l'établissement des agendas politiques internationaux, etc.

Les défis du cyberspace

Paul Hermelin
PDG de Capgemini

« Cyber » fait référence à la cybernétique et à la robotique. Je préfère personnellement le mot « infosphère » car il s'agit d'une sphère d'information. [...] La cybersphère se développe très rapidement. Elle constitue l'un des principaux facteurs déterminants à l'œuvre dans notre société en termes de contribution à la croissance du PIB. La plupart des gens n'en ont pas conscience, mais la sphère de l'information génère 10 % des émissions totales de carbone. C'est une proportion inférieure à celle des émissions du transport ou d'autres secteurs, mais elle augmente constamment. [...] Ce qui est frappant, c'est que toute tentative de réguler ou de contrôler l'infosphère devient obsolète avant même que la tentative ne soit approuvée à l'échelon international. [...] Le défi principal qui se pose à l'infosphère est le hiatus qui existe entre la lourdeur de la gouvernance mondiale et la façon dont l'innovation technique foisonne. [...] Le principal problème auquel nous faisons face dans l'influence croissante de l'infosphère est comment construire un gouvernement qui ne se contente pas de réfléchir à l'envers et d'étudier comment contrôler les choses mais qui soit également en mesure de gérer la contradiction entre la vitesse de l'innovation et le temps que nécessite la formulation de règles ou de réglementations qui ne détruisent pas l'innovation.

Chang Dae Whan
président de Maekyung Media Group,
République de Corée

Je suis confronté à de nombreux problèmes liés au cyberespace. Pour résumer ces problèmes, quatre mots me viennent à l'esprit : changement, défi, choix et opportunité. [...] On peut même voir quelqu'un avec une tablette. Beaucoup de choses ont donc changé dans l'industrie des médias. Jeff Bezos, d'Amazon, a acheté récemment le *Washington Post* pour un montant de 250 millions USD. A un prix aussi bas, j'aurais même pu faire une offre pour acheter cet éminent journal. [...] La radiodiffusion est en train de disparaître au profit de Twitter. [...] Qui va contrôler et contrebalancer ce pouvoir sans limite ? Ce sera un énorme défi pour la société de l'Internet. [...] La première idée est la monétisation. [...] De nombreux journaux envisagent de passer au format mobile. [...] Nous nous dirigeons vers la société du Big Data. Il y a un dessin animé qui montre que les salles de rédaction devraient avoir ce que veulent les spécialistes marketing. [...] Prenons par exemple les lunettes Google Glass, qui pourraient être utilisées pour livrer un reportage en temps réel en ligne directement depuis le lieu d'un crime. [...] Les robots vont faire leur apparition. Je m'intéresse au journalisme assisté par ordinateur. [...] Bezos veut avoir un média très personnel. Nous le surveillons de près pour voir quel sera son nouveau modèle de rentabilité à l'avenir. [...] L'authenticité et la sincérité, voilà ce que nous voulons dans le cyberespace. [...] Je suis donc relativement optimiste et je pense que les journaux de qualité survivront et chercheront sans cesse de nouvelles opportunités commerciales.

Meir Sheetrit
membre de la Knesset ; ancien ministre responsable des services de renseignements ; ancien membre du cabinet de sécurité, Israël

La cyberguerre peut paralyser un État entier. [...] Stuxnet constitue un bon exemple de cyberattaque. Souvenons-nous de l'attaque de 2007 sur l'Estonie. En mars 2011, la NASA a admis qu'en deux ans 13 attaques avaient été lancées contre ses systèmes informatiques et qu'elle avait perdu le contrôle de la station spatiale. [...] nous avons besoin d'un écosystème pour faire face à tous ces problèmes. Il ne s'agit pas seulement d'une question d'attaque ou de défense. Nous avons besoin des deux capacités et nous en avons besoin simultanément. [...] En ce qui concerne les développements technologiques, la plupart du temps, les changements demandent 10 à 20 ans. Dans la technologie du cyberspace, une génération s'étend sur un an et demi, pas plus. Cette technologie requiert un développement constant et nous devons toujours être en alerte. [...] Disposer de la technologie ne suffit pas. Nous avons besoin des bons guerriers. [...] nous pouvons raisonnablement estimer qu'il faut plus de dix ans d'expérience au niveau le plus élevé d'opérateur réseau pour acquérir la capacité de défendre et d'attaquer dans la cyberguerre. Ce qui signifie que nous devons investir beaucoup d'argent et de temps pour éduquer ces cyberguerriers. [...] le Rapport des menaces McAfee, qui évalue les pays en fonction de leur niveau de protection, classe Israël parmi les pays les mieux préparés à une cybermenace aux côtés de la Suède et de la Pologne. Malgré le nombre de gens dans de nombreux pays qui veulent attaquer Israël, le pays bénéficie d'une protection adaptée car nous sommes préparés.

Carl Bildt
Ministre suédois des Affaires étrangères ;
ancien Premier ministre suédois

Si la tendance actuelle continue, d'ici cinq ans, 65 % de la population mondiale sera couverte par des réseaux mobiles qui seront plus puissants que ce que nous avons aujourd'hui en Europe. [...] La Banque mondiale a essayé de chiffrer les opportunités économiques qui se préparent, en regardant avant tout le monde émergent. La conclusion générale est qu'une augmentation de 10 % de la pénétration haut débit entraîne une augmentation d'1 à 1,2 % de la croissance. C'est l'outil le plus puissant que nous ayons pour combler le fossé entre riches et pauvres dans le monde. [...] Le pouvoir de transformation de ce à quoi nous assistons à l'heure actuelle est énorme et les opportunités sont vastes, en premier lieu pour les pays émergents. La Chine est le plus gros utilisateur d'Internet au monde et le Nigéria est le septième. [...] On a essayé de théoriser la cyberguerre en la comparant à la guerre nucléaire. Je pense que la guerre biologique est une meilleure analogie. Vous ne savez pas quand le virus va s'éteindre. C'est extrêmement dangereux. [...] Les problèmes de gouvernance seront au premier plan. [...] Le grand combat qui nous attend est de savoir si nous gardons un Internet mondial et un système de gouvernance ouvert ou si l'Internet va être balkanisé. Dans le futur, nous aurons soit un Internet ouvert, transparent et dynamique soit un Internet fermé, contrôlé et statique avec toutes les répercutions que cela implique. Ce combat, entre autres, promet d'être l'un des grands combats politiques qui nous attendent.

MODÉRATEUR :
Jim Hoagland,
conseiller de la Rédaction,
The Washington Post

Le ‘modèle social européen’ est-il condamné ?

Joaquín Almunia
vice-président et commissaire européen chargé de la concurrence, Commission européenne

La question concernant l’avenir du modèle social européen n’est pas nouvelle. [...] Nous devons, d’une part, faire prendre conscience de la nécessité de construire un modèle social et, d’autre part, renforcer les modèles sociaux existants en Europe. Pour cela, nous avons grand besoin de croissance, avec une productivité accrue et moins de chômage. Nous avons besoin de souplesse pour adapter les services sociaux et les politiques sociales aux nouveaux défis et aux nouvelles caractéristiques de nos sociétés, lesquels ont radicalement changé. Nous devons relever les défis du vieillissement de la population, de l’immigration, de l’évolution de la structure familiale et des nouvelles inégalités qui se creusent dans nos sociétés. [...] L’un des points particulièrement délicats de ce débat a trait à la fiscalité, qui doit être améliorée au niveau international comme au niveau de l’UE. [...] Nous devons améliorer nos systèmes fiscaux afin d’être cohérents avec notre stratégie de croissance et de nous donner les moyens de financer l’État-providence, nos politiques sociales et le modèle social. Nous sommes face à de nombreux défis, mais là encore, ce n’est pas une nouveauté.

Yves Leterme
secrétaire général adjoint, OCDE

[...] on pourrait inverser la question centrale de cette partie du débat. Vous pourriez vous interroger sur le degré d’efficacité des économies émergentes à construire un système de sécurité sociale généralisé pour pérenniser leur développement économique. [...] la cohésion sociale est un préalable à un développement durable. [...] Le problème principal qui se pose, d’un point de vue global en termes humains, est plus une caractéristique des pays émergents qui rencontrent parfois de gros problèmes en raison du vieillissement de leur population. [...] Deuxième point important, lorsque nous évoquons les États providence européens, nous devons prendre conscience qu’il n’y a pas de modèle social européen unique. [...] Enfin, je pense que nous avons réellement besoin de réformes. [...] Les réformes dont nous avons besoin sont une augmentation de l’âge de départ à la retraite et une plus grande sélectivité dans l’assurance santé. [...] L’Europe doit prendre conscience que les compétences sont une monnaie d’échange du XXIe siècle et que les investissements dans la résistance sociale sont par conséquent plus importants pour l’Europe que ceux consacrés à la sécurité. Ce qui implique d’investir pour donner aux habitants les outils pour réagir et se prendre mieux en charge quand ils se retrouvent sans emploi.

Jean Pisani-Ferry
commissaire général à la stratégie et à la prospective, France

[...] nous ne plaçons en général pas l’éducation en tant que pilier du modèle social. Je pense que nous devrions. L’Europe a lancé l’éducation universelle. C’est par elle que nous avons construit notre prospérité et nous sous-investissons dans l’éducation. [...] La prospérité sans l’éducation, c’est la recherche de rentes et nous n’avons pas beaucoup de rentes sur lesquelles nous pouvons compter. [...] Construire des capacités commence à l’école, dès le primaire même. C’est là que nous échouons. Au sujet des retraites, nous ne devons pas confondre vieillissement et retraite. [...] Le vieillissement est un phénomène mondial. Nous sommes face à un problème avec nos systèmes de retraite. Ce n’est pas parce que ce sont des systèmes publics. C’est à cause du vieillissement. Avant tout, il y a le problème de la diversification. Tout est investi dans un seul actif, la croissance de l’économie nationale, par des systèmes de répartition. Le problème est que la diversification aurait dû démarrer plus tôt. [...] Ce qui peut être fait, c’est tenter de rendre l’ajustement entre les retraites et la croissance plus automatique. [...] Au lieu de faire un pari sur la future croissance et de donner aux gens le chiffre précis de ce qu’ils toucheront, on devrait admettre que la possibilité de fournir des retraites est liée à la performance économique. [...]

Didier Reynders
vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et des Affaires européennes de Belgique

Si la question sociale est encore traitée au niveau national, il est pourtant possible de porter certains de ces éléments à l’échelon européen. Il s’agit là, d’un véritable objectif pour les années à venir. Alors que nous avons une approche fédérale de la politique monétaire, les différents États membres ont encore des politiques sociales et fiscales séparées. Nous pourrions par exemple, progressivement mettre en place un salaire minimum afin d’éviter des possibilités de dumping social au sein de l’UE. Une initiative qui pourrait voir le jour en premier lieu au sein de la zone euro. Concernant les questions fiscales, il est urgent d’avoir des règles minimales communes. Enfin, nous devons prendre en compte le financement des pensions lors de l’analyse de la viabilité des finances publiques des États membres. Si nous ne posons pas ces questions au niveau européen, nous éprouverons de plus en plus de difficultés à défendre le modèle européen et à lutter contre les tentations protectionnistes.

Destruction ou métamorphose de l'ordre juridique ?

Mireille Delmas-Marty
professeur au Collège de France

La mondialisation : destruction ou métamorphose de l'ordre juridique ? Du côté de la destruction, la mondialisation pourrait menacer l'ordre juridique pour trois raisons : par 1 – l'universalisation des valeurs, encadrement du droit national par des instruments internationaux, donc réduction de l'autonomie des législateurs nationaux, 2 - par la globalisation des échanges, qui fait perdre aux États une partie du contrôle de leurs frontières, 3 - par la multiplication des acteurs transnationaux qui dilue la responsabilité. L'ordre juridique international est également menacé, brouillé par une sorte de superposition de modèles. Face à la théorie de la destruction, on a l'hypothèse optimiste d'une métamorphose qui serait en cours. Nous irions vers un nouveau modèle de « pluralisme ordonné », plus complexe, qui combinerait un souverainisme coordonné, qui remplacerait la séparation par la coordination ; un universalisme assoupli, où l'on favorise le rapprochement de l'harmonisation de toutes les normes nationales ; et un libéralisme régulé, qui consiste à introduire une coresponsabilité de tous les acteurs globaux. Cela dit, il ne suffit pas d'édicter des normes précises et obligatoires. Le problème majeur reste celui de l'effectivité, notamment celle des sanctions, qui suppose un juge compétent. En tout cas, à l'heure actuelle, il n'y a ni destruction ni véritable métamorphose et en l'absence de toute cour suprême mondiale et de tout ordre juridique mondial intégré, le rôle majeur revient aux juges, et plus particulièrement aux juges des cours suprêmes nationales.

Stephen Breyer
juge à la Cour suprême des Etats-Unis

Je suis partisan de la métamorphose. Aujourd'hui, sur 85 affaires soumises à la Cour suprême, ce sont 10 à 15 affaires qui concernent le droit transnational, sur tous les sujets possibles. Naturellement, en ce sens, avec une telle liste, il y a de plus en plus de problèmes. Le premier problème est un problème de savoir et de connaissance. Il faudra introduire dans les grandes écoles de droit, des cours pour connaître le droit étranger ou international. Cela commence mais il faut que cela continue. Le deuxième problème est celui de l'harmonisation. Il doit y avoir une règle commune que tous les pays puissent suivre. Il y a un concept dans le droit qui s'appelle comity qui exige une harmonie. C'est facile à dire, difficile à appliquer. Le troisième problème est de savoir si tous les pays qui sont concernés vont suivre le droit. C'est une question d'efficacité et une question de volonté. Je suis optimiste sur la solution de ce problème. Pourquoi ? Parce que de plus en plus de personnes se rendent compte que l'État de droit, le système de règles est une protection contre l'arbitraire, le déraisonnable, l'injuste, le tyrannique, le despotique. Qu'est-ce que vous préférez ? L'État de droit ou l'arbitraire ? De plus en plus de personnes disent : « L'État de droit ». C'est pour le moins mon espoir de voir les peuples obéir au droit interprété par des tribunaux. Ce sont les personnes qu'il faut convaincre des valeurs de l'État de droit. Et je dis aux juges, je dis aux avocats : « Nous ne sommes qu'une arme dans la lutte contre la peste ». Et cette idée, je crois, à ce moment, est une idée mondiale. Donc je suis optimiste.

Lord Mance
juge à la Cour suprême du Royaume-Uni

Le monde globalisé d'aujourd'hui est différent et l'UE en fait partie. En Europe, les systèmes juridiques se sont d'abord développés au sein des limites nationales. Maintenant, le TFUE (*traité sur le fonctionnement de l'Union européenne*) précise que l'UE doit constituer un espace de liberté, de sécurité et de justice dans le « respect des droits fondamentaux, des différents systèmes juridiques et des traditions des États membres ». La Convention européenne des droits de l'homme, créée d'abord pour empêcher la récurrence des horreurs d'avant 1945, lie l'Europe à certains principes fondamentaux. Mais l'élargissement continu des droits de la Convention, les fait empiéter fréquemment sur les lois nationales et il existe peu de limites à la domination de la législation de l'UE. On peut craindre des pertes d'identité nationale. Les conflits entre juridictions nationales et européennes seront évités si un dialogue s'instaure. Le principe de subsidiarité est déjà appliqué pour que les juridictions européennes ne traitent que des affaires qui ne peuvent pas être traitées à un niveau national. L'Europe agit aussi pour faire coopérer les différents systèmes juridiques et pour harmoniser leurs principes entre les États membre. Cela permet, par exemple, aux individus et aux entreprises de prévoir quelles lois et quel tribunal au sein de l'Europe permettrait de résoudre les conflits spécifiques. La Grande-Bretagne conteste parfois les décisions de la Cour européenne des droits de l'homme, mais il ne faut pas oublier la contribution des avocats de la Common Law à la coopération avec les tribunaux supranationaux européens et les autres tribunaux nationaux européens a été très déterminante et fructueuse dans le passé.

Jean-Marc Sauvé
vice-président du Conseil d'Etat, France

La globalisation réclame autant de règles juridiques, si ce n'est plus, qu'elle n'en remet en cause et ces règles doivent trouver à s'exprimer dans des systèmes juridiques. Une dynamique d'intégration des systèmes juridiques est en marche, qui tient à la pleine réception des normes internationales en droit interne, à l'émergence d'un droit public commun, en particulier dans l'espace européen, ainsi qu'à l'ouverture et l'interdépendance qui sont désormais les traits dominants des relations entre systèmes juridictionnels. Mais la globalisation, qui génère son lot d'incertitudes et de remises en question, ne va pas sans tensions et résistances, qui résultent de la concurrence entre des ordres juridiques qui coexistent sans être intégrés mais aussi de résistances à la dynamique d'intégration des ordres juridiques. Les instruments d'une conciliation harmonieuse existent toutefois et permettent, en règle générale, de dépasser ces tensions. La globalisation produit donc des effets radicaux et inattendus : ceux-ci conduisent les systèmes juridiques à s'adapter à cette nouvelle donne, qui les modifie en profondeur, mais qui ne les met pas à bas.

MODÉRATEUR :
Alessandro Merli
correspondant à Francfort, *Il Sole 24 Ore*

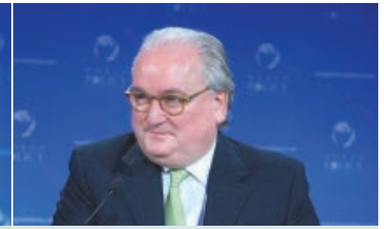
Vers une union bancaire européenne

Benoît Coeuré
membre du directoire de la Banque centrale européenne

[...] une union bancaire vise à rendre le système plus sûr dans tous les pays. Le mécanisme de supervision unique a pour objectif d'éviter l'effet de rétroaction négatif que nous avons observé dans certains pays et qui a nécessité une aide financière. Ainsi, une supervision unique efficace constitue une protection pour les contribuables, y compris le contribuable allemand [...]. Nous observons déjà une tendance au désendettement dans l'économie européenne, et certainement dans le secteur bancaire, et cette tendance est accélérée dans une certaine mesure par l'union bancaire et l'examen de la qualité des actifs et les tests de résistance. Les banques doivent pouvoir restructurer leurs bilans afin de se débarrasser de certains portefeuilles de prêts non performants. Aujourd'hui, dans nombre d'endroits, on n'a aucune idée de la valeur des actifs car il y a trop d'incertitude, et c'est précisément l'objectif de l'examen de la qualité des actifs, créer de la confiance par rapport à la valeur des actifs. Après quoi, les banques pourront réorganiser leurs bilans et prêter de l'argent pour des projets rentables dans l'économie. L'objectif est de favoriser le redémarrage de la croissance. [...]

Philipp Hildebrand
vice-président, BlackRock ; ancien président de la Banque nationale suisse (BNS)

[...] les marchés de capitaux s'ouvrent de nouveau aux banques. [...] On observe une réévaluation fondamentale des risques dans le système bancaire européen, [...] qui est à mettre au crédit des mesures mises en place pour parvenir à une union bancaire. [...] Sachant que la BCE pilote cette initiative et que Mario Draghi a engagé sa crédibilité, les marchés se rendent compte que c'est du sérieux et que, d'ici la fin de l'année prochaine ou début 2015, le système bancaire européen devrait afficher, dans l'ensemble, une situation raisonnablement solide. C'est pourquoi nous commençons à entrevoir cette évolution sur les marchés de capitaux. Il est important que ce processus reste crédible et aille de l'avant car, à bien des égards, tout va se jouer sur la confiance. [...] Une partie du jeu de confiance est que les marchés, dans l'ensemble, croient qu'un élément clé de cette union bancaire est le transfert d'autorité des superviseurs nationaux vers la BCE. [...] Il est impératif que les canaux du crédit se rouvrent si nous voulons atteindre des taux de croissance capables de générer de l'emploi et de ramener la stabilité dans la zone euro, et cela ne sera possible que si les marchés retrouvent la confiance. La transparence jouera un rôle clé [...] Si nous nous engagions clairement à mettre en place un filet de sécurité européen, cela améliorerait la confiance dans le processus. [...] Serait-il intéressant d'avoir un gros filet de sécurité européen ? Oui, bien sûr, mais je ne pense pas que le fait de ne pas avoir un filet de sécurité formellement établi soit un problème insurmontable.



Constantin von Oesterreich
président du directoire de HSH Nordbank

[...] Plusieurs étapes clés ont été franchies sur la voie de l'union bancaire, mais il faut désormais concentrer nos efforts sur la mise en œuvre et l'exécution. Nous espérons que l'engagement de toutes les parties sera à la hauteur. Nous savons que nos obligations, rôles et responsabilités doivent être très clairement définis. Nous appelons de nos vœux un meilleur système, harmonisé et juste pour tout le monde, qui permettra une meilleure gestion des banques sur la durée. Nous portons donc un regard très positif sur la situation présente, avec des réserves toutefois ; il n'est plus temps de se lamenter, il faut agir. [...] il n'y pas de pénurie du crédit en ce qui concerne l'industrie bancaire, [...] Nous devons trouver un équilibre entre supervision, conseil externe et gestion efficace. [...] Ce que nous voulons en fin de compte, c'est un régime clairement défini et très précis, [...] Tout ce dont nous parlons maintenant sera entièrement assimilé d'ici cinq ans, et je suis absolument convaincu que l'industrie financière se sera totalement réinventée. [...]

MODÉRATEUR :
Thierry de Montbrial
président et fondateur de la WPC

S.A.R. le Prince Turki Al Faisal
président du King Faisal Center for Research and Islamic Studies (KFCRIS)

[...] Je peux exprimer mon opinion personnelle et non officielle, car je ne représente pas le gouvernement, mais j'entends de la part du peuple saoudien qu'il y a un problème de confiance. Quand vous entendez le président des États-Unis faire des déclarations sur des sujets qui nous concernent, nous considérons comme acquis qu'il respectera ces déclarations. Une question portait sur les fameuses lignes rouges à ne pas franchir en Syrie. Nous avons vu plusieurs lignes rouges mises en avant par le président qui, avec le temps, sont devenues plus roses et finalement sont devenues complètement blanches. Quand ce type de promesse vient du leader d'un pays comme les États-Unis, nous nous attendons à ce qu'il s'y tienne. [...] Ces questions affectent à mon avis la question d'ensemble de la confiance, et si on observe la non-prolifération nucléaire, le gouvernement américain a complètement abandonné l'idée d'une zone exempte d'armes de destruction massive. Si on observe la Syrie, le président est revenu sur de nombreuses déclarations. Si on observe la question du rapprochement avec l'Iran, il est évident que, lors de son premier mandat, le président voulait tendre la main à l'Iran. Nous n'avons pas été surpris, mais ce qui a été surprenant, c'est que nous ayons été écartés des discussions, de même qu'apparemment les autres membres de P5+1. Comment pouvez-vous instaurer la confiance quand vous cachez des secrets aux personnes qui sont supposées être vos plus proches alliés ? [...]

MODÉRATEUR :
Thierry de Montbrial
président et fondateur de la WPC

Itamar Rabinovich
président du Israel Institute, Distinguished Global Professor, Université de New-York (NYU), Distinguished Fellow, Brookings Institution et professeur émérite, Université de Tel Aviv

[…] En ce qui concerne la Syrie, je suis d'accord que la seule solution est d'ordre politico-diplomatique ; il n'y aura pas de solution militaire, l'opposition étant dans un triste état en ce moment. […] Il y a aussi une énorme peur au sein de la communauté Alawite que le départ d'Assad ne résulte en un bain de sang en Syrie, et bien sûr, c'est aussi pour l'Iran un investissement majeur. […] Si vous décidez que non seulement la famille Assad et ses partisans, mais aussi l'armée, les renseignements et le régime de gouvernance doivent partir, la Syrie sera livrée à l'anarchie. Idéalement, une coalition devrait être constituée d'éléments du régime qui, pour emprunter une phrase au conflit israélo-palestinien, n'ont pas de sang sur les mains, et d'éléments de l'opposition pour permettre à la Syrie, au moins pendant la période de transition, d'entrer dans une nouvelle phase politique. […] Malheureusement, dès le début, l'opposition syrienne a été handicapée par ses divisions, qui reflètent, dans une certaine mesure, l'hétérogénéité du pays. […] La vérité est qu'il faudra qu'il y ait une coalition en Syrie, mais gardons en tête, pour être réalistes, que la mise en place d'un système stable et cohérent, même si la famille Assad s'en va, prendra du temps. […] Une sérieuse menace pèse sur tout le système étatique, laquelle fait partie du jeu d'échec qui se joue au cœur du conflit syrien, et cette menace doit être éliminée, non seulement dans l'intérêt de la Syrie, mais dans l'intérêt de la stabilité de la région. […]

MODÉRATEUR :
Jean-Michel Severino
gérant d'Investisseurs et Partenaires conseil (I&P conseil)

Afrique

Jean-David Levitte
Distinguished Fellow, Brookings Institution

Moi, je suis résolument optimiste. Et on a tous le nez dans deux conflits : le Mali et la RCA, qui occupent le devant de l'actualité. [...] Si on regarde aujourd'hui ce qui reste à faire, on a la bande sahélienne de Nouakchott à Mogadiscio, et là c'est l'enracinement d'un phénomène nouveau qui est le terrorisme islamique, avec les conséquences que ça a sur la sécurité. Et donc il fallait intervenir au Mali, on l'a fait, mais il reste un long chemin à parcourir. [...] Et le deuxième conflit, c'est justement la menace de destruction de ce qui restait des structures de l'État en République centrafricaine. Donc là encore, la France, devant l'urgence, a eu raison d'agir. Mais il faut qu'elle soit accompagnée. [...] il y a la volonté de l'Union africaine d'assumer par elle-même les responsabilités qui reviennent aux Africains dans le domaine de la sécurité. Cette volonté africaine, il faut que l'Europe l'aide à l'assumer. [...] il faut maintenant que toute l'Europe se mobilise pour aider les Africains à former des forces de réaction rapide pour faire face aux urgences du moment. [...] Donc je pense qu'un long chemin a été parcouru. On se trouve face à des défis nouveaux dans la bande sahélienne. On a bien fait de les relever, parce que sinon c'était l'Europe, et au-delà tout le monde occidental qui était sous la menace du terrorisme islamique d'origine sahélienne. Mais il faut reconstruire l'État malien, reconstruire l'armée malienne. Là encore, ça prendra du temps.

Mo Ibrahim
président de la Fondation Mo Ibrahim ; fondateur et ancien président de Celtel International

J'ai toujours été étonné de voir l'étendue de la désinformation des marchés internationaux et du monde dit "des affaires" quant à la situation en Afrique. [...] À chaque fois qu'il y a un fossé entre la perception et la réalité, il y a de fantastiques opportunités de business [...] Cette différence a toujours existé en Afrique. [...]
En ce qui concerne les principaux problèmes de l'Afrique depuis 12 ans, tout d'abord, il y a eu de grands progrès dans le domaine du développement humain – la santé, l'éducation et le bien-être. Depuis 12 ans, l'Afrique connaît de grandes victoires, confirmées par les chiffres, dans pratiquement tous les pays. Ensuite, il y a l'économie : là encore, de nombreux succès, avec 46 pays en progression. On constate le maintien d'une bonne croissance, même pendant la crise financière. Nous arrivons ensuite à la participation, la démocratie et les droits de l'homme. On a vu une amélioration de 3-4%, donc il y a un progrès, mais il n'est pas aussi rapide que dans les domaines du développement humain et économique. Vient alors le domaine de la loi et de la sécurité ; ce domaine s'est détérioré au cours des 12 dernières années, et c'est un signal d'alarme. [...] l'apparition d'un phénomène inquiétant au cours des dix dernières années, la montée des conflits domestiques et de l'agitation sociale. [...] nous devons envisager plusieurs raisons. L'une d'entre elles est la marginalisation de certains groupes, que ce soit sur des critères ethniques, religieux ou sur la différence rural-urbain. La marginalisation est un stress sur la fabrique même de la société, et c'est un problème de gouvernance. La deuxième raison possible est l'augmentation des inégalités. Alors que l'Afrique s'est énormément développée au cours des 12 dernières années, le nombre de gens souffrant de la pauvreté n'a pas diminué [...] Ce phénomène de stress social au sein de la société est très frappant.[...]

Titus Naikuni
directeur général de Kenya Airways

[...] Avant l'indépendance du Kenya, les colons britanniques ont pris possession de larges territoires dans la vallée du Rift, qui est la région la plus productive du pays. Il y avait également une bande de 16 kilomètres le long du littoral qui était détenue par le Sultan de Zanzibar. Après l'indépendance, le gouvernement a négocié des accords et cette bande de terre est revenue au Kenya, les terres ont également été abandonnées par les colons britanniques, [...] Néanmoins, certains acteurs clés de l'intérieur des terres, avec l'aide du gouvernement, ont pris possession des terres fertiles du littoral sans que la communauté locale qui y résidait n'en soit informée. La même chose s'est produite dans la vallée du Rift. [...] les politiciens locaux ont incité les communautés locales à renvoyer les gens venus occuper les terres depuis d'autres territoires, au motif qu'ils voulaient récupérer leurs terres, mais voulaient surtout s'assurer que les votes n'aillent pas à l'opposition. C'est ainsi que les conflits locaux ont éclaté, à la fois sur le littoral et dans la vallée du Rift. À l'avenir, le gouvernement kenyan doit garantir qu'il injecte les ressources équitablement sur le nord-Kenya, sinon il ne sera pas possible de résoudre le problème. En outre, en ce qui concerne la Somalie, l'Éthiopie et le Kenya doivent non seulement agir sur le plan militaire mais également faire leur maximum pour développer la capacité à gouverner ce pays, car sans Somalie stable, on ne peut pas avoir de Kenya ou d'Éthiopie stables.

Qu Xing
président de l'Institut chinois d'études internationales (CIIS)

La Non-ingérence dans les affaires intérieures des autres pays est la philosophie fondatrice de la politique étrangère de la Chine. La Chine est d'avis que personne ne connaît mieux les affaires intérieures d'un pays que le peuple de ce même pays. Dans toute l'histoire des relations internationales, ce sont toujours les grands pays puissants qui se sont immiscés dans les affaires intérieures des petits pays faibles. Et les pays qui sont intervenus ne se sont pas forcément préoccupés de ce qui se passait à l'issue de leur intervention. La stabilité de l'Afrique est importante pour la Chine. Non-ingérence ne signifie pas indifférence. Mais la Chine pense que le Conseil de sécurité de l'ONU devrait être la seule autorité pouvant décider d'une ingérence internationale. La Chine travaille à l'amélioration de la stabilité en encourageant le développement économique et social en Afrique plutôt qu'en imposant des changements de régimes, et surtout pas en les imposant à la pointe d'un fusil.

Afrique

Mostafa Terrab
PDG de l'OCP

J'identifierais deux écarts de perception. Le premier porte sur la manière dont vous caractérisez les entreprises marocaines comme étant implantées au Maghreb, et pas en Afrique. Nous considérons nos investissements comme des investissements réalisés par des entreprises africaines en Afrique. Trop de politiques et trop de stratégies commerciales déconnectent le nord de l'Afrique de l'Afrique subsaharienne. [...] L'écart de perception le plus sérieux est celui qui concerne les questions de sécurité, de stabilité, etc. L'Afrique ne jouit d'aucune espèce de monopole en termes de conflit inter-ethnique ou autre joyeuseté dont vous nous avez parlé, comme le terrorisme, etc. [...] nous devons nous demander pourquoi nous associons l'Afrique à ce genre de choses. [...] L'essentiel ici n'est pas seulement de prendre au sérieux le marché africain mais aussi de chercher à s'adapter et à innover en termes de modèles économiques, et même en termes de politiques, de régulations et d'investissements pour répondre à la réalité du marché africain. Cette perception erronée s'auto-accomplit car elle arrange nombre d'entreprises qui ne souhaitent pas faire évoluer leur modèle d'activité. Elles ne veulent pas que les politiques et les législateurs viennent modifier la manière dont elles agissent pour mieux correspondre à la réalité africaine. Mettre en avant les risques est très pratique ; les risques en Afrique ne sont pas plus élevés que sur n'importe quel autre continent ou pays.

Tidjane Thiam
PDG, Prudential plc

Le temps de l'Afrique est venu. Les investisseurs internationaux s'intéressent activement et de très près au continent et il y a de nombreux capitaux qui sont prêts à venir en Afrique. Le secteur privé sera essentiel dans l'accélération de la croissance économique africaine. Dans ce contexte, le secteur financier a un rôle unique à jouer. Les gouvernements africains doivent encourager le renforcement de leur secteur financier, continuer à gérer leur économie avec rigueur et utiliser le contexte favorable actuel pour achever les réformes structurelles en profondeur. En fin de compte, dans les affaires, l'ingrédient essentiel de la croissance, c'est la confiance : les gouvernements africains doivent se concentrer sur des activités qui vont améliorer la confiance. En dépit des défis récents de la situation en Thaïlande ou en Indonésie, aucune entreprise ne parle de se retirer de ces pays car elles ont confiance. Avec une gouvernance responsable, l'Afrique peut atteindre une position similaire afin que les inévitables « nids de poule » sur la route ne soient pas envisagés comme des problèmes plus sérieux. Je suis optimiste et j'ai confiance dans le brillant avenir de l'Afrique.

Lionel Zinsou
président, PAI Partners

Aujourd'hui, nous avons une Afrique financée. Nous avons des flux d'entrées de capitaux très importants. [...] Donc, il ne faut pas exagérer les problèmes de gouvernance économique. [...] Cependant, on a des problèmes de destruction de notre jeunesse, alors que notre continent est le plus jeune. On ne sait pas résoudre le problème de l'extrême pauvreté, [...] nous sommes à un stade de développement qui rend difficile l'entrée les jeunes dans l'emploi et la réduction du nombre des pauvres, qui passe également par une distribution de revenus à travers l'emploi. Nous avons un problème : notre croissance est celle qui crée le moins d'emplois par rapport au reste du monde. [...] ce n'est pas un problème d'éducation. [...] C'est un problème de capital. [...] Notre seule réponse, c'est d'avoir des investissements qui permettent de générer un nombre d'emplois élevé dans l'industrie manufacturière et les services. On a besoin d'avoir des marchés. La réponse, c'est d'avoir des marchés pertinents. [...] Quant à l'extrême pauvreté, il faut développer des instruments. [...] Il existe des techniques de financement, notamment ces fameuses techniques de financement qui prennent en compte l'impact.

MODÉRATEUR :
Pierre Morel
directeur de l'Observatoire Pharos du pluralisme des cultures et des religions

Politique et religions

Bartholomée 1er
Archevêque de Constantinople, Nouvelle Rome et Patriarche Œcuménique

[...] La réapparition de la religion dans la politique n'est pas un simple retour. Les fanatiques religieux d'aujourd'hui sont profondément contaminés par les maux du nationalisme et de l'idéologie. Il n'est d'ailleurs pas étonnant qu'ils contestent les institutions religieuses établies. Le fanatisme religieux n'est pas uniquement une menace pour la paix, la stabilité et la coexistence. Il menace aussi le précieux patrimoine de l'humanité : toute une sagesse accumulée qui s'est sédimentée dans les traditions religieuses. Face à ces défis, il est nécessaire de repenser la relation entre la religion et la politique. Le modèle occidental ne peut pas être considéré comme recevable universellement par tous les peuples et toutes les cultures indépendamment de leurs expériences historiques propres. Religion et politique ont été intimement et étroitement liées depuis des temps anciens, même si les formes de leurs relations ont considérablement évolué. L'expérience de chaque culture associant religion et politique est précieuse. Elle ne peut pas être remplacée par des modèles introduits de l'extérieur sans qu'ils interfèrent avec l'équilibre social. En niant ce fait fondamental, nous posons les bases de la croissance de formes particulièrement agressives de relation entre politique et religion, comme celles qui menacent notre monde aujourd'hui. [...]

Mircea Geoană
sénateur, président de l'Institut Aspen Roumanie ; ancien ministre des Affaires étrangères de Roumanie

[...] Après la chute du communisme, un phénomène très intéressant se déroule dans nos pays, avec une intensité et avec des asymétries considérables. Premièrement, naturellement, la population et la jeunesse de Roumanie, de Pologne, d'Ukraine, et de la République tchèque se tournent vers la religion. C'est une dimension importante. Après la chute du communisme, au cours des vingt-cinq dernières années, la Roumanie a bâti plus de 12 000 églises. Nous n'avons pas réussi à faire des hôpitaux et des écoles à un rythme comparable. Cet effort, cette soif de valeurs religieuses sont là. En même temps, et c'est l'asymétrie qui nous inquiète en tant que chrétiens et humanistes, c'est que, parallèlement au retour en force de la religion dans le monde post-communiste, la boussole morale est en pleine décomposition dans nos pays. On pourrait s'attendre à ce que le retour de la religion s'accompagne d'un retour des valeurs de la religion pour remplir le vide de valeurs provoqué par la chute du communisme et par ce capitalisme tellement rapace que nous avons bâti. Ce retour de la religion et en même temps une jeunesse et une population angoissées par ce type de changement font que nous avons une pression fantastique dans nos sociétés. [...] nous allons entrer dans une période où les valeurs classiques de l'humanité seront remises en cause d'une manière extrêmement violente. Et je crains que nous n'y soyons pas préparés. [...]

Mohammed Sammak
secrétaire général du Comité national pour le dialogue islamo-chrétien

Nous devons apprendre et agir en accord avec une règle sacrée qui dit « le rêve d'une communauté religieuse n'est pas nécessairement le cauchemar d'une autre communauté ». Pour le mettre en œuvre, nous appelons à la construction d'États civils où tous les citoyens de différentes religions, confessions, cultures et ethnicités soient égaux et aient les mêmes responsabilités. [...] À moins que nous ne donnions aux citoyens de diverses appartenances religieuses un sentiment d'appartenance, à moins que nous ne leur donnions l'impression que leur identité et leur héritage sont des fils précieux dans la tapisserie de la société du Moyen-Orient, l'existence d'une vraie communauté est impossible. [...] La diversité sans esprit de communauté conduit au tribalisme. La communauté sans esprit de diversité conduit à l'aliénation de toutes les minorités. Dans les sociétés pluralistes, il faut renoncer soit à la notion de diversité soit à l'objectif d'intégration. [...] Mais la diversité ne peut survivre sans liberté : les fanatiques et extrémistes sont contre la liberté. Pas l'islam. En fait, il n'est pas de religion sans liberté et il ne peut donc pas y avoir d'islam sans liberté.

Politique et religions

David Rosen
directeur du département pour les affaires interreligieuses, American Jewish Committee (AJC)

L'enquête du Pew révèle que 85 % de notre monde actuel se définit en termes religieux. Cela veut dire que l'Europe de l'Ouest « laïque » fait partie des 15 % restants. Or si nous ne voulons pas que des gens qui se sentent reliés à une religion, en particulier dans les populations immigrées, aient le sentiment d'être exclus de leur environnement au point qu'ils se tournent vers ces sources religieuses et les exploitent de manière violente, nous devons nous demander ce qu'il convient de faire. [...] Si vous ne voulez pas que la religion fasse partie du problème, vous devez l'inclure dans la solution. [...] Nous avons réussi à former un Conseil des institutions religieuses de la Terre sainte. [...] Ce Conseil a trois objectifs : garder largement ouverte la communication entre les chefs religieux, combattre les incitations à la violence et la diffamation, et soutenir une solution politique au conflit afin que deux nations et trois religions puissent s'épanouir dans la région. Certains politiciens ont-ils mobilisé le Conseil ?[...] Ils n'ont jamais rencontré un seul chef religieux. [...] les personnes dans ces fonctions [religieuses] occupent des postes où ils représentent l'identité et l'appartenance des peuples, et si vous ne traitez pas cette question de l'identité et de l'appartenance, elle reviendra vous hanter. Vous devez l'inclure dans la solution si vous voulez éviter qu'elle ne fasse partie du problème. [...]

Faisal Bin Muaammar
secrétaire général du KAICIID Dialogue Centre de Vienne

Dans un monde interconnecté, la religion et la politique se recouvrent. La tension entre les deux, quand elle survient, ne se limite pas à un seul pays, une seule région ou une seule religion. Les cicatrices de l'histoire restent vives dans le cœur et l'esprit des hommes. Ils se souviennent encore aujourd'hui des conflits interminables et portent en eux des blessures non refermées. Malheureusement, de nouvelles blessures continuent d'être infligées, en Birmanie, en Syrie, en Centrafrique et dans de nombreuses autres régions du monde. Quelles sont les attentes du monde musulman, où la religion constitue une part essentielle de l'identité nationale ? L'interventionnisme religieux peut-il mettre un terme aux conflits là où la politique échoue ? Les hommes politiques occidentaux ont séparé l'Église et l'État par le biais d'un processus qui a permis l'émergence de formes variées de démocratie. Dans quelle mesure ce modèle peut-il s'appliquer de manière universelle ? Malgré les réussites, nombre de défis restent intacts en Occident en matière de gestion de la diversité religieuse. Dans le monde musulman, au contraire, religion et politique sont bien plus étroitement connectées. [...] L'usage erroné de la religion a entraîné de nombreux problèmes, de même qu'un mauvais usage de la politique, mais nous devons nous souvenir que la guerre au nom de la religion est une guerre contre la religion elle-même. Et que la guerre au nom de la démocratie est elle aussi une guerre contre la démocratie. Le dialogue est *impératif*.

Marcelo Sanchez Sorondo
Chancelier des Académies pontificales des sciences et des sciences sociales

[...] concernant la politique, la première question c'est que le Christ lui-même a dit : « Mon royaume n'est pas de ce monde ». Et c'est une affirmation très forte. [...] si mon royaume n'est pas de ce monde, et que la politique c'est la façon de gouverner ce monde, pourquoi la religion, et spécialement la religion chrétienne, a-t-elle un rapport historique avec la politique ? Je pense que, dans un sens, il est très facile de répondre à cette question. C'est parce que Dieu a créé l'Homme à son image, et alors l'Homme doit vivre dans une société, il n'est pas une image individuelle. Il est aussi une image sociale. Il y a donc une éthique, au moment même de la Création, qui est dans le cœur de chacun, une participation à la loi divine à l'intérieur des êtres humains. Donc l'Église doit s'intéresser à la politique, en conséquence de la Création, en conséquence de l'incarnation de Jésus Christ. Toutefois les formes, dans l'histoire de ce rapport à la politique, sont extrêmement variables. [...] la justice, selon tous les penseurs de toutes les époques, c'est la vertu par excellence qui fait l'ordre social. Cela revient à dire que, sans justice, il n'y a pas d'ordre social. [...]

MODÉRATEUR :
Dominique Moïsi
conseiller spécial à l'Ifri

Débat général

Titus Corlăţean
Ministre des Affaires étrangères de Roumanie

Je vais me concentrer sur les voisins de l'UE à l'est et dans les Balkans. [...] nous sommes intéressés dans notre région, par un espace élargi qui pour l'essentiel nous promette plus de stabilité, de démocratie, de droits et de liberté. C'est l'intérêt principal de mon pays. Aujourd'hui, la Roumanie se trouve à la frontière orientale de l'OTAN et de l'UE. [...] Si on compare la région des Balkans avec ce qu'elle était il y a 25 ans seulement, elle est devenue presque prévisible, ce qui constitue une avancée qualitative fondamentale. [...] Ce qui n'est en revanche pas le cas sur le versant oriental, où la situation est bien plus instable et nous voyons ce qui se passe aujourd'hui. D'un point de vue européen, il existe quelques mécanismes importants que nous essayons d'utiliser comme le Partenariat oriental, avec des résultats plus ou moins positifs, y compris ce qui s'est passé au sommet de Vilnius [...] La Black Sea Synergy fut une initiative roumaine de 2007 avec le soutien de l'UE, [...] stratégie Danube de l'Union européenne, qui réunit 14 États, membres et non membres, [...] Ces trois outils visent à plus d'intégration et à un meilleur esprit de coopération, et nous soutenons ce mouvement dans la perspective d'une région mieux intégrée. [...] ils visent également à faire une Europe plus forte et plus influente. [...]

Igor Yurgens
président de l'Institut du Développement Contemporain, Russie

La Russie d'aujourd'hui se voit confrontée à des choix difficiles. Les tentatives des gouvernements Yeltsine et Poutine de se rapprocher de l'Ouest, notamment de rejoindre l'UE et l'OTAN au milieu des années 90 et au début des années 2000, ont échoué. On nous a réservé un accueil des plus frais et répondu que la Russie n'était pas encore prête. Aujourd'hui, l'UE est dans une situation précaire, les États-Unis sont affaiblis et notre « partenariat » stratégique avec la Chine est pour le moins ambivalent. La priorité de la Russie est en ce moment la stabilité. Mais dans notre cas, la stabilité signifie une avancée rapide vers la modernisation de l'économie et des institutions sociales et politiques, qui n'est pas encore acquise. La classe créative russe, bien qu'encore minoritaire, est devenue une force sociale viable et devrait jouer un rôle moteur dans cette avancée. Juste deux mots au sujet de l'Ukraine. Le scénario le plus réaliste est la suspension des négociations entre l'UE et l'Ukraine. La classe politique ukrainienne se prépare activement aux élections de 2015 et les Ukrainiens décideront alors par eux-mêmes de la meilleure voie d'intégration pour leur pays. À mon avis, les Russes ne devraient pas se voir entraînés dans une victoire à la Pyrrhus et avoir à payer 10 à 15 milliards d'euros pour soutenir le partenaire ukrainien, actuellement peu fiable.

Jim Hoagland
conseiller de la Rédaction,
The Washington Post

Obama voit la puissance américaine à l'étranger, et c'est là le cœur du problème, comme un verre à moitié vide, c'est-à-dire un élément d'actif épuisable, une puissance en déclin, quoique très influente encore, qui doit être gérée avec prudence. J'ai été frappé d'entendre Igor Yurgens dire que la Russie doit courir plus vite pour rester en place. C'est aussi l'opinion qu'Obama a des États-Unis et c'est ce qu'il doit faire aussi car nombre de ses décisions semblent être en contradiction avec qu'il avait dit au début, et tous les présidents font ça. C'est le règne du statu quo, en effet il s'attache essentiellement à maintenir un certain statu quo, et c'est ainsi qu'il faut voir son action dans la crise syrienne. Il a saisi l'occasion de se soustraire à une promesse qu'il semblait avoir faite, de gagner du temps et peut-être de laisser les événements suivre leur cours afin de ne pas avoir à bombarder la Syrie, chose qu'il ne voulait pas faire.

Karl Kaiser
université d'Harvard ; ancien directeur du German Council on Foreign Relations

Après la chute du Mur, l'Europe a disparu du paysage public aux États-Unis. Elle est à présent de retour, mais malheureusement, et en grande partie à cause de la dominance des médias britannique et de leur interprétation, avec l'image réduite d'une Europe en crise et potentiellement en ruine sans que trop de considération ne soit accordée à ses extraordinaires succès. Les Européens doivent intégrer le fait que l'Amérique n'est plus systématiquement disponible pour être en première ligne d'une crise et qu'ils doivent eux-mêmes assumer une plus grande partie du fardeau. L'Europe est toujours la deuxième puissance en termes de dépenses de défense mais elle utilise mal ses ressources et doit mettre en commun ses capacités si elle veut sécuriser ses intérêts. Le rééquilibrage de l'Amérique vers l'Asie-Pacifique, le changement de stratégie le plus important aux États-Unis depuis la fin de la Guerre froide, est dans l'intérêt de l'Europe, mais l'Europe elle-même doit aller au-delà de la stratégie purement commerciale qu'elle a adopté dans le passé et de redéfinir son rôle dans la région tant en termes économiques qu'en termes de sécurité, en essayant avant tout d'assumer un rôle de médiateur dans les conflits naissants de l'Asie-Pacifique.

Débat général

Yusuf Ziya Irbec
député, République de Turquie

[...] il ne devrait pas y avoir autant de journalistes emprisonnés parce qu'ils utilisent leur droit à la liberté d'expression. C'est ce qui se passe en Turquie ; malheureusement il y a un problème avec la liberté de la presse. [...] Nous avons une culture très multidimensionnelle en Turquie, et il est nécessaire que les politiciens comprennent toutes les dimensions du christianisme, du judaïsme, de l'islam et de tous les autres groupes religieux. C'est fondamental pour être un leader efficace en Turquie. [...] pour avoir une démocratie qui fonctionne, vous devez essayer d'avoir une opposition très efficace [...] Le miroir du gouvernement est l'opposition, mais en Turquie, le Premier ministre dit « Dieu merci, j'ai deux leaders de l'opposition faibles ». Un leader démocratique ne devrait pas s'exprimer ainsi. [...] où va la Turquie ? La radicalisation constitue un autre problème. La religion est instrumentalisée afin d'obtenir plus de votes ; ce n'est pas une bonne chose. Les gens se radicalisent lorsque vous utilisez la religion à des fins électorales. [...]

Donald Johnston
associé fondateur, Heenan Blaikie;
ancien secrétaire général de l'OCDE

[...] On estime que la corruption représente 5 % du PIB mondial et la Banque mondiale, dont les statistiques sont plutôt exactes, confirme que le volume de corruption s'élève à au moins 1 trillion de dollars US. Cette dimension entrave le développement social, économique et politique, pas seulement des marchés en développement, même si c'est principalement d'eux qu'il s'agit, mais aussi des marchés développés. [...] L'université dans laquelle je me suis exprimé en janvier a mené une étude en Chine sur ce qui préoccupe le plus les Chinois, dix réponses ont été données. Le première était la sécurité alimentaire, la deuxième la corruption. Dans combien de pays ces thématiques arriveraient-elles en premier ? Vous vous rappelez sans doute que, lorsque le président Hu s'est retiré, il a déclaré que la corruption pouvait anéantir l'État, le Parti et renverser le gouvernement lui-même – et c'est la deuxième plus grande économie mondiale qui fait cette déclaration. La corruption est tellement systémique qu'elle peut réellement avoir un impact macroéconomique, ce qui est le cas dans de nombreux pays. [...]

Carlos Pérez Verdía
chef de cabinet du ministre mexicain
des Affaires étrangères

Je souhaiterais aborder les principales questions qui touchent l'Amérique du Nord et qui auront un impact sur la façon dont l'Amérique latine évoluera et sera perçue dans les années à venir. L'ALENA fête son 20e anniversaire. L'augmentation du commerce a été vertigineuse [...] Il ne s'agit pas seulement de volume du commerce, mais d'intégration également. [...] Les questions commerciales qui détermineront l'évolution future de l'Amérique du Nord sont, tout d'abord, le commerce transatlantique et l'investissement avec l'Europe, [...] deuxièmement, nous faisons bien sûr tous partie du PTP. [...] En ce qui concerne l'énergie, nous avons parlé du Canada au déjeuner, et les chiffres des États-Unis sont tout aussi impressionnants. [...] Qu'est-ce que cela implique pour l'Amérique latine ? [...] nous pensons que nous devons aller vers plus d'intégration et que cela passe par l'intégration commerciale. [...] Nous voyons le secteur privé gagner du terrain à Cuba, ce qui est très intéressant. À l'autre extrémité du continuum, nous avons l'Alliance pacifique, qui est une initiative regroupant le Chili, la Colombie, le Pérou et le Mexique, soit au total 200 millions d'habitants. Si c'était un pays, ce serait le huitième plus grand pays du monde. [...] À l'instar de l'Amérique du nord, l'Amérique latine doit faire face à nombre d'autres problèmes et défis. [...]

Steven Erlanger
directeur du bureau londonien, *The New York Times*

[...] Je suis un peu inquiet. Quand on est ici, on sent l'existence de l'Europe, une Europe des élites et des échanges intellectuels, mais parfois on n'a pas ce sentiment quand on est sur le terrain. Je suis convaincu que l'Europe perd son attrait pour le reste du monde. Elle était un exemple pour le monde entier, de souveraineté partagée, d'une fantastique expérience, etc., mais vous pouvez voir même en Turquie que le pouvoir en douceur a perdu sa puissance ; la douceur, malgré tout le bien qu'on en pense, devient trop douce et n'est plus vue comme un modèle pour les autres peuples. [...] Il y a 25 ans, nous avions Margaret Thatcher, Ronald Reagan, l'Union soviétique, et la Grande Bretagne se sentait importante, c'était un acteur au niveau mondial ; aujourd'hui, elle envisage de quitter l'EU, elle est centrée et concentrée sur elle-même, elle a peur. Le débat public parle d'immigration, du coût de la vie, d'étrangers qui viennent et dévorent Londres ; ce n'est pas un débat qui respire la confiance en soi. [...]

ATELIERS PARALLÈLES

1. Energie et environnement

MODÉRATEUR :
Cécile Maisonneuve
Directeur, Centre Energie, Ifri

PRÉSIDENT :
Christophe de Margerie
PDG de Total

Énergie et environnement sont indissociables. Ce que nous vivons aujourd'hui n'est, à mon avis, pas une révolution. C'est un profond changement. Il est impossible de ne pas prêter attention à ce qui se passe dans les autres pays, les autres régions. Toutes ces entités sont différentes mais font partie d'un même système, qu'on appelle le monde. À mes yeux, la seule nouvelle révolution en cours dont nous soyons absolument certains, c'est que le réchauffement climatique est une réalité. Nous devons laisser les personnes responsables, qu'il s'agisse des pouvoirs publics, des ONG ou autres, prendre leurs responsabilités. Parallèlement, les entreprises doivent dire ce qui est faisable en termes de prix et de logique économique. Oui, nous devons réduire l'empreinte carbone mais la décarbonation implique quelque chose qui n'est tout simplement pas faisable, du moins pour le moment. En tant que groupe énergétique, nous portons d'abord la responsabilité de nous améliorer et de considérer que l'efficience est le meilleur moyen d'être plus propre, mais aussi plus riche, en développant d'autres sources d'énergie. Nous avons besoin d'une énergie plus propre pour tous. Pour y parvenir il faut considérer non seulement l'accès à l'énergie et la sécurité de l'approvisionnement mais aussi le réchauffement climatique et la responsabilité de ce réchauffement.

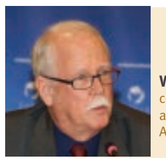
Maria van der Hoeven
directrice exécutive de l'Agence internationale de l'énergie (AIE)

À quoi ressemblera le monde de l'énergie en 2035 ? Tout dépendra bien sûr des choix politiques. L'Asie sera clairement le centre du commerce mondial de l'énergie. La plupart des incertitudes actuelles liées à la production de pétrole et de gaz non conventionnels seront dissipées et la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique mondiale sera plus importante. À cette date, ou bien le monde sera en bonne voie pour surmonter la menace d'un changement climatique catastrophique, ou bien il commencera à en voir les conséquences. Pour le moment, le problème du changement climatique n'est pas près de disparaître, et des politiques climatiques adéquates peuvent stopper l'augmentation des émissions sans nuire à la croissance économique. Il faut promouvoir des marchés de l'énergie plus efficaces, compétitifs et interconnectés. Le potentiel d'efficacité énergétique est très loin d'être épuisé, il est nécessaire de faciliter l'investissement dans ce domaine. On pourrait, par exemple, redistribuer une partie des revenus du prix du carbone pour les consommateurs d'énergie sous forme d'investissements afin d'améliorer l'efficacité énergétique et de soutenir les politiques en faveur de l'industrie, la recherche et l'innovation. Il est donc nécessaire que les gouvernements soient extrêmement attentifs à la conception des subventions aux énergies renouvelables et ne fassent pas peser un fardeau excessif sur ceux qui assument les coûts traditionnels et supplémentaires.

André Caillé
administrateur de Junex, Canada

Jusqu'en 2005–2006, aux États-Unis, le charbon représentait plus de 50 % de l'énergie primaire. Plus de la moitié de la production de gaz naturel du Canada y était exportée. Puis les schistes ont déclenché une véritable révolution. Des vastes réserves ont été découvertes et exploitées aux États Unis, avec une très faible contamination de l'eau associée à la fracturation. Le prix du gaz est redescendu de 10 ou 12 dollars à 4 par Mcf, soit un tiers du prix pratiqué en Europe. Il produit de l'électricité à cinq à six cents/kilowatt-heure. La technique de fracturation s'améliore continuellement. En outre, l'exploitation des formations de gaz humide qui produit, en même temps que du gaz naturel, de l'éthane, du butane et d'autres liquides, produit des gaz à très bas prix. Ce gaz naturel pourrait être transformé en diesel. Il peut être exporté ou être utilisé dans le marché du transport aux États-Unis. Le faible prix du gaz naturel va rester une réalité pendant longtemps, au moins dix ans et peut-être même vingt ans. Cette compétitivité entraîne un processus dit de « onshoring » qui pourrait très bien s'étendre à tous les secteurs industriels particulièrement sensibles au coût de l'énergie. De nouvelles technologies permettent aussi une plus grosse production de pétrole. Les États-Unis, avec un marché du pétrole équivalent à 20 % du marché mondial – proche de 18 millions de barils par jour – produisent désormais près de 10 millions de barils par jour, un chiffre en augmentation.

1. Energie et environnement



William Ramsay
conseiller du centre Energie, Ifri ;
ancien directeur exécutif adjoint,
Agence internationale de l'énergie (AIE)

Si l'on regarde les prix du brut entre 1861 et 2009, ils culminent les premières années. Comme tout marché de matières premières, il est étroit, volatil et d'une grande instabilité, avant de se stabiliser pendant un siècle. En 1973, lors de l'embargo sur le pétrole, les prix sont de nouveau montés en flèche, et en 1977, le Shah encourageait les États-Unis à lui acheter davantage de pétrole parce qu'il avait du mal à l'écouler, donc, en quatre ans, le marché avait partiellement réagi à l'augmentation des prix de 1973 ; en 1979, une autre flambée doublait le prix du pétrole et en 1983, les Saoudiens durent s'entendre avec les partenaires d'ARAMCO sur la vente du pétrole car ces partenaires voulaient une compensation pour sécuriser l'écoulement du pétrole saoudien et des accords sur les prix furent conclus. Avec le forage horizontal, la fracturation hydraulique et quelques autres avancées technologiques, les américains ont extrait le gaz de schiste et révolutionné le marché. La même technologie s'étant adaptée à l'exploitation du schiste bitumeux, les États-Unis sont sur le point d'être auto-suffisants en énergie, pétrole et gaz. Beaucoup convoitent les gisements iraniens ; ils pourraient ajouter 10 millions de barils de pétrole par jour sur le marché au cours des 10 prochaines années. À présent, le coût social du pétrole dans de nombreux pays dépasse les 100 dollars US le baril. Les Saoudiens estiment qu'il leur faut 100 dollars US le baril. Nos marchés ont amplement démontré que l'offre variait en fonction du prix. Pourquoi, cette fois-ci, les choses seraient-elles différentes ?

Jun Arima
directeur général, JETRO Londres ;
conseiller spécial, affaires environnementales
mondiales, ministère de l'Economie,
du Commerce et de l'Industrie du Japon

Au cœur de la crise économique, nombre de pays européens, parmi lesquels l'Allemagne, témoignent d'une réaction politique négative à l'égard de programmes de soutien aux nouvelles énergies excessivement coûteux. Sans croissance économique solide, aucune politique verte ne saurait être durable. Le réchauffement climatique va générer, à terme, des coûts importants pour les générations actuelles et futures. L'AIE préconise des mesures d'efficience énergétique, l'utilisation de centrales électriques à charbon très efficientes, la réduction des émissions de méthane et l'arrêt partiel des subventions à la consommation de combustibles fossiles. Au Japon, depuis l'arrêt des centrales nucléaires nous utilisons toutes les sources d'énergie disponibles. Ce qui a couté 29 milliards d'euros et remet en cause la compétitivité du Japon. Un futur régime international ne saurait être un accord unique dans lequel l'ONU fonctionnerait comme un gouvernement global. En ce qui concerne la compétitivité à l'international, des accords sectoriels dans divers domaines proposent des perspectives intéressantes pour la réduction du réchauffement climatique. Une solution à long terme repose sur la recherche et le développement de technologies réellement innovantes, qui vont du captage et de la séquestration du carbone aux batteries, à la fusion, à la photosynthèse artificielle et au photovoltaïque spatial, etc.

Kevin Sara
PDG de Nur Energie

On a eu trop tendance à penser que, pour replacer les énergies fossiles, le salut viendrait du photovoltaïque ou de l'éolien. Mais les deux énergies demandent de gros investissements pour une production aléatoire. Actuellement, leur apport reste marginal et, de plus, le photovoltaïque a un faible rendement et fournit une énergie à des moments de moindre consommation. Ces énergies deviendraient utiles si on pouvait leur associer des batteries pour stocker l'électricité. Mais le coût en est prohibitif. Une autre technologie combinerait un bon rendement à une disponibilité à la demande, c'est le solaire thermique. L'eau chaude peut être stockée. Les centrales peuvent avoir toutes les tailles et sont donc adaptables aux besoins locaux, mais elles nécessitent un grand ensoleillement. En Espagne, une telle centrale peut fonctionner 24 h sur 24. Les Chinois entrent sur ce marché. De nombreux décideurs politiques et des banques multilatérales comme la Banque mondiale et d'autres, soutiennent les projets de solaire thermiques parce qu'ils pensent que c'est une solution énergétique à long terme pour la planète. On a envisagé la construction de grandes centrales dans le désert du Sahara ou certains déserts de l'Afrique du Sud et de l'Australie. Mais le problème du transport de l'électricité n'est pas résolu. La production locale par des petites centrales solaires thermiques avec capacité de stockage paraît plus réaliste.

2. Santé et risques émergents

PRÉSIDENT :
James D. Wolfensohn
9e président de la Banque mondiale

Jusqu'en 2000, 80 % des revenus étaient entre les mains d'1 milliard de personnes dans les pays riches. En 2050, ces 80 % seront réduits à 35 % et les 65 % restants seront entre les mains des pays en développement. Dix pays occidentaux tout au plus feront partie du top 30, et les 20 autres feront partie du monde en développement. La puissance économique numéro 1 sera la Chine et l'Inde sera probablement numéro 3. Deux ou trois pays en Amérique latine connaîtront un fort développement, notamment le Mexique et le Brésil. Nous aurons plus de 9 milliards d'habitants. L'Afrique en comptera près de 2 milliards. Les questions de santé et de gouvernance deviendront cruciales sur ce continent. Cela va se traduire par un changement non négligeable de l'équilibre mondial. Nous devons repenser nombre de nos fondamentaux et prendre conscience que plus rien n'est stable. La modification de l'équilibre va déterminer les orientations politiques et économiques futures. Les dangers et conflits seront exacerbés, d'autres problèmes surgiront au Moyen-Orient. Le monde aura besoin d'institutions avec une organisation très différente de celle d'aujourd'hui. La plupart des élections nationales portent sur les questions nationales alors que les grands changements qui s'annoncent auront un impact sur la structure de notre monde dans son ensemble. Les questions de santé, liées au vieillissement de la population et les retraites vont mettre à mal les systèmes que nous avions jusqu'à présent.

Christian Bréchot
directeur général de l'Institut Pasteur

Les risques majeurs concernant la santé sont les maladies infectieuses. Ces risques viennent des bactéries dont la résistance aux antibiotiques s'accroit avec le temps, de pathogènes mutés et contre lesquels il n'est pas de protection immune, et de pathogènes émergeants. Environ 75 % des maladies infectieuses émergentes sont zoonotiques, dues aux contacts entre hommes et animaux. Par exemple l'énorme réservoir de volaille en Chine est un facteur clé dans la transmission des virus aviaires. Un point important est que lors de la phase de diffusion, le virus s'adapte à l'hôte, et cela est essentiel pour la transmission. Les filovirus comme Ébola et Marburg donnent des infections très graves et dramatiques. L'exemple du SRAS prouve la vulnérabilité de nos sociétés face aux nouveaux agents infectieux. Pour faire face rapidement, on dispose d'institutions privées ou publiques. L'Institut Pasteur par exemple, dispose d'un réseau international qui lui permet d'être efficace. Divers autres réseaux internationaux d'alerte contribuent à la communication globale sur les maladies infectieuses, le Réseau mondial d'alerte de l'OMS, L'EMPRES de la FAO, ProMED... Avoir une action efficace sur ces pathogènes requiert une vision globale qui intègre la déforestation, l'économie, le changement climatique, le réchauffement et la croissance démographique. Pour être efficace, il faut avoir des moyens sur place et des liens avec l'administration locale. Nous devons prendre conscience que nous ne verrons jamais la fin des maladies infectieuses. L'objectif n'est pas de rêver de les supprimer mais d'ajuster le suivi et la gouvernance globale de ce problème.

2. Santé et risques émergents

Daniel Dăianu
membre de l'Académie roumaine ;
ancien ministre des Finances de Roumanie

Une série de crises majeures semblent tenir le monde sous leur emprise et une multitude d'événements s'en sont suivis ; le monde semble être pris dans un *tourbillon de bifurcations* susceptible de nous faire atterrir dans un environnement extrêmement différent, avec beaucoup plus d'incertitudes et de dangers. Nous sommes confrontés à la plus grave crise financière depuis la *Grande Dépression* du siècle dernier. Dans nombre de pays, le déclin économique a créé d'énormes tensions qui se manifestent dans la vie sociale et dans le processus politique ; cette crise accroît également les fractures et les tensions sociales déjà existantes (ex. la crise de l'État-providence). Il convient par ailleurs de souligner le changement climatique spectaculaire des deux dernières décennies, qui est le signe de perturbations dans les relations entre l'homme et la nature. Les cyber-attaques sont tout à fait impressionnantes. Une hypothèse de travail peut être avancée : bien que nous disposions de toujours plus d'informations et que les avancées scientifiques et technologiques ne s'arrêtent jamais, les sociétés ne disposent pas forcément de capacités cognitives assez développées et de moyens suffisants pour répondre aux crises et aux défis. Cette hypothèse est analysée et certaines pistes visant à renforcer la robustesse et la résilience de systèmes sociaux sont développées.

Thomas Kirkwood
doyen en charge des sujets de Longévité
et directeur du projet « Changing Age » à
l'université de Newcastle

Globalement, l'espérance de vie dans le monde a progressé de façon linéaire depuis deux siècles. Et cette progression se poursuit contrairement à certaines prévisions, ce qui a pris au dépourvu les gouvernements du monde entier. La société humaine n'a connu que très peu de mutations aussi rapides, et les conséquences sont énormes. Il va falloir, par exemple, accélérer les ajustements de planification familiale une fois que les parents se seront habitués à l'idée que leur enfant survivra. Le vieillissement pose le problème de son poids économique, qui ne deviendra insupportable que si nous faisons les mauvais choix. Et il pose des problèmes de santé spécifiques comme la multimorbidité, quand tous les services de santé à travers le monde sont conçus pour gérer une maladie à la fois. Le vieillissement n'est pas la cause principale de l'augmentation des dépenses de santé, c'est simplement que la médecine devient de plus en plus sophistiquée, et donc plus chère. D'ici 20 à 30 ans le monde aura probablement profondément modifié sa façon de faire de la recherche sur ces maladies. D'un autre côté, le capital mental des personnes âgées est une importante ressource économique qui n'est pas du tout utilisée à l'heure actuelle. L'incertitude au sujet de la progression de la longévité au 21e siècle, impliquera d'intégrer la flexibilité dans les structures de la gestion des populations pour y faire face. La gouvernance devra surement faire preuve d'innovations pour éviter les problèmes potentiels.

Richard Cooper
professeur d'économie à l'université
d'Harvard

Parmi les risques ayant un impact mondial, on peut distinguer : ceux qui impliquent une action humaine délibérée, ceux qui sont des conséquences involontaires de l'action humaine, et ceux qui ne découlent pas d'une action humaine mais qui affectent néanmoins la société. Dans la catégorie des actions humaines délibérées, figurent les actes terroristes ; on peut penser qu'une grave attaque terroriste est très probable et qu'il faudra y réagir avec calme et intelligence pour empêcher tout mouvement de panique. Figurent aussi les cyber-attaques qui peuvent nuire aux gouvernements.
Parmi les événements pouvant découler de l'action humaine, mais non directement voulue, on a le réchauffement climatique et des événements relevant de la politique, notamment les guerres et les guerres civiles susceptibles d'avoir des répercussions à l'échelle mondiale. Par exemple, le conflit sectaire sunnite-chiite au Moyen Orient, les différends Chine-Japon et Inde-Pakistan, ce dernier avec sa dimension nucléaire potentielle. Dans ces circonstances, une diplomatie qui fonctionne se révèle alors être de première importance. L'autre événement à forte probabilité est une crise financière. Après la crise de 2008, nous avons essayé de corriger le système, mais les grandes institutions financières ont résisté bec et ongle aux réglementations nécessaires. Il faudra réussir à protéger l'économie réelle. Les grosses banques sont dangereuses. Il faudrait réduire leur taille.

3. Sécurité alimentaire

MODÉRATEUR :
Jean-Yves Carfantan
consultant,
AgroBrasConsult

José Graziano da Silva
directeur général de la FAO

À ce jour, on estime à 840 millions le nombre de gens souffrant de la faim et à 2 milliards ceux souffrant d'un déficit en micronutriments. 26 % des enfants sont rachitiques. Parmi les aspects de la sécurité alimentaire auxquels il faut s'attaquer, on a : les investissements dans le secteur agricole, la volatilité des prix, la production alimentaire et les schémas de consommation. Le Comité réformé de la sécurité alimentaire mondiale est la pierre angulaire de la gouvernance actuelle en ce domaine. Le principe du droit à l'investissement pour une agriculture responsable va permettre de garantir que la finance internationale investie dans l'agriculture contribue également à la sécurité alimentaire. L'AMIS, créé par le G20, permet de mieux répondre à la volatilité des prix. Nous avons besoin d'un engagement régional pour la sécurité alimentaire et de structures d'intégration régionales telles que le CAADP de l'Union africaine. Et dans la prise de décisions, nous devrons prendre en compte un grand nombre de facteurs, qui doivent inclure : la gouvernance, la communauté internationale, la société civile, le secteur privé et la recherche publique.

Christopher Delgado
Senior Fellow, World Resources Institute ; ancien conseiller pour les stratégies et politiques rurales, Banque mondiale

Les trois quarts des populations très pauvres de la planète, avec moins de 1,25 dollars US par jour, vivent par le biais de l'agriculture, et d'ici à 2050 la population mondiale atteindra 9,6 milliards. Comment faire face à l'augmentation des besoins alimentaires dus à cette augmentation de la population et à celle du niveau de vie, avec le facteur aggravant du changement climatique qui entrainera une baisse de la production agricole ? Nous avons besoin d'intensifier l'agriculture et de la rendre plus résistante aux aléas du climat. La majeure partie de la croissance de l'agriculture sera initiée par les pays en développement et les BRIC. Mais les incertitudes vont influencer les prix, les marchés internationaux seront bien plus volatils avec le temps. La volatilité des prix de l'alimentation a constitué l'un des axes majeurs du G20 en 2011. Même si on observe des améliorations significatives dans les politiques agricoles mondiales, plus globalement, les politiques doivent évoluer pour promouvoir un triple gain : plus de productivité, plus de résistance et l'atténuation du réchauffement. De grands organismes apportent leur contribution. Les organismes multilatéraux doivent travailler ensemble pour harmoniser et aligner les efforts autour des priorités internationales, et il faut tirer profit de la réponse du secteur privé.

Marcos Jank
directeur général de la société Brasil Foods (BRF), chargé des relations avec les Etats et les institutions internationales, Brésil

La réunion de l'OMC, à Bali, a été un succès car, après 12 ans d'inaction, nous sommes parvenus à un accord sur la facilitation des échanges, mais nous sommes très loin d'une résolution du problème global que représente une augmentation de 50 % de la population mondiale entre 2000 and 2050, la migration de plus d'un milliard de personnes vers des zones urbaines, notamment en Afrique et en Asie, ainsi qu'un changement des habitudes alimentaires vers les protéines animales. L'OMC ne traite pas, par exemple, de l'accès au marché, qui pourrait bénéficier de plus de concurrence et de technologie. Une partie des négociateurs de Bali ne s'intéressaient pas à l'OMC mais attendaient Singapour pour les négociations sur le Partenariat transpacifique entre 12 pays, dirigées par les États-Unis et d'autres pays. Dans la politique agricole, les stocks, libérés de façon imprévisible, vont sur les marchés internationaux, et à terme ils agissent comme des subventions à l'export, ce qui n'est pas la meilleure politique. Les bonnes politiques sont à mes yeux associées aux droits de propriété des terres – qui sont extrêmement importants dans de nombreux pays – à la technologie, à la productivité, aux gains d'échelle et à l'intégration dans les chaînes alimentaires. Le Brésil est l'un de ces pays fortement protégé qui, avec la déréglementation du marché, est devenu compétitif. Ce pays et l'Afrique doivent coopérer davantage en termes de politiques agricoles adéquates.

3. Sécurité alimentaire

Mahama Zoungrana
ministre de l'Agriculture et de la
Sécurite alimentaire du Burkina Faso

Au Burkina Faso, l'agriculture représente 30 à 35 % du PIB et occupe 86 % de la population active, et la pauvreté touche 44 % de la population. Parmi les causes de l'insécurité alimentaire on peut citer : les aléas climatiques, les mauvaises techniques de récolte, mais aussi les prédateurs. Il y a aussi le problème de l'accès géographique à l'alimentation, les questions d'infrastructures, routes, desserte, stockage, transport et faible accès à l'information. La faiblesse de l'éducation se traduit par un manque de diversité et de qualité de l'alimentation. La gouvernance de la sécurité alimentaire est assurée en partie par des organisations étatiques comme le Conseil national de la sécurité alimentaire, mais aussi par le secteur privé et les partenaires techniques. Et il y a aussi les autres outils comme les stocks de gestion de la sécurité alimentaire, qui permettent de faire face aux problèmes de sécurité alimentaire selon les années. Nous avons essayé au niveau national d'intégrer les principes régionaux, notamment le CAADP du NEPAD. Des défis demeurent. Il faut une maîtrise de l'eau ; conserver le peu d'eau qui tombe mais aussi utiliser des variétés agricoles adaptées non seulement aux inondations mais aussi aux sécheresses, et développer l'irrigation. Régler les questions de sécurité foncière pour permettre aux jeunes d'accéder à la terre. Régler les questions de transport, de désenclavement, et créer des systèmes d'information sur les marchés suffisamment transparents. Et aussi améliorer les capacités de stockage et les techniques post récolte.

Jane Karuku
président, Alliance for a Green Revo-
lution in Africa (AGRA)

Les agriculteurs africains produisent 70-80 % de la nourriture, et 80 % sont des femmes. L'agriculture représente entre 25 et 45 % du PNB des pays africains. Les gouvernements africains n'investissent pas suffisamment dans l'agriculture ; ils se sont engagés, il y a dix ans, à investir 10 % de leur budget national dans l'agriculture, mais en réalité, très peu d'entre eux le font. L'Afrique consomme seulement 6 % des engrais commercialisés. L'AGRA (Alliance pour une révolution verte en Afrique) s'implique dans différents domaines : recherche agricole, droit des semences, formation de producteurs de semences (nous avons permis la production de 70 000 tonnes de semences) et de réseaux d'agro-distributeurs ruraux, auxquels nous octroyons une aide financière initiale, un soutien commercial, des informations et parfois aussi une formation, pour promouvoir la gestion intégrée des sols et améliorer les rendements. Nous travaillons également à la réduction des pertes après la récolte, à l'accès au marché de manière durable, à l'accès à la finance, difficile parce que les femmes n'ont souvent pas accès aux droits de propriété. Nous travaillons avec les gouvernements africains pour obtenir des banques privées des capitaux à risques réduits. Nous contribuons à la formation de groupes d'exploitants agricoles pour renforcer leurs capacités de gestion, de négociation des prix des intrants et des fournitures, et même de vente sur le marché, et nous les aidons à participer à la fixation des prix, des normes de qualité attendue, la rédaction de contrats, etc.

Brent Habig
directeur régional pour l'Afrique
de l'Ouest et l'Afrique australe,
TechnoServe

Je travaille pour TechnoServe, une ONG internationale. Nous travaillons dans 30 pays en développement en Amérique latine, en Afrique et en Inde. Notre mission consiste à travailler avec des hommes et des femmes entreprenants dans le monde en développement pour créer des exploitations, des entreprises et des industries compétitives. Nous avons travaillé avec 570 000 fermiers et 1 500 entreprises. On les fait bénéficier d'accès à des marchés stables. Notre projet était d'inciter l'industrie des intrants, les distributeurs d'engrais, les entreprises locales ou les entreprises de protection des cultures à s'engager directement auprès des petits exploitants.. Notre rôle est , d'être impliqués dans la mise en place d'un système et, une fois qu'il fonctionne, de nous retirer pour faire en sorte que le système se poursuive sur une base commerciale. Un plus grand nombre de jeunes sont venus, ce qui a réellement changé la démographie des personnes engagées dans l'agriculture, car c'est désormais une activité intéressante comparable à d'autres métiers. Une opportunité majeure existe de créer un partenariat, de développer des solutions sur le terrain, très localement, qui puissent tirer profit d'investissements du secteur privé tout en travaillant en étroite coordination avec les pouvoirs publics pour améliorer les revenus, augmenter la production, alimenter l'offre et la demande, augmenter la qualité nutritionnelle et la résistance des ménages.

4. Finance

PRÉSIDENT :
Jean-Claude Trichet
ancien président de la BCE

La gouvernance globale signifie désormais la pleine implication de toutes les économies émergentes systémiques. Contrairement à ce que l'on peut entendre, l'euro n'a pas besoin d'être sauvé, il se porte plutôt bien, en fait. Le rapport euro/dollar est resté plus élevé que le niveau d'entrée au 1er janvier 1999. Les marchés, les investisseurs et les épargnants du monde entier ont par conséquent témoigné une pleine confiance dans l'euro, trop même puisque l'euro est trop fort. Depuis 2008, trois pays ont rejoint la zone euro. Le problème n'est donc pas de sauver l'euro mais il est de préserver l'intégrité de la zone euro. Les banques centrales sont désormais sur une voie très étroite entre inflation et déflation, entre l'effondrement du système financier, qui ne fonctionne toujours pas bien dans toutes les grandes économies avancées, et le financement des trésoreries, qui devient très impressionnant et potentiellement inflationniste, alors que l'effondrement du système financier serait potentiellement déflationniste. C'est pourquoi on fait référence à une voie très étroite. Si les pouvoirs publics, d'un côté, et le secteur privé, de l'autre, ne font pas leur travail, nous ouvrons la voie à une nouvelle catastrophe, ce qui justifie de rester plutôt calme pour l'heure.

John Lipsky
Distinguished Visiting Scholar, International Economics Program, The Paul H. Nitze School of Advanced International Studies

La première réaction à la crise financière a été la création du G20, dont 2 des principaux objectifs étaient : 1) rénover et réformer le système financier international ; 2) réformer les institutions financières internationales. Le point 1 comportait l'élaboration de nouvelles « règles » mais aussi la réforme du périmètre de régulation. La crise a mis en évidence une supervision insuffisante, le manque de mécanisme de résolution, le besoin d'une meilleure évaluation. Indéniablement, des progrès considérables ont été réalisés, en ce qui concerne, par exemple, l'adéquation des fonds propres, la limitation des opérations pour compte propre des banques, le risque d'illiquidité, les normes, les structures de rémunération, la normalisation des contrats dérivés, la création de chambres de compensation centrale pour échanger ces dérivés. Des réformes structurelles concernant les institutions financières ont été proposées – parfois validées, mais sont plutôt de nature nationale ou régionale et pas nécessairement cohérentes. La régulation du système bancaire dit de l'ombre et du secteur de l'assurance, est en cours. Mais l'effet de levier pour le système global se poursuit à un rythme soutenu sans que personne ne semble s'en occuper. La structure des entreprises qui financent le marché de l'immobilier américain n'a pas été clairement définie. Pour conclure, il y a eu de sérieux progrès mais de sérieuses questions attendent leur réponse.

Jeffry Frieden
professeur, université d'Harvard

Si nous devons tirer un enseignement des expériences passées, c'est qu'il y a certains problèmes qui sont de nature transfrontalière. [...] ce qui a été fait ne concerne pas les problèmes transfrontaliers générés par les marchés financiers globaux or, comme nous le savons, la contagion, la panique et le prêt procyclique revêtent clairement une importance transfrontalière et imposent manifestement des externalités transfrontalières aux autres pays. [...] Les autorités de réglementation nationale peuvent très peu agir sur les implications transfrontalières de ce type de cycle, ce qui suggère que l'on a besoin de plus que d'une simple harmonisation. Je suggère que l'on a besoin de quelque chose qui pourrait s'appeler gouvernance, c'est-à-dire de quelque chose qui soit au-dessus de l'État-nation, pour une tentative soit de coopération entre les autorités nationales soit de création d'une entité supranationale qui pourrait s'efforcer d'encadrer quelques-unes des externalités transfrontalières. [...] Il me semble par conséquent que, si nous voulons essayer d'éviter la globalisation de certaines de ces difficultés financières, nous devons nous y préparer très à l'avance, et non pas attendre que leur importation transfrontalière se soit épanouie et y réagir après coup. L'expérience des 15 à 20 dernières années montre que les externalités transfrontalières, les conséquences internationales des marchés financiers globaux, sont extrêmement importantes et n'ont pour l'heure pas été suffisamment prises en compte par les autorités de réglementation ou les pouvoirs publics nationaux.

4. Finance

Benoît Cœuré
membre du directoire de la BCE

Près de 80 % de l'économie de la zone euro est financée par les banques. Nous avons besoin d'une union bancaire pour que le secteur bancaire finance l'économie et répercute les impulsions de la politique monétaire de manière utile pour l'économie. Ce qui n'a pas été le cas pendant la crise. La crise financière en Europe a été favorisée par le fait que les banques étaient supervisées et soutenues à un niveau national uniquement, ce qui transformait les risques du secteur bancaire en passifs des pouvoirs publics locaux. Pour éviter une nouvelle crise, nous avons besoin d'un mécanisme de supervision unique et d'un mécanisme de résolution unique. Nous avons déjà une loi européenne qui affecte à la BCE la fonction d'organe de supervision unique pour toutes les banques de la zone euro. Cette nouvelle institution évaluera les risques de financement, qui sont très importants, la qualité des actifs, et par ailleurs, un test de résistance sera coordonné par l'Autorité bancaire européenne. Le résultat principal sera de mener à des définitions, des méthodes et des règles communes qui aideront les banques à réorganiser leur bilan, à connaitre les prix de leurs actifs et à dégager de quoi accorder de nouveaux prêts à l'économie. Le grand défi sera d'articuler utilement la supervision macroprudentielle par la BCE et les procédures de déséquilibres macro-économiques telles que menées par la Commission, ce qui représente l'élément clé de la nouvelle gouvernance européenne.

Marek Belka
président de la Banque nationale de Pologne

À l'inverse des grands pays européens, 65 % du secteur bancaire polonais est détenu par l'étranger ou géré internationalement. Image du secteur bancaire européen tel qu'il sera après la création d'une union bancaire. En réaction à la crise, la première idée instinctive a été d'envisager une sorte d'union fiscale. Personne n'était emballé. Et l'idée d'une union bancaire a alors gagné du terrain. En Pologne, une union bancaire apparaît comme une option de second choix, mais justifiée en raison du rôle des banques dans le secteur financier européen. Quels sont les résultats attendus de l'Union bancaire ? Le principal objectif est de couper le lien avec la banque souveraine. Sa fonction est d'éviter des crises futures et de construire une union économique et monétaire européenne. Si une réelle Union bancaire doit exister, les banques devront être européennes, pas nationales, et ce n'est pas chose facile. Elles doivent réduire leur exposition à la dette souveraine. Mais le risque procyclique augmente. Par conséquent, une telle situation présente des avantages et des inconvénients. Enfin, l'union bancaire figerait la domination défaillante du secteur financier par les banques.

Jacob Frenkel
président de JPMorgan Chase International et président du conseil du Groupe des Trente (G-30)

Pendant la crise, les déficits budgétaires et la dette publique étaient très élevés, les politiques fiscales étaient déjà surexploitées et comme les taux d'intérêt étaient proches de zéro, il était impossible de les réduire davantage. Ces circonstances ont donc nécessité l'adoption de mesures non conventionnelles, mais temporaires, consistant essentiellement en différents assouplissements qualitatifs et quantitatifs, d'une ampleur sans précédent, destinés à fournir des liquidités au système bancaire. Ainsi, le bilan de la Réserve fédérale calibré à 100 en juin 2007 est à 450 en décembre 2013 (3,9 trillions de dollars). Toutes les banques centrales ont adopté des modes expansionnaires similaires. Aujourd'hui, le bilan de la BCE n'est que de 190 pace que les banques ont remboursé une partie des emprunts. Pour l'aspect qualitatif, en 2007, 95 % des actifs du bilan de la Réserve fédérale étaient des obligations du Trésor à court terme. En juin 2010, 60 % des actifs étaient des titres hypothécaires et 33% des bons du Trésor. En décembre 2013, la part des bons du Trésor est remontée à 50 % et celle des titres hypothécaires a chuté à 40 %. Pour la BCE, les opérations de refinancement à long terme ont augmenté jusqu'à 95 % de son bilan. Une fois que la Fed diminuera ses politiques expansionnaires, les conséquences se feront sentir dans le monde entier. L'une des conséquences de la crise est la reconnaissance que la solidité du système bancaire est un composant critique du système économique et que la supervision des banques joue un rôle central dans cette solidité.

Il SaKong
président de l'Institute for Global Economics ; ancien ministre des Finances de la République de Corée

[...] dans la mise en place de réformes financières au niveau international, le facteur essentiel a été l'implication des dirigeants politiques nationaux. [...] il reste beaucoup à faire, en particulier dans la coopération des politiques financières et la construction institutionnelle transfrontalières,[...]. je souhaiterais que le CSF soit renforcé dans sa structure et sa gouvernance propre, ainsi que dans ses relations avec les autres institutions multilatérales [...] L'objectif du G20, qui est de promouvoir une croissance forte, durable et équilibrée, ne peut être atteint qu'en corrigeant les déséquilibres mondiaux à la fois dans le secteur réel et le secteur financier. Cela nécessite l'élargissement du PEM (processus d'évaluation mutuelle du G20) pour inclure l'analyse des secteurs financiers à l'analyse de l'économie réelle. Dans cette optique, les actions imminentes de la Banque fédérale américaine sur les assouplissements quantitatifs devraient être portées devant le G20, et en particulier, être évaluées par le PEM du G20. Il va sans dire que c'est là un problème d'économie nationale américaine, mais les retombées seront suffisamment sérieuses pour qu'une discussion au niveau du G20 soit nécessaire.

DÉJEUNERS & DÎNERS DÉBATS

Accès à l'intégralité du débat en vidéo

Herman Van Rompuy
président du Conseil européen

[...] Dans ce nouveau monde, l'économie joue un rôle dominant – encore plus grand que celui que la force militaire peut avoir. Les leçons que nous pouvons tirer d'une décennie de présence militaire en Irak ou en Afghanistan, ou du peu de support des peuples pour une intervention armée en Syrie par exemple, semblent confirmer ce point. [...] L'Union fonctionne grâce à la négociation et aux compromis. [...] Nous savons ce que signifie tourner la page, oublier le passé. [...] La raison pour laquelle nous persévérons et continuerons de persévérer, c'est que nous savons que la valeur ajoutée de notre poids total est énorme. Cela prend peut être plus de temps, mais presqu'à chaque fois, nous réussissons à trouver des positions communes, de nouvelles façons d'adapter nos ressources et de nous partager le travail pour être plus efficaces. Bien sûr, nous pouvons faire mieux. Et nos discussions à 28 se déroulent pour la majeure partie en public, ce qui peut être perturbant pour les observateurs extérieurs. Mais nous avons vraiment fait des progrès substantiels. Tout par ondulation. Rien par choc. Parce que, quand tout est dit, dans un monde de 6 milliards d'hommes et de femmes, on ne peut plus faire le poids avec une population de 50, 60 ou 80 millions. Même avec une économie pesant trois fois plus que notre population. Alors ne perdez pas espoir en la politique étrangère de l'Europe. Sur beaucoup d'aspects, nous n'en sommes qu'à nos débuts. [...]

Accès à l'intégralité du débat en vidéo

Le futur de la diplomatie

Hubert Védrine
ancien ministre des Affaires étrangères français

[...] Pour moi, les vrais problèmes de la diplomatie de demain et d'après-demain, c'est : comment est-ce qu'on peut mener des diplomaties dans une époque qui idolâtre la transparence ? Dans une époque qui est marquée par l'urgence ? Dans des sociétés qui ont perdu le sens du temps long, et donc une vision historique ? Et avec un nombre extraordinaire d'intervenants, pas seulement publics ? L'essentiel de la diplomatie au sens premier du terme c'est la négociation, et pas la promotion économique au sens actuel de la « diplomatie économique ». La négociation se fait avec des dizaines et jusqu'à 150 à 200 interlocuteurs. C'est un grouillement d'intervenants en dehors de la sphère publique. Ça, c'est le cœur du sujet et ça pose un vrai problème pour l'avenir de la diplomatie. [...] Sur le secret, le problème c'est l'absence de secret instantané. [...] il faut une sorte de sursaut, presque philosophique, de civilisation et assumer qu' « il y a dans certains cas des durées, ou des conditions de secret, qui se justifient ». Certaines professions doivent l'assumer contre l'esprit du temps, y compris la profession diplomatique. [...]

Carl Bildt
Ministre suédois des Affaires étrangères ;
ancien Premier ministre suédois

[...] Je dirais que l'avènement des technologies dont nous avons discuté, ainsi que la diplomatie publique et les médias sociaux ont changé la donne de deux manières. Premièrement, nous sommes à même de sentir le pouls du monde bien plus rapidement et beaucoup plus distinctement. On évoquait naguère « l'effet CNN » – vous voyez une crise sur CNN et vous devez y réagir. Maintenant, je peux suivre en ligne ce qui se passe sur la place Maidan de Kiev sur mon compte Twitter et observer les manifestations à l'université du Caire ou suivre le fil Twitter des Talibans sur ce qu'ils pensent avoir fait exploser. Ajoutez à cela le *big data*, et vous prenez réellement le pouls de la planète. Deuxièmement, je peux diffuser mes messages à l'infini. Nombre de biais différents s'offrent à moi. Mon compte Twitter n'est pas si important mais je peux diffuser instantanément mes opinions à 0,25 million de personnes d'un simple clic sur mon iPhone ou mon iPad. Est-ce que cela change le monde ? Non. Est-ce que cela a une influence sur certains ? Oui. Est-ce que cela change la manière de mener la diplomatie de politique étrangère ? Assurément. [...]

Accès à l'intégralité du débat en vidéo

Pauline Marois
Premier ministre du Québec

En Amérique du Nord, le Québec a affirmé son identité francophone grâce à un esprit d'innovation. Le modèle de gouvernance québécois s'appuie sur deux piliers : une économie de marché dynamique et créative et une politique active de solidarité centrée sur la famille. Par exemple, l'aéronautique et l'économie sociale sont deux éléments complémentaires d'une assise économique par ailleurs fortement diversifiée. La nouvelle politique économique du gouvernement du Québec a pour finalité de favoriser l'essor de secteurs d'avenir; la *Stratégie d'électrification des transports* en est une des pièces maîtresses. Enfin, il est nécessaire à l'atteinte de son plein développement que le Québec fasse entendre sa voix singulière sur les enjeux internationaux qui le concernent; c'est pourquoi il est un ardent partisan de l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne et suit de près les négociations sur les changements climatiques.

DÎNER DE GALA & NETWORKING

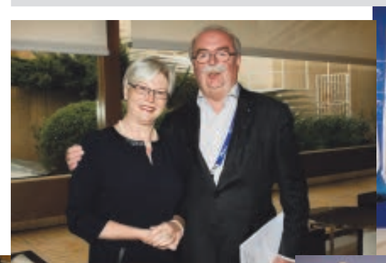
Laurent Fabius

ministre français des Affaires étrangères

En 2014, le monde sera confronté à un certain nombre de défis. Certains sont liés à la situation dans une série de pays : la Libye, la Syrie, l'Iran, la question israélo-palestinienne notamment. D'autres à des enjeux globaux comme les dérèglements climatiques. L'attitude de quelques grands acteurs sera déterminante pour y répondre : les États-Unis, qui hésitent sur leur rôle, la Chine et la Russie qui s'affirment, l'Union européenne. La France pour sa part mettra en œuvre une politique étrangère fondée sur quatre priorités : la paix, la planète, l'Europe, le redressement.

Accès à l'intégralité du discours en vidéo

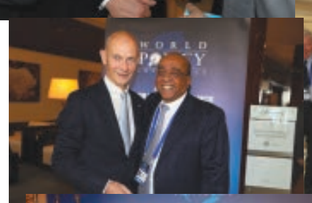
GLOBAL GOVERNANCE
EFG

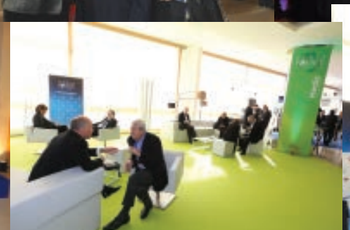


GLOBAL GOVERNANCE

GLOBAL GOVERNANCE

Library





Accès à Twitter
@TheWPC2012

"Félicitations ! Votre conférence WPC fait les manchettes ici aux USA avec les déclarations du Prince Turki. Un article à la Une du *Wall Street Journal* ce matin. Désolé d'avoir manqué la conférence cette année.

Edward P. Djerejian

"Une des meilleures conférences auxquelles j'ai participé. Et merci de m'y avoir invité.

Fareed Yasseen

"Laissez-moi vous remercier sincèrement de m'avoir invité à cette conférence. J'ai trouvé les discussions très intéressantes et je vous félicite d'avoir organisé une conférence réunissant des interlocuteurs aussi exceptionnels.

Tobby Simon

"Je ne peux que saluer l'organisation de l'événement ainsi que le panel remarquable de personnalités éminentes que vous êtes parvenu à réunir dans ce cadre amical et sans tabou. Tisser des liens entre les générations est presque aussi important que tisser des liens entre les pays et la WPC participe à la réussite sur les deux tableaux ; je leur souhaite donc une longue vie et espère avoir le plaisir de continuer à participer à cet admirable événement pour ses prochaines et nombreuses éditions !

Xavier Ploquin

"Cette conférence a été parmi les plus stimulantes et les mieux organisées auxquelles j'ai assisté depuis de nombreuses années. Compliments pour organiser une manifestation mondiale aussi importante et merci pour l'efficacité de tous les arrangements.

Christian Thimann

"Je vous remercie encore une fois pour cette excellente 6e World Policy Conference. Le choix des orateurs et des participants était excellent, les sujets tous pertinents et dans certains cas, d'anticipation.

Sean Cleary

"Votre conférence a été un triomphe ! J'ai beaucoup apprécié l'invitation. J'ai trouvé la qualité des intervenants et des participants exceptionnelle. Ces deux jours ont été stimulants et captivants et en outre, parfaitement organisés.

James Wolfensohn

"J'ai été très heureux de participer à la 6e édition de la WPC. Je peux affirmer que cette édition a enregistré un succès total, tant au niveau de la qualité des interventions et des débats qu'au niveau de l'organisation. La WPC devient un événement marquant dans la réflexion sur l'état du monde.

Mohamed Kabbaj

"Toutes les sessions de la conférence auxquelles j'ai assisté étaient de grande valeur et, en dehors de ces sessions, j'ai trouvé les rencontres et les discussions personnelles des plus instructives.

Lord Mance

"Je vous remercie de m'avoir invité à participer à la World Policy Conference. Ces deux jours ont été une expérience vraiment merveilleuse. J'ai beaucoup apprécié l'occasion qui m'a été donnée de présenter le KAICIID lors de cette conférence.

Faisal Bin Muaammar

"J'ai trouvé cette édition encore meilleure que la dernière. J'en ai tiré un grand profit. Bien sûr, les évènements à venir vont jouer un rôle décisif pour l'agenda de la prochaine conférence, mais je trouve le sujet des «conséquences géopolitiques des conflits entre religions» particulièrement important pour l'avenir. Un autre sujet que j'ai trouvé assez passionnant pour être repris c'est les «conséquences du vieillissement», qui vont avoir également des implications géopolitiques importants (Chine, Japon, Europe, Russie, USA, Brazil etc).

Karl Kaiser

"Je vous remercie de m'avoir invité à la remarquable World Policy Conference de la semaine dernière. C'était un riche débat entre des personnes responsables et qui peuvent faire une différence. Lorsque vous développerez vos plans pour créer un club regroupant les participants de la WPC, je serais très heureux d'y participer et d'envisager les moyens qui permettraient à nos nombreuses relations dans le monde de contribuer à votre projet.

Gary Litman

"Permettez-moi de répondre que j'ai assisté à quatre de ces conférences et que celle-ci est à mon avis non seulement la meilleure en termes de contenu et de présentation mais également d'un niveau très élevé. Je suis certain que vous avez dû déployer tous les efforts imaginables pour aboutir à ce succès et vous méritez d'en être félicités.

Hugh Morgan

"Je crois que tout le monde est d'accord pour dire que le niveau s'élève chaque année et que le niveau de cette conférence était particulièrement bon. L'opinion est assez générale. Je pense que cela est dû à la qualité des participants que nous sélectionnons très soigneusement. Je crois aussi que nous avons sélectionné les sujets abordés avec grand soin.

Thierry De Montbrial

"Félicitations pour le succès de la World Policy Conference à Monaco ! Je vous suis très reconnaissant de m'avoir inclus dans cet important événement. J'ai participé à de nombreuses conférences internationales tout au long de ma vie et celle-ci a été l'une des meilleures. Le lieu était splendide, les sujets pertinents, les orateurs remarquables et les discussions animées et profondes. L'organisation était parfaite, une réussite rare pour une conférence de ce type.

John E. Reilly

"Cette conférence présente une grande diversité. Nous avons commencé par une session économique sur l'état du monde et sur les défis posés. Puis nous sommes passés à des sessions géopolitiques relatives au Moyen-Orient. Nous avons ensuite abordé le cyberespace. En d'autres termes, il ne s'agit pas d'une conférence limitée mais d'une conférence sur le monde et sur sa politique. C'est tout à fait approprié car aujourd'hui il n'existe pas de politique étrangère sans politique économique et pas de politique économique sans relations internationales. Comme les organisateurs l'ont reconnu, il est approprié que cette conférence rassemble des gens issus de divers systèmes politiques et professionnels et qui parlent différentes langues. Nous sommes en effet tous dans le même bateau.

Jacob Frenkel

Abbad El Andaloussi, Zineb
Gérant à la Banque Rothschild, France. Membre du conseil d'administration de l'Institut de prospective économique du monde méditerranéen (IPEMED).

Abdelatif, Soumeya
Médecin algérienne. Première Vice-présidente chargée du dialogue Nord-Sud pour les pays arabes et la Méditerranée à l'Institut Robert Schuman pour l'Europe. Membre fondatrice de la Maison de l'Europe d'Alsace.

Abiteboul, Jean
Président de Cheniere Supply & Marketing, filiale à 100% de Cheniere Energy, Inc. Ancien vice-président exécutif de l'approvisionnement, du trading et du marketing chez Gaz de France (désormais GDF Suez).

Ahani, Ali
Ambassadeur de la République islamique d'Iran en France depuis 2012. Précédemment, il était vice-ministre des Affaires Etrangères, chargé d'Europe et d'Amérique (2011-2012) et vice-ministre des Affaires Etrangères, chargé d'Europe (2009-2011).

Ahmed, Masood
Directeur du département Moyen-Orient et Asie Centrale du FMI depuis novembre 2008. Ancien Directeur du Département des Relations Extérieures du FMI.

Aicardi de Saint-Paul, Marc
Consul honoraire du Burkina Faso à Nice (France). Journaliste et écrivain, auteur de nombreux livres sur l'Afrique dont De la Haute Volta au Burkina Faso : Tradition et modernité au Pays des Hommes intègres (éd. Albatros, Paris, 1993).

Son Altesse Royale le Prince Turki Al-Faisal
Il a été Ambassadeur du Royaume d'Arabie Saoudite aux Etats-Unis d'Amérique du 13 Septembre 2005 au 2 Février 2007. Il est l'un des fondateurs de la Fondation du Roi Fayçal et le Président du Centre du Roi Fayçal pour la recherche et les études islamiques à Riyad.

Alhajeri, Manaf
PDG du Kuwait Financial Center, plus connu sous le nom de Markaz. Ancien directeur adjoint dans le département d'investissements au Fonds Koweitien pour le Développement Économique Arabe.

Allard, Patrick
Consultant auprès de la direction de la Prospective au ministère français des Affaires étrangères. Ancien conseiller pour les questions économiques et financières internationales au Centre d'analyse et de prévision puis à la direction de la prospective.

Allavena, Jean-Charles
Président de la Commission des relations extérieures, Conseil national de Monaco. Il est membre de plusieurs commissions : Finance et Economie nationale, Education et Jeunesse, Logement.

Allavena, Jean-Luc
Président du conseil d'administration de la French-American Foundation- France et associé de Apollo Management. Il est Président d'honneur de la Fondation HEC et de l'Association des Diplômés d'HEC.

Almunia, Joaquín
Membre de la Commission européenne chargé de la concurrence. Ancien membre de la Commission chargé des affaires économiques et monétaires, ministre de la fonction publique, ministre de l'emploi et de la sécurité sociale, député au parlement espagnol.

Al-Shatti, Abdulmajeed
Ancien Président du conseil d'administration et directeur général de la Commercial Bank of Kuwait. Ancien Président du conseil d'administration de la Kuwait Banking Association.

Arima, Jun
Conseiller spécial, affaires environnementales mondiales, ministère de l'Economie, du Commerce et de l'Industrie du Japon (METI) et directeur général, Organisation Japonaise du Commerce Extérieur, Londres.

Avital, David
Président de MTP Investment Group. Entrepreneur, capital-risqueur et philanthrope à l'origine de grandes réussites dans l'immobilier, les parkings, la biotechnologie et autres domaines.

Babacan, Ali
Vice-Premier ministre aux affaires économiques et financières de la République de Turquie depuis 2009. Il est également membre du Conseil de sécurité nationale. Il a été ministre des Affaires étrangères (2007-2009).

Barrault, François
Président et fondateur de FDB Partners, société d'investissement et de conseil dans les TMT, l'énergie renouvelable et l'édition. Ancien PDG de British Telecom Global Services et de Lucent EMEA.

Barré, Nicolas
Directeur délégué de la rédaction des Echos depuis 2008. Il a été directeur délégué de la rédaction du Figaro (2005-2008).

Sa Sainteté le Patriarche Œcuménique Bartholomée 1er
Élu en 1991 Archevêque de Constantinople et Nouvelle Rome et Patriarche Œcuménique. Il travaille à la réconciliation avec les Églises Catholique et Anglicane, ainsi qu'avec d'autres confessions.

Belka, Marek
Président de la Banque nationale de Pologne. Ancien Premier ministre polonais, vice-Premier ministre et ministre des Finances, secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe des Nations Unies et directeur du département Europe au FMI.

Bensemhoun, Arié
Directeur exécutif du European Leadership Network (ELNET), organisation européenne indépendante qui œuvre au renforcement des relations bilatérales entre l'Europe et Israël. Membre du Bureau exécutif du Crif.

Bildt, Carl
Ministre des Affaires étrangères de Suède depuis 2006. Ancien Premier ministre. Il a également été membre du Parlement suédois, envoyé spécial du secrétaire général de l'ONU dans les Balkans et envoyé spécial de l'Union européenne en Bosnie-Herzégovine.

Biloa, Marie-Roger
Présidente de l'Africa International Media Group. Depuis 1991, elle dirige « Africa International », magazine panafricain créé en 1958 à Dakar au Sénégal. Elle est journaliste de profession.

Bin Muuammar, Faisal
Secrétaire général du KAICIID Dialogue Centre de Vienne depuis 2012. Il a été vice-ministre de l'Education du Royaume d'Arabie Saoudite et conseiller à la cour royale du Prince héritier Abdullah bin Abdulaziz Al Saud.

Bönning, Matthias
Directeur général adjoint et directeur de la recherche, Oekom Research AG. Ancien analyste chez Oekom Research AG et membre du conseil d'administration.

Bouabid, Othman
Ministère de l'Intérieur du Royaume du Maroc. Il a été chef de cabinet du ministre de l'intérieur, chargé de mission au cabinet du ministre de l'intérieur et administrateur à l'administration centrale du ministère de l'intérieur.

Bouvier, Nicolas
Directeur exécutif, EMEA et directeur général du bureau de Paris, APCO Worldwide.

Bréchot, Christian
Directeur général de l'Institut Pasteur. Depuis 2008, il était vice-président de l'Institut Mérieux en charge des affaires médicales et scientifiques. Il a été directeur général de l'Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale (Inserm).

Breyer, Stephen
Juge membre de la Cour suprême des États-Unis depuis 1994. Il a notamment été conseiller juridique du procureur dans l'affaire du Watergate, juge à la Cour d'appel des Etats-Unis pour le premier circuit, et professeur de droit à l'Université d'Harvard.

Bujon de l'Estang, François
Président de FBE International Consultants. Ancien International Adviser chez Citigroup Global Markets Limited, membre du European Advisory Board de Citi, président de Citigroup France. Ancien ambassadeur de France aux États-Unis et au Canada.

Caillé, André
Administrateur de sociétés, membre du conseil d'administration de la Banque Nationale du Canada. Ancien chancelier de l'université de Montréal, président du Conseil mondial de l'énergie, sous-ministre de l'Environnement du Québec et PDG d'Hydro-Québec.

Cannon, Lawrence
Ambassadeur du Canada en France et à Monaco depuis 2012. Auparavant, il a été un membre influent du Cabinet de monsieur Harper, ayant servi comme ministre des Affaires étrangères (2008-2011).

Carfantan, Jean-Yves
Consultant senior, il dirige AgroBrasConsult, une société de conseil brésilienne à São Paulo et Rio de Janeiro. Membre du comité directeur du Global Food Security Forum (GFSF).

Castries, Henri (de)
Chairman & CEO of AXA depuis avril 2010. Il est administrateur de l'Association pour l'aide aux jeunes infirmes et président d'AXA Atout Coeur, le programme de bénévolat social des collaborateurs d'AXA.

Catsiapis, George S.
Directeur General d'EFG Bank (Monaco), fonction qu'il occupe depuis janvier 1994. Il a par ailleurs rempli les positions de directeur de la Gestion des actifs d'EFG S.A. au Luxembourg et de membre du Comité consultatif d'EFG Bank.

Chabannes, François
Co-président de la Fondation Alcen pour la Connaissance des Énergies. Président de Technochabs. Ancien délégué général du CIDEF.

Chalmin, Philippe
Professeur d'histoire économique et directeur du Master affaires internationales à l'université Paris-Dauphine. Président fondateur de CyclOpe, le principal institut de recherche européen sur les marchés des matières premières.

Chang, Dae-Whan
Chairman et Publisher de Maekyung Media Group. Président du Maeil Business Newspaper et du Maeil Broadcasting Network. Ancien Premier ministre intérimaire de la République de Corée. Créateur et président exécutif du World Knowledge Forum.

Charlin, Bruno
Group Investment Chief Operating Officer, AXA. En 2010, il a été nommé Group Investment Chief Operating Officer chargé des ALM du Groupe du suivi des investissements.

Chriqui, Philippe
Consultant et analyste politique, directeur du site expression-publique.com. Il a été directeur des études politiques de l'IFOP.

Christory, Pascal
Directeur des Investissements d'AXA France. Ancien responsable mondial des équipes d'allocations d'actifs, de gestion de dérivés et de gestion quantitative dans le pôle Multi Asset Client Solutions d'AXA IM.

Cleary, Seán
Vice-président de la Future World Foundation et président de Strategic Concepts (Pty) Ltd. Conseiller stratégique du Président du World Economic Forum, membre du conseil d'administration de l'International Foundation of Electoral Systems (IFES).

Coeuré, Benoît
Membre du directoire de la Banque centrale européenne. Ancien directeur général adjoint du Trésor et économiste en chef du ministère de l'économie et des finances, sous-sherpa pour la France au G8 et au G20 et co-président du Club de Paris.

Cohen, Lanny
Global Chief Technology Officer, Capgemini et Country Board Chairman pour l'Amérique du Nord.

Collomb, Bertrand
Président d'honneur de Lafarge, administrateur de Total, ATCO et DuPont et président de l'IHEST (Institut des Hautes études pour la Science et la Technologie). Membre de l'Académie des Sciences Morales et Politiques. Ancien Chairman & CEO of Lafarge.

Cooper, Richard
Professeur d'économie internationale titulaire de la chaire Maurits C. Boas à l'université d'Harvard. Ancien président du National Intelligence Council et de la réserve fédérale de Boston, Sous-secrétaire d'État aux affaires économiques au Département d'État américain.

Corlatean, Titus
Ministre des Affaires étrangères de Roumanie depuis 2012. Ancien ministre de la Justice, sénateur et président de la Commission pour la politique étrangère du Sénat roumain.

Cozon, Stanislas
Directeur général en charge des secteurs globaux de Capgemini. Il a débuté sa carrière à l'Inspection Générale des Finances.

Daianu, Daniel
Professeur d'économie à l'Ecole Nationale d'Etudes Politiques et Administratives, Bucarest et Premier vice-président de l'Autorité de Supervision Financière Roumaine.

Dammann, Reinhard
Avocat à la cour, associé, Clifford Chance Europe LLP, membre de l'International Insolvency Institute (III), d'Insol Europe et du comité français de droit international privé. Ancien associé de White & Case.

Dassa, François
Chef du Département Prospective Globale et Relations Internationales, à la Direction Stratégie et Prospective d'EDF. Il a été directeur du Pôle Relations Internationales.

Dassas, Pierre
Président du European Leadership Network (Elnet) France. Il est aussi président de la fondation Africa Alive (Genève) et de Dassas & Co (Paris) et directeur de création des centres de Paris, New York et Moscou.

David, Dominique
Directeur exécutif de l'Ifri et rédacteur en chef de Politique étrangère. Ancien directeur du département des études de sécurité de l'Ifri, directeur adjoint de l'Institut français de polémologie, secrétaire général de la Fondation pour les études de défense nationale (FEDN).

Dejammet, Alain
Ambassadeur de France et président du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica. Ancien ambassadeur de France en Egypte, auprès des Nations Unies, puis près le Saint-Siège et vice-président du Conseil d'administration de l'Institut du Monde Arabe.

Delapalme, Nathalie
Directeur de la recherche et des politiques publiques, Fondation Mo Ibrahim. Ancienne inspectrice générale à l'Inspection générale des finances, conseillère sur les questions liées à l'Afrique, au développement et à l'aide d'urgence, ministère français des Affaires étrangères.

Delbos, Robert
Conseiller de l'India Trade Centre for Oil & Gas. Il a occupé différents postes chez Gaz de France pendant vingt ans dont celui de Responsable du département financier.

Delgado, Christopher
Chercheur, World Resources Institute. Précédemment, il était conseiller pour les stratégies politiques et rurales au sein du département Agriculture et Développement rural.

Delmas-Marty, Mireille
Membre de l'Institut et professeur honoraire au Collège de France (Chaire d'Etudes juridiques comparatives et internationalisation du droit). Elle a publié de nombreux ouvrages sur le droit pénal, le droit des droits de l'homme et la mondialisation du droit ;

Dervis, Kemal
Vice-président de la Brookings Institution responsable de l'économie mondiale et conseiller à l'université Sabanci. Ancien ministre des Affaires économiques de Turquie, directeur du PNUD, membre du Parlement turc et vice-président à la Banque mondiale.

Desazars de Montgailhard, Jean
Directeur général adjoint (stratégie & développement) et membre du Comité Exécutif de Lafarge. Directeur de Coe-Rexecode.

Dickey, Christopher
Chef du bureau parisien et rédacteur-en-chef Moyen-Orient, The Daily Beast. Membre du Council on Foreign Relations. Il a écrit pour Foreign Affairs, Foreign Policy et Washington Post.

Dologuele, Anicet
Ancien Premier ministre de la République centrafricaine et ancien président de la Banque de développement des États de l'Afrique centrale (BDEAC). He also served as Minister of Finance during Michel Gbezera-Bria's mandate.

Douaidy, Mounir
Directeur général et financier de Solidere, Société libanaise pour le développement et la reconstruction du centre-ville de Beyrouth. Membre du conseil d'administration de Beirut Waterfront Development.

Drouin, François
Président du conseil d'administration d'Autoroutes et Tunnel du Mont Blanc et de la Société Française du Tunnel Routier du Fréjus, Vice-Président de la BPI, Président de ETI FINANCE. Ancien PDG d'OSEO.

Duteil, Mireille
Rédactrice en chef adjointe, Le Point. Elle intervient régulièrement sur RFI, Radio-Orient et France 24. Elle a été Grand reporter à Jeune Afrique puis Demain l'Afrique.

El Solh, Mustapha
Président depuis 2009 de l'Association des Consuls honoraires de Monaco - l'A.C.H.M. Il est aussi PDG de M1 Real Estate, PDG de la société Façonnable et directeur exécutif de M1 Group.

Erdogan Barim, Deniz
Consul général de la République de Turquie à Marseille depuis 2012. Elle a occupé différents postes au sein des représentations diplomatiques de la Turquie à l'étranger.

Erlanger, Steven
Directeur du bureau londonien du New York Times. Ancien directeur du bureau parisien du New York Times. Il a partagé le prix Pulitzer du reportage d'investigation pour une série sur Al-Quaida et le terrorisme mondial en 2002.

Eymond-Laritaz, Thomas
Senior Advisor chez APCO Worldwide, au bureau de Londres. Ancien conseiller du Président géorgien Mikheil Sakkashvili et du Premier ministre bulgare Simeon Saxe-Cobourg.

Fabius, Laurent
Ministre français des Affaires étrangères. Il a occupé de nombreux postes ministériels, dont ceux de ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, ministre du Budget, ministre de l'Industrie et de la Recherche et Premier Ministre.

Flavio, Dominique
PDG de Dynagrow, société spécialisée dans l'agriculture équitable dans les pays à faible indice de développement.

Frasca, Giorgio
Conseiller, Mediobanca et administrateur de la Compagnie des Alpes. Il a été PDG de FIAT France, Senior Executive Vice President de FIAT Group et Vice Chairman de Lazard International.

Frenkel, Jacob
Président de JPMorgan Chase International et président du conseil d'administration du Groupe des Trente (G-30). Ancien gouverneur de la Banque d'Israël.

Frieden, Jeffry
Professeur au département du gouvernement de l'université d'Harvard, spécialiste des politiques en matière de relations monétaires et financières internationales. Auteur avec Menzie Chinn de Lost Decades: The Making of America's Debt Crisis and the Long Recovery.

Fullilove, Michael
Directeur exécutif du Lowy Institute for International Policy. Il a également travaillé comme chercheur invité à la Brookings Institution à Washington, DC, conseiller du Premier ministre australien Paul Keating et avocat.

Gascón, Lorenzo
Académicien et vice-président de l'Académie royale des sciences économiques et financières d'Espagne. Il est par ailleurs président honoraire de la Ligue européenne de coopération économique et Membre du Conseil de la Fondation Jean Monnet pour l´Europe, Lausanne.

Geoană, Mircea
Sénateur et ancien ministre des Affaires étrangères de Roumanie (2000-2004). Il est président d'Aspen Institute Romania depuis 2006. Il a été président du Sénat roumain (2008-2011).

Germay, Nicolas (de)
PDG et fondateur de la société d'investissement Alandia. Il a publié un ouvrage sur la mondialisation intitulé Mondialisation, un autre regard en juin 2010.

Gil-Aluja, Jaime
Président de l'Académie royale de sciences économiques et financières d'Espagne, titulaire de la chaire d'économie financière et professeur émérite de l'université Rovira i Virgili, Espagne.

Girard, Renaud
Grand reporter au journal Le Figaro. Il a couvert les grandes crises politiques et les conflits armés de la planète depuis trente ans. Expert en géopolitique, il a écrit plusieurs ouvrages sur le Moyen-Orient et anime régulièrement des conférences internationales.

Gomart, Thomas
Directeur du développement stratégique et directeur du centre Russie/NEI de l'Ifri. Chercheur Lavoisier à l'Institut d'Etat des relations internationales de Moscou, (Université MGIMO, Moscou), chercheur invité à l'Institut d'études de sécurité (Union européenne, Paris).

Gourrut, Jean-Claude
Président et administrateur d'EFG Bank (Monaco) depuis 2008. Il a été directeur du Crédit Lyonnais et administrateur délégué du CL Private Banking à Monaco.

Graeff, Christine
Directrice générale de la Direction générale Communication et services linguistiques à la Banque centrale européenne. Ancienne associée et directrice générale du Groupe Brunswick.

Gruffat, Jean-Claude
European Chairman, Global Subsidiaries Group, Global Banking, Citigroup, gouverneur de l'Hôpital américain de Paris et membre de son comité financier. Ancien directeur général de Citi France et vice-président exécutif de Banque Indosuez.

Guevara Avila, Jean-Paul
Ambassadeur de l'Etat plurinational de Bolivie en France. Ancien responsable du programme « Politique publique et Relations internationales de l'Union européenne » à l'université catholique de San Pablo, La Paz.

Guien, Fabienne
Secrétaire général du Conseil Economique et Social de Monaco depuis 1999. Précédemment, elle était secrétaire en chef du Conseil Economique et Social de Monaco.

Guigou, Elisabeth
Députée et présidente de la Commission des Affaires étrangères, Assemblée nationale. Elle a été ministre déléguée aux Affaires européennes, ministre de la Justice et Garde des Sceaux et ministre de l'Emploi et de la Solidarité.

Habig, Brent
Directeur régional pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique austral, TechnoServe. Précédemment, il était conseiller pour les investissements régionaux auprès de la United States African Development Foundation.

Halalai, Traian
Président de l'Export Import Bank de Roumanie. Ancien directeur financier d'ING Bank en Roumanie et membre du conseil d'administration de plusieurs institutions au sein d'ING Group Romania.

Hardouin, Philippe
Fondateur de CSPH International, cabinet de conseil en affaires publiques et communication, intervenant sur les domaines de l'industrie, de l'énergie, de l'environnement et des industries créatives, avec une forte implication sur l'économie numérique.

Hassassian, Manuel
Ambassadeur de Palestine à Londres. Il a œuvré avec distinction pour les Palestiniens durant 25 ans et a été un représentant au ministère de l'Enseignement supérieur, à l'Association des universités arabes et autres organisations académiques.

Hermelin, Paul
PDG de Capgemini depuis mai 2012. Il a été membre du cabinet du ministre de l'Économie français Jacques Delors (1981-1984), ainsi que directeur de cabinet du ministre de l'Industrie et du Commerce extérieur, Dominique Strauss- Kahn (1991-1993).

Hie, Henri
Vice-président, Stratégie et Partenariats en Chine, Air France. Avant de rejoindre Air France, il a travaillé pour Bossard Consultants.

Hildebrand, Philipp
Vice-président de BlackRock Inc. Il occupait jusqu'à très récemment le poste de président du conseil de la Banque Nationale Suisse (BNS). Il a été membre du Conseil de Stabilité Financière et gouverneur suisse du Fonds monétaire international (FMI).

Hoagland, Jim
Conseiller de la rédaction du Washington Post. Ancien rédacteur adjoint et correspondant en chef à l'étranger du journal. Lauréat de deux Prix Pulitzer ainsi que plusieurs autres prix de journalisme. Auteur de South Africa: Civilizations in Conflict (1972).

Ibrahim, Mo
Expert du secteur des télécommunications. Fondateur de la Fondation Mo Ibrahim, qui vise à conforter la qualité de la gouvernance et l'excellence du leadership en Afrique. Ancien président fondateur de Celtel International.

Il, Sakong
Président de l'Institute for Global Economics ; ancien ministre des Finances. Il a été Président du Comité présidentiel pour le Sommet du G20 (2009-2011) et a présidé la Korean International Trade Association (2009-2012).

Ina, Hisayoshi
Journaliste au Nihon Keizai Shimbun (journal Nikkei) à Tokyo. Il a reçu le Vaughan-Ueda Memorial Prize (équivalent japonais du Prix Pulitzer) en 1998 pour son travail remarquable de collecte et d'analyse dans le domaine des relations internationales.

Irbec, Yusuf Ziya
Député, République de Turquie. Il est également membre du Comité exécutif des parlementaires pour une action globale (PGA) et membre du comité exécutif du réseau parlementaire du FMI et de la Banque mondiale.

Issa El Khoury, Joe
Conseiller du président du Conseil des ministres du Liban. Il est également directeur exécutif chez M1 Group. Pendant de nombreuses années, il a été PDG e Saradar Investment House, banque d'investissement du groupe Saradar.

Jank, Marcos
Directeur chargé des relations avec les Etats et les institutions internationales de Brasil Foods (BRF), un des principaux groupes agroalimentaires dans le monde. Ancien PDG de l'Union de l'industrie de la canne à sucre (Unica).

Jankowitsch, Peter
Secrétaire général du Centre franco-autrichien pour le rapprochement économique en Europe. Ancien ministre fédéral des Affaires étrangères, représentant permanent auprès l'ONU et de l'OCDE.

Jansen, Sabine
Maître de conférences au Conservatoire national des arts et métiers à Paris, chercheuse au Centre d'histoire de Sciences Po et vice-présidente du Comité d'histoire parlementaire et politique.

Jayanthi, Aruna
PDG de Capgemini en Inde. Avant d'être nommée à ce poste en janvier 2011, elle était Global Delivery Officer au sein de Capgemini Outsourcing.
Johnston, Donald J.
Associé fondateur de Heenan Blaikie. Ancien Secrétaire général de l'OCDE, ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie, ministre d'État chargé du développement économique et régional, ministre de la Justice et procureur général (Canada).

Kabbaj, Mohamed
Président de Lafarge Maroc, président de la Fondation Esprit de Fès. Ancien Conseiller de Sa Majesté Le Roi Mohammed VI du Maroc, ministre des Finances et des Investissements extérieurs et président du comité de développement du FMI et de la Banque mondiale.

Kaiser, Karl
Professeur à la John F. Kennedy School of Government et directeur du programme sur les relations transatlantiques, Weatherhead Center for International Affairs, université d'Harvard. Ancien directeur du German Council on Foreign Relations, Bonn/Berlin.

Kamhawi, Labib
Porte-parole, Membre du Conseil exécutif, Réforme du Front national, Jordanie. PDG de CESSCO, Chemical Supplies & Services Co. et Delta Energy Services Co. Ancien vice-président de l'Organisation arabe pour les droits de l'homme en Jordanie.

Karaganov, Sergey
Président du Présidium du conseil en charge de la politique extérieure et de défense. Analyste politique russe, spécialiste des affaires étrangères et économiques russes. Membre du conseil consultatif scientifique du ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie.

Karuku, Jane
Présidente de l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA). Jane Kakuru est à la tête d'une des plus importantes organisations africaines dans le domaine de la sécurité alimentaire et du développement de l'agriculture.

Kerguiziau de Kervasdoué, Jean de
Professeur titulaire de la chaire d'économie et de gestion des services de santé au CNAM, Co-directeur de l'École Pasteur/CNAM de santé publique, membre de l'académie des technologies. Ancien consultant auprès de l'OCDE.

Kerwat, Jean
Consul honoraire de la République de Croatie en Principauté de Monaco. Il est également consultant en Affaires Internationales pour des groupes industriels européens présents dans les pays de la Méditerranée et du Moyen Orient.

Khoury, Samer
Président, Engineering and Construction, Consolidated Contractors Company (CCC). Il œuvre au sein de nombreuses institutions économiques dans le monde entier. Il est directeur du Fonds d'investissements palestinien PLC.

Kirkwood, Thomas
Doyen en charge des sujets de Longévité et directeur du projet « Changing Age » à l'université de Newcastle. Professeur de médecine et biologiste, il est co-porteur de la Chaire AXA Paris Descartes « Approches systémiques des différences individuelles de longévité ».

Klich, Bogdan
Sénateur, République de Pologne. Il a été ministre de la Défense (2007-2011) et député européen. Il a dirigé le département information du Centre de la télévision d'état à Cracovie (1990-1992).

Kodmani, Basma
Directrice de l'Initiative Arabe de Réforme (ARI). Membre du Conseil européen des relations étrangères et enseigne les relations internationales à l'Université de Paris. Elle a cofondé le Conseil national syrien en août 2011.

Kowal, Pawel
Député européen et ancien secrétaire d'État au ministère des Affaires étrangères de Pologne. Il préside actuellement le Comité de coopération parlementaire Ukraine-UE. Il est depuis 2011 le leader du parti libéral et conservateur PJN.

Lablanchy, Jean-Pierre
Médecin, agréé à Paris et à Londres (General Medical Council). Il a travaillé en étroite collaboration avec plusieurs laboratoires pharmaceutiques et avec l'Institut national agronomique.

Ladak, Firoz
Directeur général des Fondations Edmond de Rothschild. Depuis 2005, il assure le pilotage stratégique et la gestion financière des Fondations Edmond de Rothschild, un réseau mondial de 11 fondations.

Lafont, Bruno
PDG du Groupe Lafarge, président du groupe de travail « Energy & Climate Change » au sein de l'European Roundtable of Industrialists (ERT), administrateur d'EDF et d'ArcelorMittal. Ancien directeur général délégué du Groupe Lafarge.

Laichoubi, Mohamed
Ancien ministre du Travail et de la Protection sociale et ministre de la jeunesse et des Sports, Algérie. Il a également été ambassadeur d'Algérie en Roumanie, député, président de la Commission des Finances et du Budget à l'Assemblée nationale.

Lamy, Pascal
Président d'honneur de Notre Europe-Institut Jacques Delors. Ancien directeur général de l'OMC. Ancien directeur de cabinet du Président de la Commission européenne et Commissaire au commerce à la Commission européenne.

Lechervy, Christian
Conseiller pour les Affaires stratégiques, Asie-Pacifique, Présidence de la République. Ancien directeur adjoint de la Prospective, ministère des Affaires étrangères et européennes.

Lee, Hye-Min
Ambassadeur de la République de Corée en France. Ancien ambassadeur aux Philippines, vice-ministre du Commerce extérieur et chef négociateur pour l'Accord de libre échange Corée-Union européenne.

Lee, Sihyung
Ambassadeur, représentant permanent de la Corée auprès de l'OCDE depuis 2013. Précédemment, Lee Sihyung a été ministre délégué au Commerce au ministère des Affaires étrangères et du commerce extérieur (2011-2013).

Lelouvier, Arnaud
Managing Partner, SI Capital Partners (SICP). Il est le fondateur de Maya Finance ainsi que fondateur et membre du conseil d'administration de Quantam, hedge fund à haute fréquence. Il a occupé le poste de PDG des Editions Moreux.

Lemonde, Pierre
PDG du Conseil des relations internationales de Montréal. Il est membre du Barreau du Québec.

Lennkh, Georg
Membre du Conseil d'administration du Bruno Kreisky Forum for International Dialogue, de l'International Law Institute, président du conseil d'administration de CARE Autriche. Ancien envoyé spécial pour l'Afrique de la République d'Autriche.

Leterme, Yves
Secrétaire général adjoint de l'OCDE depuis décembre 2011. Il est responsable des Affaires sociales, de l'Education, de la Gouvernance et de l'Entreprenariat. Il a occupé diverses fonctions politiques en Belgique à tous les niveaux et instances de l'Etat.

Levitte, Jean-David
Professeur à Sciences-Po, Distinguished fellow, Brookings Institution, membre du conseil consultatif international de l'Atlantic Council of the United States. Ancien conseiller diplomatique et sherpa du Président Nicolas Sarkozy, ambassadeur de France aux Etats-Unis.

Lévy-Lang, André
Professeur associé émérite à Dauphine, Président du Conseil de Surveillance des Echos, de la Fondation du Risque et de l'Institut Louis Bachelier, vice-président de l'Institut Europlace de Finance. Ancien Président du directoire du groupe Paribas.

Liautaud, Susan
Fondatrice de Susan Liautaud & Associates Limited (SLA), cabinet de conseil international en matière éthique et d'Imaginer Consulting Limited. Visiting scholar au Stanford Center of Philanthropy and Civil Society.

Lipsky, John
Distinguished Visiting Scholar of International Economics, Johns Hopkins University Paul H. Nitze School of Advanced International Studies (SAIS). Ancien premier directeur général adjoint du FMI, conseiller du directeur général du FMI.

Lisimachio, Georges
Chief of Cabinet of H.S.H. Prince Albert II of Monaco. His career in the Monaco administration led him from the Hospital Princesse Grace to the General Secretariat of the National Council.

Litman, Gary
Vice-président, initiatives stratégiques internationales, Chambre de commerce des Etats-Unis. Il y a occupé différents postes tels que vice-président, politique de l'Europe et initiatives mondiales, ainsi que vice-président, Europe et Eurasie.

Loiseleur des Longchamps, Hubert
Directeur des affaires publiques du

groupe Total. Ancien directeur des relations internationales du Groupe, directeur général de Total E&P Angola et ancien directeur adjoint des Hydrocarbures au ministère de l'Industrie.

Lombardi, Domenico
Directeur du Programme sur l'économie mondiale au Centre pour l'innovation dans la gouvernance internationale (CIGI). Il est également président de l'Oxford Institute for Economic Policy et vice-président de la New Rules for Global Finance Coalition.

Lowenstein, James
Co-fondateur de la French-American Foundation. Il est membre du Council on Foreign Relations et de l'International Institute for Strategic Studies. Il a été secrétaire d'Etat adjoint principal aux Affaires européennes puis ambassadeur des Etats-Unis au Luxembourg.

Lulache, Daniela
PDG de Nuclearelectrica, l'unique producteur d'énergie nucléaire de Roumanie, depuis 2013. Auparavant, elle occupait le poste de conseiller du vice-gouverneur de la Banque Nationale de Roumanie.

Lund, Gunnar
Ambassadeur de Suède en France et à Monaco. Ancien ministre chargé des affaires économiques internationales et des marchés financiers au ministère des finances et ancien ambassadeur aux Etats-Unis.

Maisonneuve, Cécile
Directeur du Centre Energie, Ifri. Cadre dirigeant chez Areva, elle a été en charge des affaires internationales de la présidence du directoire et de la prospective internationale, puis elle a pris la responsabilité des affaires publiques européennes et internationales.

Makram-Ebeid, Mona
Distinguished Lecturer, Université américaine du Caire et membre du Conseil national pour les droits de l'Homme. Ancienne députée (Egypte) et conseillère auprès de la Banque mondiale (région MENA).

Lord Mance
Juge à la Cour Suprême du Royaume-Uni. Il préside le Conseil exécutif de l'Association de droit international ainsi que le Comité consultatif du Lord Chancellor sur le droit international privé.

Mangeard, Philippe
Vice-Président chez UBIFRANCE. Président chez Car'Flow. Président-fondateur chez European TK'Blue Agency, JKPM, et Cercle pour l'Optimodalité en Europe.

Margerie, Christophe (de)
Chairman & CEO of Total. Il a rejoint le Groupe en 1974, où il a exercé différentes fonctions à la direction financière de Total, ainsi qu'à la direction Exploration & Production.

Mariton, Hervé
Député français, rapporteur spécial du budget des transports. Président du groupe d'amitié France-Russie à l'Assemblée nationale.

Marois, Pauline
Première ministre du Québec. Elle a dirigé plusieurs ministères. Elle a également été présidente du Conseil du trésor. Elle a aussi occupé la fonction de vice-première ministre (2001-2003).

Merli, Alessandro
Correspondant à Francfort pour le quotidien financier italien Il Sole24 Ore. Précédemment, il était chroniqueur spécialisé en économie et finance, rédacteur financier et correspondant à Londres.

Merlin, André
Président exécutif de MEDGRID, Président des Conseils de Surveillance de RTE, la société gestionnaire du réseau de transport d'électricité en France, et d'ERDF, le principal gestionnaire des réseaux de distribution en France.

Meyer, Jean-Claude
Vice-président de Rothschild Europe. Ancien associé gérant au sein de Rothschild & Cie, directeur général de Lazard Frères & Cie, conseiller de la Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action régionale (DATAR).

Moïsi, Dominique
Conseiller spécial à l'Ifri. Professeur invité à l'université d'Harvard. Chroniqueur pour Les Echos et Project Syndicate. Auteur de Entre silence et secret (2011).

Mokhefi, Mansouria
Responsable du Programme Moyen Orient/ Maghreb à l'Ifri. Docteur en Histoire des relations internationales de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris. Elle est l'auteur de l'ouvrage Le Maghreb et son Sud.

S.A.S. le Prince Albert II de Monaco
Prince Souverain de Monaco. Il est président de la délégation monégasque à l'Assemblée Générale des Nations Unies et président de la CIESM. En 2006, il a créé la Fondation Prince Albert II de Monaco dédiée à la protection de l'environnement.

Moreau, Nicolas
Membre du Comité de Direction d'AXA, Chairman & CEO of AXA France et en charge de la supervision des entités internationales AXA Assistance et AXA Global Direct.

Moreau Defarges, Philippe
Chercheur à l'Ifri et co-directeur du rapport annuel RAMSES. Il est diplômé de l'IEP-Paris et de l'Ecole nationale d'administration. Diplomate, il a occupé différents postes concernant la construction européenne.

Morel, Pierre
Directeur de l'Observatoire Pharos du pluralisme des cultures et des religions. Ancien Représentant Spécial de l'Union Européenne pour l'Asie Centrale et la crise en Géorgie, ambassadeur de France en Russie et en Chine et près le Saint-Siège.

Moret, Hugues
Ambassadeur de France à Monaco. Depuis son entrée au ministère des Affaires étrangères en 1991, il a notamment été directeur du cabinet du Secrétaire d'Etat aux Sports, Mme Rama Yade.

Morgan, Hugh M.
PDG de First Charnock, Australie, membre du conseil consultatif international de Lafarge et du conseil de l'Asia Society New York. Ancien membre du conseil d'administration de la Reserve Bank of Australia.

Mouline, Tawfik
Directeur général de l'Institut Royal des Études Stratégiques (Rabat, Maroc). Ancien directeur des Études et des Prévisions Financières au ministère de l'Économie et des Finances, chargé de mission au Cabinet Royal.

Murphy, Peter K.
Ambassadeur de l'Ordre de Malte à Monaco. Il a été nommé pour la première fois ambassadeur et représentant permanent de l'Ordre de Malte à Monaco en 2007.

Naikuni, Titus
PDG de Kenya Airways depuis 2003. Il est membre du conseil d'administration de Kenya Airways Group of Companies, Maersk Kenya Ltd, Access Kenya Ltd.

Narayanan, Mayankote Kelath
Gouverneur de l'Etat du Bengale Occidental depuis 2010. Il a été le Directeur de l'Intelligence Bureau et il a également dirigé le Joint Intelligence Committee. Il a également été Conseiller du Premier ministre de l'Inde ainsi que son Conseiller pour la sécurité nationale.

Nasr, Samir
Président de ECE Capital et de la National Investment Guarantee Corporation. Ancien consultant à l'OCDE, fondateur et ancien président du département d'économie de l'Université libanaise.

Nastase, Marian
Directeur financier Vimetco NV et président du Conseil d'administration d'Alro Slatina, le principal fondeur d'aluminium d'Europe centrale et orientale.

Nordmann, François
Ancien ambassadeur de Suisse en France. Il est entré au Département des Affaires étrangères en 1971. Il a notamment été ambassadeur au Guatemala et dans plusieurs États d'Amérique centrale.

Nouvion, Laurent
Président du Conseil National de la Principauté de Monaco. Il est aussi président de la délégation monégasque à l'Assemblée Parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE).

Oesterreich, Constantin (von)
Président du directoire de la banque allemande HSH Nordbank depuis 2012. Membre du conseil d'administration de HSH Nordbank depuis 2009, en tant que directeur de la gestion des risques puis directeur financier.

Oiknine, Dan
Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie Franco-Indienne. Fondateur de l'India Trade Centre. Il a travaillé dans les secteurs de la haute technologie et d'internet, où il a occupé des postes de management chez Netapp et Eniton.

Oppetit, Bernard
Président de Centaurus Capital, entreprise de gestion d'investissements en Europe, en Asie et sur les marchés émergents, membre du conseil d'administration de Natixis, de Tigers Aliance (Vietnam), du Conseil de Surveillance de HLD.

Orlowski, Tomasz
Ambassadeur de la République de Pologne en France. Ancien chef du protocole diplomatique au ministère des Affaires étrangères, Secrétaire général de la Commission Nationale Polonaise pour l'UNESCO.

Oshima, Shotaro
Président de l'Institute for International Economic Studies (IIES) et professeur invité à l'École supérieure de politique publique de l'Université de Tokyo. Il a occupé plusieurs postes au sein de l'Organisation mondiale du commerce.

Paolini, Corinne
Fondatrice des Editions Encre d'Or. Elle travaille aujourd'hui sur le mariage du livre papier et de la technologie numérique, au sein du programme européen CCALPS : Creative Companies.in Alpine Space.

Park, In-Kook
President de la Korea Foundation for Advanced Studies. Ancien ambassadeur, représentant permanent de la République de Corée auprès de l'ONU, vice-ministre en charge des politiques et de la planification et des organisations internationales.

Passas, Theodore
Ambassadeur de Grèce en France. Il a notamment été délégué permanent de la Grèce auprès de l'UNESCO, directeur du cabinet diplomatique du Président de la République.

Pérez-Verdía, Carlos
Directeur de cabinet au ministère des Affaires étrangères du Mexique depuis 2013. Auparavant, il était directeur exécutif au Fonds monétaire international (FMI).

Petalas, Pericles
PDG de EFG Bank European Financial Group SA, membre du conseil d'administration de EFG International et de EFG Bank AG. Ancien vice-président et Secrétaire général de la Banque de Dépôts, Genève.

Pettiti, Mireille
Directeur général du Département des Relations Extérieures de Monaco. Précédemment, elle était directeur des Affaires juridiques, Monaco.

Pisani-Ferry, Jean
Commissaire général à la stratégie et à la prospective et professeur associé à la Hertie School of Governance (Berlin). Ancien directeur de Bruegel (Bruxelles), centre de recherche et de débat sur les politiques économiques en Europe, et professeur associé à l'Université Paris-Dauphine.

Predoiu, Catalin
Avocat fondateur, Catalin Predoiu Cabinet d'Avocat. Il a été Ministre de la Justice de la Roumanie (2008-2012), Premier ministre (intérim) en 2012 et Ministre des Affaires étrangères (intérim) en 2009.

Prieux, Pierre
Président et fondateur du groupe Alcen, constitué de sociétés de haute technologie actives dans les domaines de la défense, l'énergie, les machines médicales et l'aéronautique. Ancien vice-président, Groupe Matra.

Qu, Xing
Président de l'Institut chinois d'études internationales (CIIS). Professeur à la China Foreign Affairs University (CFAU). Ancien vice-président de la CFAU et ministre auprès de l'Ambassade de Chine en France.

Quatrepoint, Jean-Michel
Journaliste français. Il a été directeur de la rédaction du Nouvel Économiste, et de La Tribune de l'Expansion. Il a également été directeur général des rédactions de La Tribune et de l'Agefi, journaliste au service économique du Monde et journaliste au quotidien Les Echos.

Quirina, Mireille
Senior Executive Coach chez I.J. Martin & Co Ltd, Executive Coaches for Global Business Leaders. Elle a accompli une grande partie de sa carrière au sein de la direction générale de DuPont de Nemours International.

Rabinovich, Itamar
Président de l'Israel Institute (Washington et Jérusalem). Distinguished Fellow au sein de Brookings Institution. Il a été ambassadeur d'Israël aux Etats-Unis et négociateur en chef avec la Syrie dans les années 1990 ainsi que président de l'Université de Tel Aviv.

Ramsay, William
Conseiller du Centre Énergie à l'Ifri. Ancien Directeur du Programme Énergie à l'Ifri. Ancien directeur exécutif adjoint à l'Agence Internationale de l'Énergie (AIE). Ancien sous-secrétaire d'État au département d'état aux États-Unis.

Reynders, Didier
Vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et des Affaires européennes de Belgique. Il a été ministre des Finances, président du G10, ministre en charge de la Régie des Bâtiments, ministre des Réformes institutionnelles.

Rielly, John
Ancien président du Chicago Council on Global Affairs et professeur adjoint en sciences politiques au Buffett Center for International and Comparative Studies, Université de Northwestern, Evanston (Illinois).

Robitaille, Michel
Délégué général du Québec à Paris depuis 2010. Il est également le représentant personnel de la Première ministre auprès de l'Organisation internationale de la Francophonie.

Roger, Michel
Ministre d'Etat de la Principauté de Monaco. Précédemment, il était membre du Tribunal Suprême de la Principauté de Monaco.

Rompuy, Herman (van)
Premier président permanent du Conseil européen. Il a été Premier ministre de la Belgique en 2009. Précédemment, il a été Président de la Chambre des représentants et a exercé diverses fonctions au sein du Gouvernement belge.

Rosen, David
KCSG, CBE. Directeur du département pour les affaires interreligieuses du Comité juif américain (AJC) et conseiller honoraire, chargé du dialogue interreligieux du grand rabbinat d'Israël. Il est également président de la Conférence mondiale des religions pour la paix.

Rothschild, David (de)
Président du Groupe Rothschild. Par ailleurs, il est membre du conseil d'administration de Casino et Compagnie Financière Martin Maurel. Il est également président de la Fondation pour la Mémoire de la Shoah.

Roux-Alezais, Henry
Gérant de Sogeric, président de l'Institut de la Méditerranée, président de l'association humanitaire Santé Partenaires. Ancien président du Port autonome de Marseille (PAM).

Ryu, Jin Roy
PDG de Poongsan Group, l'un des plus grands fabricants de produits métalliques et de munitions au monde. Il est notamment président du Korea-Pacific U.S. States Economic Committee.

Salvador, Luc-François
PDG du Groupe Sogeti et membre du Comité exécutif du Groupe Capgemini. Ancien directeur général adjoint de Cap Gemini France, directeur général délégué de Cap Gemini America et directeur délégué du Groupe Cap Gemini Ernst & Young.

Sammak, Mohammed
Secrétaire général du Comité national pour le dialogue islamo-chrétien. Membre du conseil d'administration du centre KAIICIID de Vienne et de WCRP-New-York.

Sánchez Sorondo, Marcelo
Chancelier de l'Académie pontificale des Sciences et de l'Académie pontificale des Sciences sociales depuis 1998.

Sano, Tadakatsu
Avocat, Jones Day. Ancien directeur général du Bureau des politiques commerciales et vice-ministre des Affaires internationales au ministère du Commerce international et de l'Industrie du Japon. Ancien chef du cabinet du Premier ministre Yukio Hatoyama.

Sara, Kevin
PDG de Nur Energie. Co-fondateur de European Telecom and Media Investment Banking chez Salomon Brothers (aujourd'hui Citigroup). Ancien conseiller en management chez McKinsey & Co.

Sassayiannis, Odysseus
Membre du conseil d'administration d'EFG Bank (Monaco). Il est également président de la Confrérie « Pammakaristos » des Archontes du Patriarcat Œcuménique.

Sauvé, Jean-Marc
Vice-président du Conseil d'État depuis 2006. Il est également président de l'Association des Conseils d'Etat et des juridictions administratives suprêmes de l'Union européenne (ACA-Europe) depuis 2012.

Schweitzer, Louis
Président d'Initiative France, administrateur de BNP-Paribas, de l'Oréal, et de Veolia Environnement. Ancien PDG et président du conseil d'administration de Renault, président de la Haute Autorité de Lutte contre les Discriminations et pour l'Egalité (HALDE).

Serra, Narcis
Président de l'Institut Barcelona d'Estudis Internacionals (IBEI) et membre du conseil d'administration du Centre d'études internationales de Barcelone (CIDOB). Ancien Président du CIDOB, vice-président du gouvernement espagnol, ministre de la Défense.

Severino, Jean-Michel
Gérant d'Investisseurs et Partenaires (I&P), membre de l'Académie des technologies, inspecteur général des finances. Ancien vice-président pour l'Asie de l'Est à la Banque Mondiale et directeur général de l'Agence française de

développement (AFD).

Sheetrit, Meir
Membre de la Knesset israélienne pour le parti Kadima. Ancien ministre de l'Intérieur, ministre du Logement et du Bâtiment, ministre des Finances, ministre de la Justice, ministre des Transports et ministre de l'Education, de la Culture et des Sports.

Simion, Eugen
Président de la Fondation Nationale pour les Sciences et les Arts (FNSA). Professeur de littérature moderne à l'Université de Bucarest, Docteur en Sciences philologiques. Ancien président de l'Académie Roumaine.

Simionescu, Maya
Vice-président de l'Académie Roumaine, président exécutif de la Fondation Nationale pour les Sciences et les Arts (FNSA), directeur de l'Institut de biologie et de pathologie cellulaire « N. Simionescu » (IBPC).

Simon, Jean-Marc
Ambassadeur de France, Président d'Eurafrique Stratégies SAS. Ancien ambassadeur de France au Nigeria, au Gabon et en Côte d'Ivoire. Ancien représentant permanent auprès de la CEDEAO et de la CEEAC.

Simon, Tobby
Président de Synergia Foundation. Il a également été conseiller de plusieurs organisations internationales comme l'Organisation mondiale de la santé et l'Union européenne.

Singh, Arun Kumar
Ambassadeur de la République de l'Inde depuis 2013. Précédemment, il a été chef de mission adjoint à l'ambassade de l'Inde de Washington D.C. (2008-2013), ambassadeur de l'Inde en Israël (2005-2008), directeur au ministère des Affaires étrangères (2000-2005).

Smith, Fred
Fondateur et membre du conseil d'administration du Competitive Enterprise Institute (CEI) et directeur du Center for Advancing Capitalism qui lui est rattaché. Il est membre de l'Institut Turgot.

Stadtler, Walter
Membre de l'Atlantic Council of the United States. Il a travaillé pendant 35 ans au ministère américain des Affaires étrangères où il a occupé différents postes au Royaume-Uni, en Allemagne, en Afrique du Sud, en Ethiopie, en Suède et au Bénin.

Stoian, Marius
Président du Club România. Ancien sous-secrétaire d'Etat pour le Commerce extérieur, conseiller personnel du Secrétaire d'Etat pour les Roumains de l'étranger et du ministre du Tourisme.

Stoica, Gruia
Président fondateur du Groupe Grampet, acteur majeur dans le domaine du transport ferroviaire et des services de logistique de l'Europe Centrale et de l'Est. Président du Conseil d'Affaires de Roumanie et du Kazakhstan.

Szymanska- Klich, Anna
Président du conseil de l'Institute for Strategic Studies. Elle a notamment occupé le poste de directeur de l'Institute for Strategic Studies.

Tabet, Riad
Président de Berit International Holding SA, Président de Batiliban-France, administrateur et membre du bureau exécutif de la Chambre de commerce franco-arabe, Paris, administrateur et membre fondateur de la Chambre de commerce libano-américaine, Beyrouth.

Tan, York Chor
Ambassadeur de la République de Singapour en France et au Portugal. Ancien Représentant permanent de la République de Singapour auprès de l'Organisation des Nations Unies à Genève et de l'Agence internationale de l'énergie atomique à Vienne.

Tang, Karen
Directeur exécutif de la Better Hong Kong Foundation. Ancien directeur général adjoint du Chinese Television Network, directeur général de Hongkong Telecom IMS, directeur des services multimédias et directeur du e-commerce au sein de Hutchison Whampoa.

Telle, Serge
Ambassadeur, Délégué Interministériel à la Méditerranée. Il a également été directeur adjoint du Cabinet de M. Bernard Kouchner, Ministre des Affaires étrangères et européennes.

Terrab, Mostafa
PDG du groupe OCP. Il a été conseiller au sein du cabinet royal et secrétaire général du sommet économique du MENA. Ancien spécialiste de la réglementation au service de l'Information et des communications internationales de la Banque mondiale.

Thévenoux, Sophie
Ambassadeur de la Principauté de Monaco en France. Précédemment, elle était conseiller de gouvernement pour les Finances et l'Economie.

Thiam, Tidjane
Directeur général de Prudential plc depuis 2009, après avoir rejoint le groupe en 2008 comme directeur financier. Ancien directeur stratégique du groupe Aviva en charge des opérations internationales et d'Aviva Europe.

Thimann, Christian
Membre du comité exécutif d'AXA à partir du 1/1/2014. Il a été directeur général et conseiller du président de la Banque Centrale Européenne Mario Draghi (2011-2013) ainsi que le conseiller du président Jean-Claude Trichet (2008-2011).

Torkunov, Anatoly
Diplomate russe, expert de la politique extérieure de la Russie et de la région Asie-Pacifique. Recteur de l'Institut d'Etat des relations internationales de Moscou (université MGIMO). Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, membre de l'Académie des sciences russe.

Trichet, Jean-Claude
Ancien Président de la Banque centrale européenne. Président de la SOGEPA, Président du Groupe des 30 et Président du Conseil d'administration de l'Institut Bruegel et Gouverneur Honoraire de la Banque de France.

Van der Hoeven, Maria
Maria Van der Hoeven est à la tête de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) depuis septembre 2011. Son arrivée a été marquée par de grands changements dans le paysage énergétique mondial. Elle a été ministre des Affaires économiques des Pays-Bas.

Védrine, Hubert
Fondateur d'Hubert Védrine Conseil, société de conseil spécialisée en risques géopolitiques. Ancien ministre des Affaires étrangères, conseiller diplomatique du Président François Mitterrand, porte parole puis secrétaire général.

Vercauteren Drubbel, Patrick
Ambassadeur du Royaume de Belgique en France et à Monaco depuis 2011. Il a représenté la Belgique auprès de l'OTAN et a également occupé le poste de directeur de cabinet du ministre des Affaires étrangères.

Verellen, Franciscus
Directeur de l'École française d'Extrême-Orient depuis 2004. Membre de l'EFEO depuis 1991, il a été responsable des Centres EFEO de Taipei puis Hongkong, ainsi que de l'équipe « Histoire et anthropologie du monde chinois ».

Veret, Amalric
PDG des Laboratoires Pronutri (développement, fabrication, distribution de compléments alimentaires) et des laboratoires Activa (technologie de la microgranule).

Wat, François
Associé-gérant, co-head of Global Equity Advisory, Rothschild Paris. Ancien Managing Director chez Deutsche Bank, responsable des marchés de capitaux (Equity Capital Market) pour l'Asie Pacifique, basé à Hong-Kong.

Weizsäcker (von), Ernst Ulrich
Co-président du Panel International des Ressources et co-président du Club de Rome. Il a siégé au Parlement allemand (1998-2005) et a été président du comité de l'environnement.

Weymuller, Bruno
Membre, Total Professeurs Associés, administrateur de Déinove et de Kvaerner ASA, et membre du conseil d'administration de Coe-Rexecode. Ancien membre du comité exécutif et directeur de la stratégie et de l'évaluation des risques d'Elf Aquitaine.

Wolfensohn, James
PDG de Wolfensohn & Company. Il a été président de la Banque mondiale et de la Société financière internationale (IFC) (1995-2005). Ancien président du conseil consultatif international de Citigroup.

Yang, Jiemian
Président du Council of Academic Affairs, Shanghai Institute for International Studies (SIIS). Il est également professeur invité de l'université de défense nationale de l'APL, l'université Fudan, l'université des études internationales de Shanghai et l'université de Soochow.

Yasseen, Fareed
Ambassadeur de la République d'Irak en France, membre de l'American Physical Society et de l'International Institute for Strategic Studies. Ancien conseiller diplomatique du vice-président Adil Abd al-Mahdi.

Yeoh, Michael
Fondateur et PDG de l'Asian Strategy and Leadership Institute (ASLI), think tank indépendant en Malaisie et dans l'ASEAN. Fondateur et Président du World Chinese Economic Forum et de l'ASEAN Leadership Forum.

Yim, Sung-joon
Conseiller chez Lee International IP & Law Group. Précédemment, il occupait le poste de président de la Korea Foundation (2007-2010). Il a été vice-ministre des Affaires étrangères. Il co-préside actuellement le Forum Corée-Canada.

Yu, Myung-Hwan
Envoyé du Président de la République de Corée. Conseiller chez Kim & Chang Law Office et professeur à l'Université Sejong. Il a été ministre des Affaires étrangères et du Commerce (2008-2010).

Yurgens, Igor
Président de l'Institut du Développement Contemporain, membre du Conseil consultatif auprès du Président de la Fédération de Russie pour les droits de l'homme et le développement de la société civile.

Zeeni, Salim
Président de la Chambre de commerce libano-américaine (AmCham Lebanon). Il est également le propriétaire et le PDG de Zeeni's Trading Agency.

Zinsou, Lionel
Président de PAI partners. Ancien associé gérant, Rothschild & Cie. Ancien directeur du développement, puis directeur général des filiales anglaises de Danone. Ancien maître de conférences en économie à l'Université de Paris XIII.

Zinsou, Marie-Cécile
Fondatrice et présidente de la Fondation Zinsou, qui promeut l'Art contemporain en Afrique et mène une action culturelle, pédagogique et sociale ainsi qu'un programme de micro-finance.

Zoungrana, Mahama
Ministre de l'Agriculture et de la Sécurité alimentaire du Burkina Faso depuis 2013. Il a occupé le poste de directeur général du département de prévisions et statistiques du ministère de l'Agriculture.

Thierry de Montbrial

Thierry de Montbrial est le Directeur général de l'Institut français des relations internationales qu'il a fondé en 1979. Il est professeur émérite au Conservatoire national des arts et métiers. En 2008, il a lancé la World Policy Conference. Il est membre de l'Académie des sciences morales et politiques de l'Institut de France depuis 1992 et membre associé de nombreuses académies étrangères dont l'Académie des sciences de Russie. Il siège au conseil ou au conseil consultatif de plusieurs entreprises ou institutions internationales.
Thierry de Montbrial a dirigé le département de sciences économiques de l'Ecole polytechnique entre 1974 et 1992. Il a été le premier Président de la Fondation de la recherche stratégique (1993-2001). Il a mis sur pied le Centre d'analyse et de prévision du Ministère des Affaires étrangères et en a été le premier directeur (1973-1979).
Il est l'auteur de dix-huit livres, certains traduits en plusieurs langues. Il est Commandeur de la Légion d'honneur, Grand Officier de l'Ordre national du mérite et titulaire de nombreuses autres décorations françaises et étrangères, ainsi que de neuf doctorats *honoris causa*.
Thierry de Montbrial est ancien élève de l'Ecole polytechnique, docteur en économie de l'Université de Berkeley (Californie) et ancien ingénieur général au corps des Mines.

DISCOURS D'OUVERTURE

Versions intégrales

Discours d'ouverture
SAS Prince Albert II

Excellences,

Chers Amis,

Je me réjouis très vivement que Thierry de MONTBRIAL ait choisi Monaco pour la 6e édition de la « World Policy Conference » qu'il organise et préside avec passion et une implication sans réserve.

Cela m'offre l'agréable occasion de présenter à chacune et chacun d'entre vous mes souhaits les plus chaleureux de bienvenue.

Notre pensée rejoint toutefois, en cet instant, la Nation sud-africaine qui pleure son père mais qui lui exprime aussi par des chants sa gratitude pour avoir fait basculer l'apartheid dans le passé.

Ainsi nous associons-nous à l'hommage rendu à ce *Juste* que fut le président Mandela, homme de paix, de réconciliation et d'unité.

Votre conférence, cher Thierry de MONTBRIAL, s'assigne pour mission, à intervalles réguliers, de dresser en quelque sorte un état des évolutions qui viennent affecter la gouvernance internationale, dans un monde en mutation permanente.

Monaco est attentif à la vie des relations internationales en une période où l'interdépendance étant sans cesse accrue, la situation des autres pays nous concerne également. Dans le même temps, l'information traverse de plus en plus les frontières, souvent en temps réel. Elle nous révèle les attentes des peuples et parfois leurs hésitations sur le chemin de la démocratie.

Elle nous révèle aussi que la démocratie ne se décrète pas mais s'édifie progressivement en fonction de l'Histoire de chaque État.

Cela présuppose cependant la réconciliation nationale dans les pays où l'État s'est délité et qu'un consensus se dégage autour d'une forme de contrat social reposant sur un vouloir-vivre ensemble.

Nous voyons toutefois les foyers de crise se multiplier, souvent en même temps, dans de nombreux pays gagnés par la concordance des volontés de changements.

Or, les régions du monde marquées par cette effervescence, nous sont parfois proches, pour des raisons historiques ou économiques.

Tout l'art de la diplomatie réside alors dans l'apport de réponses rapides mais non précipitées, de réponses proportionnées et équilibrées, fondées sur une juste appréciation de la nature et de l'ampleur des changements à intervenir en vue d'accompagner les évolutions sans céder à l'ingérence et, ainsi, d'aider les transitions à s'effectuer le plus harmonieusement possible.

Certains États s'y attellent, inscrivant parfois cette démarche dans un cadre intergouvernemental plus large.

Votre conférence s'assigne un objectif plus vaste encore : contribuer à l'élaboration d'une gouvernance internationale portant le message que les réformes économiques et sociales et le respect des libertés sont garants de la paix.

Pour sa part, la Principauté, sous mon impulsion, poursuit sa politique d'ouverture et d'entraide dans ce contexte international marqué par les répercussions de la crise économique et financière ainsi que par la recrudescence, dans certaines régions du monde, des tensions politiques et militaires.

Cette ouverture s'exprime tant par le renforcement de nos relations diplomatiques bilatérales et multilatérales que par son engagement affirmé en faveur d'une politique exemplaire de protection de l'environnement, de développement durable et de coopération humanitaire.

Dans le domaine financier, mon pays, dans le droit fil des engagements pris de longue date auprès de l'OCDE en matière de transparence fiscale, a signé des accords d'échange d'information avec près de 30 pays.

Il s'inscrit également dans le mouvement général en vue de l'adhésion à la convention multilatérale de l'OCDE.

En matière de coopération internationale, mon Gouvernement a maintenu sa politique très active, privilégiant les projets à destination des pays les moins avancés et de ceux avec lesquels notre tradition de coopération est historique. Le retour à l'équilibre budgétaire devrait permettre de donner un nouvel élan à notre aide publique au développement.

La toute récente visite officielle du Président François HOLLANDE à Monaco a confirmé l'excellence des relations entre la Principauté et la France, relations ancrées dans l'histoire.

Dans le même temps, la Principauté s'apprête à engager des discussions avec l'Union européenne pour affiner son positionnement à l'égard de celle-ci en vue, notamment, de résoudre certaines difficultés induites par les évolutions, notamment en matière d'échanges de biens et de services.

Par ailleurs, membre du Conseil de l'Europe depuis 2004, Monaco apporte son soutien à de nombreux programmes de cette instance, confirmant ainsi notre attachement aux normes qui touchent aux droits de l'Homme, au respect des libertés individuelles et à celui de l'État de droit, dans le strict respect, aussi, de nos spécificités.

Quinze ambassadeurs de Monaco, en fonction auprès de 27 États et de nombreuses organisations internationales participent au rayonnement de mon pays.

Ce réseau diplomatique, auquel s'ajoute notre réseau consulaire, contribue à assurer la promotion, économique, culturelle et touristique de Monaco à l'extérieur.

La présence et l'implication de mon pays à l'international permettent aussi de développer la coopération dans le domaine multilatéral, au travers du soutien de candidatures, de l'appui de textes et d'actions dans les domaines qui nous tiennent à cœur.

Enfin, notre reconnaissance au sein des organisations internationales, manifestée avec éclat, spécialement par la visite officielle de M. Ban Ki-moon, Secrétaire général de l'ONU, à Monaco, le 3 avril dernier, pour marquer le 20e anniversaire de l'adhésion de mon pays à l'ONU, atteste également du dynamisme de notre action à l'international.
Je mesure aussi, à chacun de mes déplacements à l'étranger, qu'il soit officiel ou privé, l'intérêt et la curiosité que suscite mon pays.
En vous souhaitant plein succès dans vos travaux et échanges à l'occasion de cette Conférence, je forme le vœu que vous goutiez l'hospitalité de la Principauté et en appréciiez l'ouverture au monde.

Discours d'ouverture
Thierry de Montbrial

En premier lieu, je tiens à remercier SAS le Prince Albert II de son soutien à notre projet et de nous recevoir dans les meilleures conditions. Je sais qu'un grand nombre de participants à notre conférence – je pourrais dire de membres de notre club – viennent à Monaco pour la première fois avec, aussi, le désir de découvrir « le Rocher » et son histoire fascinante. Le destin a failli nous priver de votre présence, Monseigneur, en raison du décès de Nelson Mandela. Ces jours-ci, vos pensées et celles de la Princesse Charlène, sont en Afrique du Sud. Je voudrais ajouter ma voix aux millions de celles qui ont salué la mémoire du grand homme disparu. Puisse son exemple inspirer des responsables politiques, dans d'autres parties du monde déchirées par des conflits qui paraissent insurmontables faute de leaders crédibles et généreux. Je pense particulièrement au Moyen-Orient. Comment ne pas mentionner également l'Afrique – dont nous parlerons dimanche, si pleine de promesses, mais encore marquée par trop d'affrontements meurtriers.

La mission de la *WPC* est de contribuer à l'amélioration de la gouvernance mondiale, dans tous ses aspects. Il ne s'agit pas d'un vain mot, car l'accroissement fulgurant de l'interdépendance est une menace autant qu'un bienfait. Bienfait car l'ouverture maîtrisée est un enrichissement, tant sur le plan spirituel que matériel. Menace car la connectivité non maîtrisée multiplie les risques de catastrophes. L'enjeu de la gouvernance mondiale est de maintenir les chances d'un monde raisonnablement ouvert et pour cela d'élaborer des instruments permettant de surmonter les chocs économiques mais aussi politiques, de toute nature. Pour cela, il faut s'appuyer sur les structures des Nations unies, comme vient de l'illustrer la négociation dite « 5+1 » avec l'Iran. Pour l'économie, il faut bâtir autour du G20, encore bien fragile. Peu importe aujourd'hui que le système international soit décrit comme zéro polaire, bipolaire ou multipolaire. Le fait est qu'aujourd'hui les puissances les plus grandes ne veulent ou ne peuvent exercer leurs pouvoirs. Il est plus constructif, à mon sens, de mettre l'accent sur les « puissances moyennes », comme nous y invite la Présidente de la Corée du Sud, dont je salue l'envoyé personnel à notre réunion. Par puissance moyenne, il faut me semble-t-il entendre toute puissance régionale capable et désireuse d'étendre au bien public mondial au sens large sa conception de l'intérêt national. Cela n'est pas innocent, et implique une participation effective au coût de ce bien public mondial. En ce sens une puissance moyenne au XXIe siècle est l'inverse d'une puissance impériale dans les siècles passés. J'appartiens à un pays qui, sur ce plan, se veut exemplaire. Puisse-t-il se montrer capable de conduire les réformes nécessaires pour soutenir dans la durée cette noble ambition.

Je n'entrerai pas dans le détail du programme de nos travaux, dont vous avez pu prendre connaissance. Il couvre la politique autant que l'économie et la finance. En pratique, les deux domaines sont inextricablement liés, aussi bien globalement que régionalement. Je pense par exemple à l'Asie, économiquement prospère et politiquement fragile, au point que certains observateurs y comparent la situation à celle de l'Europe à la veille de 1914… Une importante session de notre conférence devrait nous rassurer sur ce point. Pour cette édition de la *WPC*, plusieurs sessions seront consacrées au Moyen-Orient. J'aurais aimé pouvoir réunir et faire débattre au moins les principaux acteurs de la région. Sans doute pareil objectif est-il prématuré, mais je n'y renonce pas pour l'avenir. Même si certains dialogues ne peuvent encore se faire qu'à travers des écrans, ils n'en existent pas moins. On me permettra de saluer particulièrement la présence de S.E.M. Ali Ahani. Je considère

personnellement l'élection du Président Rohani, et les perspectives qu'elle ouvre, comme le miracle politique de l'année 2013. Miracle et pas miracle, puisque le propre d'un miracle est d'être inexplicable. Chacun en jugera. S.E.M. Mohammad Javad Zarif, ministre des Affaires étrangères de la République islamique a dû renoncer hier à faire le déplacement pour de graves raisons personnelles. Il a tenu à ce que son ambassadeur en France et à Monaco parle ici en son nom. Je me permets d'adresser au Ministre tous mes vœux pour lui-même et sa famille. Je tiens aussi à saluer la présence parmi nous demain de S.A.R. le Prince Turki Al Faisal, dont la contribution à nos travaux est particulièrement attendue. Parmi les autres sujets que nous allons traiter au cours de ce week-end, j'attire l'attention sur la question des rapports entre politique et religions. Comment peut-on envisager l'avenir de cette planète si l'on continue de s'y entretuer au nom de Dieu ? Et comment peut-on appeler à la croyance en Dieu si ceux qui font profession d'en être les serviteurs répandent et attisent la haine ? Sur un plan plus prosaïque, nous aborderons une question majeure pour la mondialisation : l'avenir de l'ordre juridique, en deçà et au-delà du droit international. Nous reviendrons aussi sur le sujet fondamental de la gouvernance du cyberespace, dont il n'est pas exagéré de dire qu'il est à la base de tous les autres. Un aspect de la mondialisation, manifestement lié aux précédents, est la tension entre la tendance au dépassement de l'État-nation, au cœur du processus de la construction européenne (dont cette année nous retiendrons surtout le volet social), et la tendance inverse à l'affirmation des identités subnationales, ce qu'au Québec on appelle le « souverainisme ». J'ai demandé à Mme Pauline Marois, Première ministre de la Belle Province, de nous parler, dimanche, de cette dialectique.

Le temps ne me permet pas de présenter davantage notre programme et notamment les ateliers dont je ne doute pas qu'ils auront autant de succès que l'an dernier. Pour conclure, je voudrais simplement revenir sur l'ambition de la *WPC*. Notre but est de construire progressivement un club international, européen dans son inspiration originelle, animé par les idées d'empathie, d'ouverture aux autres, de respect, de réconciliation - je dirais aussi de tolérance, même si j'éprouve finalement quelques réticences pour ce terme un peu condescendant. Nous voulons en tous cas constituer un club à la fois éclairé et influent, et sommes convaincus que le monde a besoin d'initiatives de ce genre. La fidélité de nos soutiens, le nombre et la qualité des personnalités rassemblées pour les trois jours qui viennent, nous encouragent à persévérer et nous en font un devoir.

Discours d'ouverture
Ali Babacan

Votre Altesse Sérénissime Prince Albert, Thierry de Montbrial, Vos Excellences, Mesdames et Messieurs,

Je suis très heureux d'être ici aujourd'hui et de l'occasion qui m'est donnée de prendre la parole devant un auditoire si distingué. Je tiens à saluer sincèrement Thierry de Montbrial qui organise cet important événement pour la sixième année consécutive, ce qui constitue déjà en soi une belle preuve de réussite. Cette année encore, pendant deux jours et demi, la World Policy Conference nous propose de débattre d'un large éventail de sujets politiques, économiques, sociétaux et même technologiques pour lesquels nous éprouvons tous un vif intérêt. Tout au long de cette conférence, des experts venant d'horizons divers nous aideront à mieux comprendre la dynamique actuelle du monde.

Dans un premier temps, je dirai quelques mots sur l'état actuel de l'économie mondiale, puis je présenterai un bref aperçu de la situation et des perspectives en Turquie. Je vous parlerai également de l'évolution de la situation dans notre région, c.à.d. la région autour de la Turquie, et de notre politique étrangère.

Mesdames et messieurs, distingués invités

Cinq années se sont écoulées déjà depuis le début de la crise et, grâce aux efforts extraordinaires des principales banques centrales, le système financier mondial s'est remis sur les bons rails après avoir été au bord de l'effondrement. Cependant, force est de constater que nombre de pays développés sont encore loin d'avoir des bilans solides viables. Les gouvernements devraient exploiter la fenêtre d'opportunité ouverte par les banques centrales afin de procéder à des réformes structurelles et à des ajustements fiscaux propices à la croissance. Il faut bien se rendre compte que les banques centrales ne peuvent à elles seules faire des miracles et il est impératif que les gouvernements prennent des mesures difficiles mais nécessaires.

Les pays en développement représentent aujourd'hui la moitié de l'économie mondiale, si on calcule en termes de parité de pouvoir d'achat (PPP). Si on compare les dix dernières années avec les dix prochaines années, la différence est significative pour les pays en développement. En effet, dans les dix prochaines années en moyenne, les pays en développement afficheront probablement des taux de croissance plus faibles que ces dix dernières années. Cependant, leur croissance sera bien plus rapide que celle du monde développé. Par conséquent, la part des pays en développement continuera d'augmenter dans l'économie mondiale.

On observe depuis peu une nouvelle phase dans l'économie mondiale, il s'agit de la normalisation des politiques monétaires. De nombreux pays en développement, et en particulier ceux confrontés à d'importants problèmes de balance des paiements ou à des déficits budgétaires élevés, devront se montrer très prudents dans les années à venir.

Mesdames et messieurs, distingués invités

Maintenant que la croissance est enfin au rendez-vous dans le monde développé et que le monde en développement poursuit sa croissance, il devient primordial de se concentrer sur la qualité de la croissance. De nombreux pays sont parfois prêts à tout pour avoir de la croissance, même si la qualité n'y est pas. La qualité de la croissance est pourtant extrêmement importante et doit devenir une priorité désormais.

Qu'entend-on par qualité de la croissance ? On pourrait définir la qualité selon 3 critères : la durabilité financière de la croissance est le critère numéro 1, la durabilité sociale est le critère numéro 2 et la durabilité environnementale est le critère numéro 3. Lorsqu'on parle de durabilité financière, cela signifie que la croissance est là mais qu'il faut surveiller de très près l'évolution des bilans, qu'il s'agisse des bilans des établissements financiers, des bilans des entreprises, des bilans des ménages et, bien entendu, des bilans des banques centrales. Ainsi, si la croissance entraîne des problèmes de bilan, la durabilité future de la croissance pourrait être très compromise. Deuxième critère de la qualité de la croissance : la durabilité sociale. La croissance est là mais crée-t-elle des emplois ? La croissance fait-elle réellement baisser le chômage ? Il faut distinguer deux aspects. La croissance est là mais améliore-t-elle la répartition des revenus ? Contribue-t-elle réellement à réduire les niveaux de pauvreté ? Améliore-t-elle le système de santé ? Améliore-t-elle le système éducatif ? Si ces questions sociales ne sont pas correctement prises en compte dans les modèles de croissance, la durabilité de ce type de croissance sera également compromise.

Et enfin, troisième critère : la durabilité environnementale. La croissance se fait-elle au prix d'émissions de carbone élevées ? La croissance se fait-elle au prix de l'épuisement des ressources d'eau, au prix de la déforestation ou au prix du réchauffement climatique ? Si tel est le cas, la croissance ne pourra pas être durable et posera un énorme problème. Et c'est une absence totale de justice entre les générations : la croissance aujourd'hui aux dépens du bien-être des générations suivantes.

Mesdames et messieurs, distingués invités

Je voudrais maintenant dire quelques mots sur la Turquie, ce qui a été fait et les perspectives. Chaque pays bien entendu a sa propre dynamique et il est très difficile de comparer un pays à un autre de façon idéale.

La Turquie a connu un processus de transformation majeur, un processus de transformation politique, un processus de transformation sociale, ainsi qu'un processus de transformation économique très importants. Nous avons mené plusieurs réformes politiques afin d'améliorer notre démocratie, d'améliorer nos pratiques en matière de droits de l'homme, de libertés et d'État de droit. Nous avons accompli beaucoup de choses dans ces domaines, mais il reste un long chemin à parcourir. Aujourd'hui, la Turquie compte plus de 400 chaînes de télévision et 1100 stations de radio. Nous avons aujourd'hui une société très ouverte. En termes d'utilisation des médias sociaux, la Turquie figure dans les 5 ou 10 premiers dans le classement de nombreuses plateformes de médias sociaux comme Twitter, Facebook, etc.

La Turquie a connu également une transformation économique. Nous avons réalisé d'importantes réformes dans la gestion et le contrôle des finances publiques, dans notre système bancaire, dans notre système de sécurité sociale, et dans notre système de santé qui est aujourd'hui montré en exemple dans nombre de plateformes internationales. Dans le même temps, nous avons réussi à réduire notre déficit budgétaire et notre dette publique, et lorsque la crise de 2008-2009 a frappé, nous avions déjà un système bancaire et un système de finances publiques très solides. Ainsi, les impacts de la dernière crise sur notre économie ont-ils été très limités.

La confiance est au cœur de nos politiques. Si la confiance est là, les consommateurs continueront de dépenser ; si la confiance est là, les entreprises continueront d'investir ; si la confiance est là, les banques continueront de prêter. Mais s'il y a un manque de confiance, les consommateurs arrêtent de consommer, les entreprises arrêtent d'investir, les banques arrêtent de prêter et l'économie s'arrête. C'est pourquoi la confiance est au cœur de nos politiques économiques. C'est une des raisons pour laquelle, en 2009 au plus haut de la crise alors que nombre de pays européens lançaient des programmes de relance budgétaire, nous avons mis en œuvre un programme d'assainissement budgétaire. Nous avons expliqué de quelle manière nous allions réduire notre déficit budgétaire et notre dette publique. Et que s'est-il passé ? Depuis 2009, c.à.d. sur les 4 dernières années, la croissance moyenne de l'économie turque a atteint 6 pour cent, le taux d'emploi total a augmenté de 6,2 millions, soit environ le nombre d'emplois perdus dans l'UE pendant la crise. Et notre dette publique a diminué, passant de 45 % du PIB à 35% du PIB. Nous avons donc montré, d'une certaine façon, que la croissance est possible même avec une politique d'assainissement budgétaire.

La Turquie est aujourd'hui la 16e économie mondiale. En termes de production agricole, nous sommes maintenant numéro 7, en termes de fréquentation touristique, nous sommes numéro 6 mondial. En 2002, la Turquie était un pays bénéficiaire de l'aide au développement, aujourd'hui nous sommes une nation émergente donatrice. Nous avons dépensé des milliards de dollars pour apporter une aide à de nombreux pays.

Par ailleurs, la répartition des revenus s'est considérablement améliorée. Au sein de l'OCDE, nous sommes non seulement l'un des rares pays où la répartition des revenus s'améliore, mais nous avons également enregistré la baisse la plus rapide du coefficient de Gini. Ces données figuraient dans le rapport Divided We Stand de l'OCDE publié il y a un an. Il n'y a plus de pauvreté absolue dans le pays. Même les chiffres sur la pauvreté relative se sont fortement améliorés.

Mais, d'un autre côté, nous sommes face à des défis. Nous avons un déficit courant élevé. Nous sommes fortement dépendants des importations de pétrole et de gaz. Nous avons une épargne faible. Cependant, nous avons déjà pris de nombreuses mesures visant à corriger les déséquilibres dans ce domaine et nous continuerons de prendre les mesures fiscales et macro-prudentielles nécessaires pour relever ces défis, nous mettrons en œuvre les réformes structurelles qui s'imposent.

Mesdames et messieurs, distingués invités

La Turquie est un pays d'Asie, et aussi un pays d'Europe. Et nous sommes très proches de l'Afrique. Nous sommes un pays des Balkans, du Caucase et aussi du Moyen Orient. La Turquie est un pays méditerranéen, un pays de la mer Noire et aussi un pays du Bassin de la mer Caspienne. La Turquie est membre de l'OTAN, notre principale alliance. Nous sommes membres du Conseil de l'Europe, nous sommes membres de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et nous sommes candidats à l'adhésion à l'Union européenne, actuellement en phase de négociation. Nous avons un accord spécial avec

la Ligue arabe et avec le Conseil de coopération du Golfe. Nous sommes un partenaire stratégique de l'Union africaine, l'un des trois pays indépendants à jouir de ce statut. Nous sommes un partenaire de dialogue de l'Organisation de coopération de Shanghai, le premier et l'unique pays à avoir ce lien spécial avec l'Organisation de coopération de Shanghai, qui est également membre de l'OTAN.

Nous poursuivons une politique étrangère multi-facette et multidimensionnelle. Nos politiques sont façonnées par des valeurs comme la paix dans le monde, la sécurité, la stabilité et la prospérité. Nous les considérons comme des valeurs fondamentales. Nous promouvons toujours le libre-échange, l'économie de marché, la libre circulation des capitaux, la libre circulation des marchandises, la libre circulation des idées, la libre circulation de l'énergie. La Turquie est également aujourd'hui une importante plateforme énergétique avec ses nombreux gazoducs et oléoducs qui contribuent à la sécurité d'approvisionnement énergétique de l'Europe et de plusieurs autres pays aussi.

L'Union européenne occupe une place très particulière dans notre politique étrangère et influence également nos efforts de réforme intérieure. Au vu de la situation de l'Union européenne depuis la crise économique mondiale, cette question revient souvent « Avez-vous encore envie de faire partie de l'UE ? ». Nous nous débrouillons déjà bien sur le plan économique, avec des performances bien meilleures que les pays membres de l'UE selon certains critères. Quelques-uns des nouveaux membres de l'UE font bien pire que la Turquie et on nous pose souvent cette question : « Voulez-vous toujours entrer dans l'UE » ? Comme le gouvernement turc, nous disons haut et fort « Oui ».

Tout d'abord, l'Union européenne nous a servi de repère dans nos efforts de réforme intérieure, les critères que l'Union européenne impose aux pays entrants sont très importants pour nous. En fait, elle nous sert d'étalon pour mesurer la qualité de nos réformes politiques. N'importe quel pays peut s'auto-déclarer une république démocratique mais comment évaluer et mesurer véritablement la qualité de la démocratie ? Ce n'est pas chose aisée. Et pour nous, ce processus d'accession a eu une influence très importante sur nombre de sujets. Et nous sommes très heureux que la crise de la zone euro soit presque derrière nous. La rationalité, le pragmatisme et la solidarité l'ont emporté.

Nous percevons toujours l'UE comme une union de valeurs et d'idéaux. Et l'UE représente également à nos yeux un projet de paix d'une importance historique après la Deuxième Guerre mondiale. Lorsque nous voyons les avantages économiques communs dont bénéficient les pays de l'UE, nous les considérons comme les fondamentaux de l'UE. Ces avantages économiques communs devraient être maintenus pour le bien de l'Union européenne. En fait, nous avons d'une certaine manière joué un rôle non négligeable en adoptant des politiques courageuses et importantes que la zone euro a reprises à son compte ces dernières années.

Le TTIP, Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement, constitue une ouverture historique. En effet l'émergence de deux énormes marchés, les États-Unis et l'UE, revêt une importance capitale en une période où la montée du protectionnisme et du nationalisme est une réalité dans de nombreuses parties du monde. C'est une vision importante à laquelle nous adhérons également. En effet, la Turquie mène actuellement un processus parallèle avec les États-Unis qui nous permettra, une fois le processus politique UE-USA terminé, de participer au TTIP en tant que pays membre de l'Union douanière avec l'Union européenne.

Mesdames et messieurs, distingués invités

Comme je l'ai déjà mentionné, notre transformation politique a certes été importante pour nous mais, dans une certaine mesure, les réformes que nous avons menées en Turquie sont également devenues une source d'inspiration pour de nombreux pays de notre région. Grâce aux nombreuses mesures que nous avons prises afin que l'Islam et la démocratie puissent coexister, avec en prime de bonnes performances économiques, de nombreuses personnes dans notre région, les jeunes en particulier, y ont vu des signes d'encouragement. Ils avaient soif de justice et de liberté, et le réveil arabe a commencé en Tunisie, puis s'est étendu à la Libye, à l'Egypte, au Yémen et à la Syrie. Et chaque pays a suivi son propre processus de changement.

Bien entendu, les défis ne manquent pas. En tant qu'ancien ministre des Affaires étrangères, je sais que les pays sont confrontés à certains dilemmes dans leur politique étrangère. Des dilemmes entre d'une part les principes, les valeurs et les idéaux et d'autre part les intérêts nationaux. Dans nombre de cas auxquels nous avons été confrontés, nous avons essayé de suivre nos principes et nos valeurs au lieu d'obéir à des intérêts nationaux à court terme. Nous estimions d'une certaine façon que la crédibilité à long terme est beaucoup plus importante que les intérêts nationaux à court terme. Et telle est notre approche de la situation et des événements dans notre région.

La Syrie, pays voisin de la Turquie, se trouve dans une situation extrêmement délicate. On dénombre déjà cent cinquante mille morts, y compris des enfants, pour la plupart des civils, et 6,5 millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays. Il y a beaucoup de réfugiés. Nous en accueillons 600 000 en Turquie. Et malheureusement, le mécanisme des Nations unies, y compris le Conseil de Sécurité, s'est avéré totalement inefficace. Et voilà ce qui se passe : plus cette situation se prolonge, plus les groupes extrémistes se renforcent et gagnent du soutien tandis que la communauté internationale reste inactive. Nous nous réjouissons de l'annonce de la deuxième Conférence de Genève, prévue pour le 22 janvier 2014. Elle représente une opportunité importante et nous appelons de nos vœux la mise en œuvre des résolutions de la première conférence de Genève. Et il est important aussi que cette conférence débouche sur l'établissement d'un gouvernement de transition doté des pleins pouvoirs exécutifs pour contrôler toutes les institutions gouvernementales, y compris les forces armées, les services de sécurité et les opérations de renseignement. L'objectif est d'avoir un gouvernement de transition réellement indépendant capable de préparer le pays à un système démocratique efficace. La souveraineté, l'indépendance, l'unité et l'intégrité territoriale de l'État syrien doivent être préservées, quel que soit le scénario. La Syrie doit être un pays démocratique et respectueux des droits de l'homme et de l'État de droit ; tous les citoyens doivent être égaux devant la loi quelle que soit leur religion ou leur origine ethnique.

L'égypte : le respect de la volonté du peuple et la démocratisation sont essentiels pour la stabilité et le développement économique. Les violations des droits de l'homme sapent la paix intérieure et la stabilité en Égypte. Un processus politique inclusif et pluraliste devrait permettre d'assurer la stabilité à long terme de l'Égypte. La communauté internationale devrait encourager le gouvernement provisoire à mettre en œuvre un processus inclusif ayant pour but le rétablissement de la démocratie.

L'Iran est un pays clé de notre région et sans nul doute un voisin très important de la Turquie. La position de la Turquie sur le dossier nucléaire a été très claire dès le début. Nous ne voulons pas qu'un pays de notre région possède des armes de destruction massive. Mais d'un autre côté, chaque pays, chaque nation souveraine a le droit de développer et d'utiliser l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. Nous avons toujours préconisé la diplomatie comme seul moyen viable de parvenir à une solution. Nous avons donc salué l'accord entre le groupe P5+1 et l'Iran. Mais nous devons garder à l'esprit que cet accord n'est qu'une première étape, les six mois à venir sont cruciaux. Nous espérons que les deux parties respecteront les conditions de l'accord, un véritable impératif pour instaurer une confiance mutuelle. Le succès de cette première étape ouvrira la voie à une solution durable et mutuellement satisfaisante.

L'Iraq est un pays au potentiel énorme, un pays qui a traversé de nombreuses difficultés au cours de cette dernière décennie. Nous espérons que les élections qui auront lieu en avril permettront d'avoir un parlement et un gouvernement représentatifs en Iraq, avec la mise en œuvre de politiques inclusives afin que chaque citoyen iraquien soit traité avec équité quelle que soit son origine ethnique ou sa religion.

Processus de paix au Moyen-Orient : tous les changements survenus dans le paysage géostratégique du Moyen-Orient ne doivent pas détourner notre attention du conflit arabo-israélien dont la résolution est indispensable à une paix et une stabilité durables dans la région. Il existe aujourd'hui une nouvelle fenêtre d'opportunité pour parvenir à une solution avec deux États coexistant dans la paix et la sécurité sur la base des Résolutions pertinentes des NU et de l'Initiative de paix arabe. Nous appelons de nos vœux un règlement du conflit qui passe par l'établissement d'un État de Palestine indépendant, souverain et d'un seul tenant, avec Jérusalem comme capitale, dans les frontières antérieures à 1967. Par ailleurs, nous sommes inquiets de l'expansion continue des colonies illégales. Les restrictions concernant la libre circulation des personnes et des biens, les tentatives visant à modifier artificiellement l'identité démocratique et multiculturelle de Jérusalem constituent également des sources d'inquiétudes.

Mesdames et messieurs, distingués invités

Les liens historiques et culturels entre la Turquie et l'Afrique ont fortement contribué à l'établissement de relations étroites avec le continent. Il y a quatre ans, nous n'avions que douze ambassades en Afrique. Aujourd'hui, nous en avons 35. Nos échanges connaissent un développement très rapide. Des compagnies aériennes turques proposent, depuis Istanbul, des vols à destination de 38 villes africaines. Nos exportations vers l'Afrique et le Moyen-Orient sont pratiquement au même niveau que nos exportations vers l'UE. Les liens économiques sont donc de plus en plus solides.

Le 21e siècle sera celui de la montée en puissance de l'Asie. Cela a commencé essentiellement dans le domaine économique, mais les implications politiques, militaires et culturelles de la montée en puissance de l'Asie commencent peu à peu à se manifester. Tandis que l'attention se concentre principalement sur la Chine, toute la région Asie-Pacifique connait un processus de développement rapide et, par conséquent, de nombreux pays de la région sont de plus en plus considérés comme des acteurs importants. La Chine est devenue la deuxième économie mondiale. La taille de l'économie indienne, en termes de PPP, atteint aujourd'hui près de cinq trillions de dollars. Le continent asiatique concentre environ 45 % de la population mondiale. Et aujourd'hui, la croissance de l'Asie contribue à hauteur de 40 % à la croissance mondiale en termes de PIB. Par ailleurs, la croissance du commerce de l'Asie contribue à hauteur d'un tiers à la croissance du commerce mondial.

Malgré sa formidable ascension et son immense potentiel, l'Asie est également confrontée à certains défis. Les choix économiques et politiques ont des conséquences environnementales et sociales. Ainsi, dans les années à venir, il sera important de s'attaquer aux problèmes d'environnement ou au fossé croissant entre les riches et les pauvres. Et nombre de pays asiatiques ont un besoin urgent d'un modèle social efficace et solide. Le partenariat transpacifique, qui est en quelque sorte le pendant du partenariat transatlantique TTIP, constitue une étape importante pour le libre-échange. On dénombre par ailleurs des points chauds dans la région Asie-Pacifique, et les conflits et litiges existants font craindre une montée du nationalisme dans la région. En outre, les tendances discriminatoires et la violence accrue dans certains pays risquent d'engendrer de nouveaux conflits.

Mesdames et messieurs, distingués invités

Des discussions extrêmement intéressantes sur la plupart de ces sujets, et d'autres peut-être, vont avoir lieu au cours de ces deux prochains jours et demi. Cette réflexion nouvelle sera propice à l'émergence de nouvelles idées et ouvrira de nouvelles perspectives dans la recherche de solutions. Et je tiens une fois encore à remercier et saluer Thierry de Montbrial et son équipe pour l'organisation de cette conférence pour la 6e année consécutive et j'espère que cette tradition et cette réussite se perpétueront pendant de nombreuses années, voire des décennies. Merci !

Dîner de Gala
Laurent Fabius

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, chers amis, Madame le Premier Ministre, il est vrai que la semaine a été chargée mais je tenais à honorer cette invitation, par égard pour notre hôte et parce que je savais retrouver ici des personnalités qui veulent réfléchir ensemble, ce qui n'est pas si fréquent. On m'a donné un quart d'heure. Monsieur de Montbrial m'a dit à peu près ceci : « Un quart d'heure pour traiter l'univers et les autres problèmes ». Comme je n'ai qu'un quart d'heure, je traiterai uniquement l'univers et laisserai de côté les autres problèmes…

Je commencerai par une formule de Paul Valéry, qui va détruire, dès l'abord, mon exposé. Valéry a écrit quelque part : « Tout ce qui est simple est faux, et tout ce qui ne l'est pas est inutilisable ». Or j'ai quinze minutes pour traiter très simplement de la façon dont, en politique étrangère, je vois l'année qui vient. Nous sommes en fin d'année, j'allais vous souhaiter bonne année. En fait je vais aborder des sujets qui expliquent que cette année sera peut-être à certains égards bonne et à certains égards moins bonne.

* *

Les cinq premières minutes, je veux les consacrer, en donnant quelques coups de projecteur, à plusieurs pays dont je pense qu'ils peuvent, ou non, déterminer l'an prochain beaucoup d'éléments de la donne mondiale. Le premier pays, cela va peut-être vous surprendre, c'est la Libye. On s'est beaucoup intéressé il y a quelque temps à la Libye ; on s'y intéresse moins, mais de nombreux terroristes s'y intéressent. Il y a là-bas des tribus, il y a au sommet une volonté de bien faire, il y a aussi beaucoup d'armes, potentiellement beaucoup d'argent à travers le pétrole mais pas vraiment d'État. Et tout ceci fait que ce pays magnifique, qui possède des potentialités immenses, peut-être la prochaine zone d'objectif du terrorisme international. Nous essayons les uns les autres, les Américains, les pays voisins, les Russes, les Italiens, d'autres amis européens, nous-mêmes d'aider le gouvernement libyen. Nous y travaillons et j'espère que l'an prochain ne sera pas l'année noire de la Libye. En tout cas, je l'ai mise dans le peloton de tête de mon agenda de préoccupations.

Le deuxième pays, cela vous étonnera moins, c'est la Syrie. Prochainement, nous allons probablement participer à une conférence, dite de « Genève 2 », qui débutera d'ailleurs à Montreux. On peut anticiper beaucoup de difficultés. Pourquoi ? L'objectif de cette conférence est, selon les termes de la lettre d'invitation envoyée aux participants, de préparer par consensus un gouvernement de transition doté de tous les pouvoirs exécutifs. C'est simple. Mais c'est tellement simple que certains participants risquent de ne pas s'y retrouver. Bachar El-Assad a dit qu'il allait envoyer des représentants, mais pas pour discuter de la façon dont il va être privé de son propre pouvoir. Quant à l'opposition modérée, que nous soutenons puisque nous ne voulons ni de Bachar El-Assad ni des terroristes, elle est aujourd'hui en difficulté. Elle aussi se pose des questions. Si malheureusement le succès n'était pas au rendez-vous, cela signifierait que ce pays martyr continuerait de souffrir comme les pays voisins. Au Liban, pays ami : 4 millions d'habitants, 1 million de réfugiés. En Jordanie : 800 000. Des difficultés – le mot est faible – aussi en Irak, en Turquie et dans d'autres pays circum-voisins. Feu rouge, feu orange ? En tout cas, difficultés lourdes. Le troisième pays c'est l'Iran. Vous avez consacré une séance à ce pays, au nucléaire iranien, aux perspectives. Nous avons conclu un accord intérimaire intéressant, positif. La France a été très active dans la négociation parce que nous avons considéré, avec le Président de la République, que si l'on voulait un bon accord, il nous fallait être fermes et que cet accord ne pouvait pas supporter l'ambiguïté qui était présente au début. La discussion a été serrée. Finalement, elle a produit des résultats. Mais ces résultats sont intérimaires et maintenant il faut d'une part les appliquer et d'autre part aller vers la deuxième partie, la recherche d'un accord durable. Je passe sur toute une série d'aspects, au demeurant très importants. Mais la question qui est posée, et qui n'est pas encore réglée, c'est la suivante : est-ce que l'Iran accepte de renoncer à la perspective même de l'arme nucléaire ? C'est notre position. Quand je dis "nous", ce n'est pas simplement la France, c'est la communauté internationale. Est-ce que l'Iran accepte de renoncer à la perspective de l'arme nucléaire ou est-ce que l'Iran accepte donc seulement de suspendre ses activités nucléaires militaires et de rester au niveau du seuil ? Si c'est la première hypothèse, alors nous nous mettrons d'accord. Si c'est la deuxième, je prévois beaucoup de difficultés qui ne viendront pas seulement du Congrès américain mais aussi de la communauté internationale. Voilà la question principale, qui pour le moment, elle, n'est pas totalement réglée.

J'ajouterai bien sûr la question israélo-palestinienne, sur laquelle je suis moins pessimiste que beaucoup, pour m'entretenir souvent avec à la fois le Premier Ministre israélien et le Président Mahmoud Abbas. Deux questions seront probablement déterminantes. La première est celle-ci : est-ce qu'à l'issue des efforts déployés, notamment par le Secrétaire d'État américain John Kerry qui accomplit un travail remarquable, les leaders du côté israélien et du côté palestinien pourront présenter aux populations, qui sont actuellement plutôt hostiles, un accord définitif ? Du côté israélien, comme du côté palestinien, on sait que cela demandera des concessions. Peut-être, à condition que ce soit une fois pour toute et comme solde de tout compte. C'est la première question. La deuxième, c'est la question dite de la « sécurité ». Les Israéliens, pour des raisons qu'on peut comprendre, disent : « Nous sommes prêts à faire des concessions, mais la sécurité en Israël et dans les Territoires Palestiniens c'est nous, et nous ne faisons confiance à personne d'autre. » Les Palestiniens répliquent : « Nous voulons avoir un vrai État, et un vrai État ne peut pas accepter qu'en permanence sur son sol la sécurité soit assurée par une force extérieure ». Ce point-là n'est pas réglé. Il sera déterminant dans la négociation. Voilà quelques pays que j'ai placés en tête de mon agenda de réflexion et d'action pour l'année qui s'ouvre.

J'ajouterai un sujet, qui va vous paraître décalé par rapport aux précédents : les difficultés, voire les cataclysmes qui peuvent se produire compte tenu de l'aggravation des problèmes climatiques. J'y reviendrai dans un instant. Les scientifiques nous disent, de façon précise, que nous courons vers l'abîme si nous n'agissons pas vite et fortement. Il y a des signes annonciateurs.

* *

Deuxième série de remarques : qu'est-ce qui va être déterminant ? Mesdames et Messieurs, s'il ne fallait retenir qu'une seule idée de ce que je vous dis, ce serait celle-ci. Pendant des années, le monde a été bipolaire : États-Unis, URSS. Les deux étaient en opposition, mais cette opposition prenait aussi la forme d'un condominium. Et finalement lorsque ces deux-là décidaient de résoudre une crise, ils le faisaient. Ensuite, pendant une courte période, au moment de l'effondrement soviétique et de la chute du Mur de Berlin, le monde est devenu unipolaire. La superpuissance, dans tous les domaines, était américaine. Je souhaite que nous allions vers un monde multipolaire organisé, sous l'égide des Nations Unies, avec des organisations régionales, dans le respect de lois internationales. L'objectif est donc un monde multipolaire. Mais aujourd'hui, le monde est plutôt « zéro polaire » ou apolaire. Je veux dire par là, et je le constate chaque semaine comme mes collègues ministres des Affaires étrangères des autres pays, qu'il n'existe pas une puissance ou même un assemblage de puissances qui puissent à elles seules résoudre les crises. C'est ce qui explique les blocages au Conseil de sécurité des Nations Unies, l'impossibilité par exemple de résoudre la crise syrienne, et telle autre qui, en d'autres périodes, aurait été tranchée par cette puissance unique ou cet assemblage de puissances. Et dans le monde actuel que je qualifie de « zéro polaire », un certain nombre de pays exercent une influence parfois à la mesure de leur poids économique, parfois au-delà : les États-Unis d'Amérique ; la Chine, même si elle a décidé de rester pour l'instant en deçà de sa propre puissance sur le plan diplomatique ; la Russie qui est très active internationalement ; et la France qui n'a que 66 millions d'habitants mais qui est une puissance globale, et qui, membre permanent du Conseil de sécurité, joue un rôle évident d'influence.

Donc, s'agissant des questions que j'évoquais, leur solution dépendra non pas d'une seule puissance, fut-elle les États-Unis d'Amérique, non pas d'un assemblage établi, mais d'alliances, au demeurant variables.

On critiquait les États-Unis lorsqu'ils étaient très interventionnistes. On les critique aujourd'hui parce qu'ils sont plus distants. Ils prennent du recul par rapport aux situations en Europe, au Proche-Orient, au Moyen-Orient. Le Président Obama s'en est expliqué. Lorsqu'il a été candidat pour la seconde fois il a dit : « Ce qui m'intéresse, ce sont d'abord les États-Unis d'Amérique, le pivot asiatique, le conflit israélo-palestinien. Nous sommes intervenus en Afghanistan, avec des sacrifices considérables. Les États-Unis étaient aussi en Irak avec aussi des conséquences lourdes et discutables ». Il y a une « fatigue » de l'Amérique. Donc il ne veut pas intervenir à chaque instant dans chaque conflit. Cette attitude tout à fait compréhensible crée une sorte de vide. Comment sera-t-il rempli ?
Il en est de même, dans un autre cas de figure, pour la Russie. Le Président Poutine, il y a quelques années, lorsqu'il n'était pas Président, avait, pour parler trivialement, peu de cartes en main. Aujourd'hui, dans ce monde apolaire, zéro polaire, du fait d'une attitude déterminée en Syrie, au Proche-Orient, au Moyen-Orient, voilà que la Russie effectue son grand retour sur la scène internationale. Avec toutefois plusieurs limites, dont une qui doit être méditée : pour que le budget de la Russie s'équilibre, il faut que le prix du pétrole atteigne au moins 114 dollars le baril. Or, tous les efforts de cette puissance pour calmer la situation au Proche et au Moyen-Orient, auraient comme conséquence de faire baisser sensiblement le prix du pétrole et du gaz ! A partir de là, on peut discuter à l'infini. La Chine elle aussi exercera une influence décisive. Lors de la récente conférence de Genève, qui a abouti à l'accord entre les cinq membres permanents du Conseil de sécurité plus l'Allemagne, avec l'Iran, la Chine – on ne l'a pas suffisamment dit – a joué un rôle important et positif. Elle souhaite disposer d'une sorte de glacis autour de son propre territoire. Il existe des différends avec le Japon, notamment la question maritime et celle de la zone aérienne, qui doivent être regardées avec beaucoup de précautions. Personnellement, je ne pense pas que la Chine développe des perspectives bellicistes. Mais c'est une puissance considérable, et il risque de se produire en 2014 un certain nombre de tensions dans cette zone. La France cherchera toujours la paix et la sécurité.

Il y a aussi l'attitude propre de l'Iran. Le grand événement de l'année qui s'écoule, c'est peut-être moins l'accord intérimaire que l'élection du Président Rohani. D'ailleurs les deux sont liés. Est-ce que cette élection amènera suffisamment de changements dans la société iranienne ? Ou bien est-ce qu'avec les déceptions et les contradictions qui peuvent survenir, on assistera à un mouvement de recul ?

Face à toutes ces questions que j'ai exposées, la réponse sera largement dans les mains de ces quatre séries de puissances auxquelles bien sûr j'ajouterai l'Union européenne, à condition qu'elle le veuille.

* *

Les dernières cinq minutes de mon exposé porteront sur la France. Quels sont les objectifs de notre politique étrangère ? Je les résumerai par quatre termes : la paix, la planète, l'Europe et le redressement.

La paix, cela peut paraître paradoxal puisqu'on entend parfois : « Mais pourquoi la France envoie-t-elle des troupes en Afrique ? » Une des premières décisions du Président François Hollande a été de retirer nos troupes d'Afghanistan. Par tradition, par choix, nous ne sommes nullement bellicistes, nous voulons la paix. Mais nous savons que la paix, la sécurité passent par une grande fermeté et les moyens de celle-ci. En Syrie, dès juin 2012, nous avions proposé une solution qui, si elle avait été suivie rapidement, à une époque où il n'y avait ni Iraniens, ni Hezbollah, ni terroristes, était pertinente.

Lorsque nous envoyons nos soldats au Mali, ce n'est pas par je ne sais quelle pulsion belliciste. C'est à la demande de l'ONU et des Africains et parce que, un soir - j'étais à ses côtés – François Hollande a reçu un coup de téléphone du Président malien de transition, Dioncounda Traoré, qui lui a dit : « Monsieur le Président , si vous n'envoyez pas des troupes pour nous aider, demain je serai mort ». Les terroristes marchaient sur Bamako. Cela se passait au début du mois de janvier 2013. François Hollande a donné l'ordre, nos soldats ont fait un travail magnifique, avec les Africains, avec d'autres. Depuis lors, même s'il existe encore des difficultés, la sécurité a été restaurée. Un Président de la République a été élu démocratiquement, et demain dimanche, il y aura une assemblée nationale, cela en moins d'un an. Et les conditions du développement son rétablies.

Aujourd'hui, dans des conditions tout à fait différentes, nous retrouvons une autre situation où il faut trancher, en Centrafrique. Cela fait longtemps que la Centrafrique souffre. Depuis 1965, les coups d'État se succèdent. Comme son nom l'indique, elle est au centre d'un ensemble de pays : le Tchad au nord, les deux Soudan qui ne sont pas connus pour leur calme, le Congo, le Cameroun. Ces pays peuvent être mis en difficulté, si un pays comme la Centrafrique implose, 4,5 millions d'habitants mais plus grand que la France. Oui, les menaces de guerre civile sont là lorsqu'on commence à s'armer, les uns d'armes lourdes, les autres de machettes, les uns disant : « Nous sommes chrétiens », les autres répondant : « Nous sommes musulmans ». Il n'y a aujourd'hui à proximité qu'un seul pays qui a les moyens d'intervenir vite et c'est la France. Nous sommes intervenus à la demande de l'ONU et des Africains parce que dans notre tradition, dans notre conception des choses, on ne peut pas détourner le regard lorsque des amis sont massacrés, et se contenter de siffloter. Mais il faut avoir une vision à long terme. C'est la raison pour laquelle nous plaidons, avec l'Europe, pour que se mette en place, pour la première fois, dans les années qui viennent, une force interafricaine de réponse aux crises, bien équipée et suffisante. Ce n'est pas à la France d'intervenir à chaque fois. Si l'on veut que ces crises en Afrique, continent magnifique, continent d'avenir, puissent être résolues par les Africains eux-mêmes, il doit y avoir cette force permanente.

La planète. La France s'est portée candidate pour recevoir la prochaine grande conférence sur le climat en 2015. Nous avons été retenus. Nous étions les seuls candidats… Ce qui fait qu'à l'issue de cette « désignation par acclamation », plusieurs ministres sont venus me voir, hésitant entre les félicitations et… les condoléances. Nous sommes engagés. Et il va falloir réussir cette conférence extraordinairement importante. Nous allons dans l'abîme.

Les scientifiques nous disent que les hausses de température, ce ne seront pas 2 degrés par rapport à l'ère pré-industrielle mais 4 degrés, 5 degrés! On parle de « réchauffement du climat ». Je récuse ce terme. Après tout, les habitants de Monaco, même s'il fait beau, ne seraient pas choqués qu'il fasse trois ou quatre degrés de plus. « Ca va être une petite augmentation de chaleur ? ». Pas du tout ! C'est un dérèglement climatique. C'est un maelström massif, qui dans certains cas va se traduire par des refroidissements importants, et dans d'autres cas par des augmentations épouvantables de la force des typhons, par la désertification, par des submersions, des migrations massives. Il faut agir, pas seulement, même si c'est nécessaire, par des réglementations qui devront être internationales et différenciées, mais aussi en donnant à tout cet élan un sens positif. J'ai longtemps travaillé, comme vous le savez, aux côtés de François Mitterrand qui utilisait une formule pertinente. Il disait : « Si vous faites de la politique, et que vous dites à la population : aujourd'hui c'est dur, demain c'est pire, et je ne vous parle pas d'après-demain… vous avez peu de chances d'être écouté ». Je suis d'accord : il faut donner un agenda positif pour cette action. Les transformations nécessaires peuvent être créatrices de croissance.

L'Europe. Certains de mes collègues ministres des Affaires étrangères européens sont présents. Je les salue avec amitié. Nous allons d'ailleurs nous revoir lundi prochain au Conseil européen des Affaires étrangères.

La question principale est de savoir si l'Europe veut être une puissance ou si elle ne le veut pas. Ceux qui sont là ce soir souhaitent qu'elle le soit. Vingt-huit, bientôt peut-être davantage. Il faut s'organiser. Alors on dit : « Il faut un premier cercle ». Et souvent on parle de la France et de l'Allemagne, même si d'autres sont aussi concernés. Mercredi prochain, Madame Merkel sera désignée chancelière de l'Allemagne, l'après-midi elle sera en France pour rencontrer le Président français. Tous les deux ont la même durée de mandat devant eux. Je souhaite, compte tenu du rôle que jouent la France et l'Allemagne dans le projet européen, qu'un plan d'ensemble soit proposé à tous nos collègues afin qu'autour des thèmes de la croissance, de l'énergie, de l'emploi, de la défense, des nouvelles technologies, l'Europe, première puissance commerciale du monde, dotée des capacités extraordinaires, puisse retrouver son dynamisme et son espérance.

Enfin, le « redressement », le rayonnement. Le redressement de la France, bien sûr. Le rayonnement de la France : la France est une puissance culturelle formidable. La francophonie s'étend aujourd'hui à plus de 200 millions d'habitants. Bientôt, avec le développement de l'Afrique, 750 millions de locuteurs. Notre réseau diplomatique est un des plus vastes du monde. Notre capacité économique : nous n'avons que 66 millions d'habitants mais nous sommes encore la cinquième puissance économique du monde. Et nous possédons des capacités de création, de recherche, d'innovation exceptionnelles. C'est ce redressement qu'il faut assurer, pas seulement pour la France mais pour l'Europe autour d'un certain nombre d'idées qui ont fait le tour du monde.

* *

Voilà, Mesdames et Messieurs, ce que je voulais vous dire en quelques mots. Comme j'ai voulu qu'ils soient simples, ils n'ont peut-être pas été, au nom du précepte de Paul Valéry, tout à fait pertinents. Je ne suis pas un expert, je suis attaché à la chose publique depuis longtemps et en même temps un pragmatique. D'ailleurs, Valéry avait ce mot pour les experts. On lui demandait : « Qu'est-ce que c'est qu'un homme compétent ? » Il répondait : « C'est quelqu'un qui se trompe selon les règles ». J'espère ne choquer personne ! Il faut écouter les experts, les compétents. Mais il faut savoir aller au-delà, il faut proposer, il faut agir. C'est vrai dans une famille, c'est vrai dans une entreprise, c'est vrai pour une nation, c'est vrai pour un continent. Il faut une vision. Ce que j'ai appelé, à d'autres moments, un grand dessein. Il faut aussi des lieux où les hommes et les femmes de bonne volonté puissent discuter de cela ensemble. C'est le cas de cette World Policy Conference, et c'est pourquoi j'ai été très heureux d'être avec vous ce soir. Merci.

PRESSE & WPC TV

Une lutte pour l'autorité morale en Ukraine

Jim Hoagland, *Washington Post*,
21 décembre 2013

Monaco - Le deuxième round de la guerre acharnée entre l'Union Européenne et la Russie au sujet de l'Ukraine a été remporté par le Kremlin. Mais la lutte politique à l'est de l'Europe n'est pas terminée. L'Europe doit renouveler son soutien aux forces démocratiques de l'Ukraine non seulement dans le propre intérêt de ces forces démocratiques mais également pour revitaliser les objectifs de l'Union Européenne.

L'union des 28 nations a surfé à grande vitesse sur des montagnes russes, passant du sommet d'autosatisfaction et d'autocongatulation après le succès de sa politique d'intégration à l'abîme de la crise économique et de la désunion. Des dirigeants politiques et des économistes, lors d'une conférence de haut niveau qui s'est tenue ici le week-end dernier, ont reconnu que l'Europe est en train de sortir du pire moment de la tourmente financière, avec un euro étonnamment fort. Ils ont cependant noté que cette reprise progressait à un rythme douloureusement lent et irrégulier.

Cette incertitude explique en partie la prudence dont ont fait preuve les capitales européennes à l'égard du soulèvement populaire contre le président ukrainien, M. Viktor Ianoukovitch, et à sa décision de différer le rapprochement avec l'Union européenne en faveur d'une plus grande coopération avec la Russie (et d'une subvention de 15 milliards de dollars). La Maison Blanche (Obama), ayant toujours l'intention de poursuivre avec la Russie le contrôle des armements ainsi que d'autres accords, a également été attentive à ne pas fâcher le Kremlin en ce qui concerne l'Ukraine.

De telles inhibitions n'ont pas troublé le président russe, Vladimir Poutine, qui voit dans l'Ukraine la dernière bataille existentielle de la guerre froide. Comme il l'a fait en 2004, lorsque la Révolution Orange a semblé sur le point de mettre au pouvoir à Kiev une démocratie de style occidental, Poutine a combattu en Ukraine pour assurer la survie de son propre régime contre-révolutionnaire à Moscou. Quatre décennies après le discrédit de la théorie des dominos, contredite pour les Américains dans les rizières de l'Asie du Sud-est, cette théorie reste bien vivante au Kremlin.

Il est certain que l'Ouest est mal placée pour rivaliser ave la Russie en termes d'avantages économiques ou politiques directs en Ukraine. Les Ukrainiens eux-mêmes sont divisés quant aux sacrifices qu'impliquerait le renoncement aux marchés et à l'aide financière russes pour parier sur un rapprochement avec l'économie moderne du super-État représenté par l'Union Européenne.

Mais les manifestants qui ont bravé les intempéries et l'intimidation policière à Kiev et ailleurs, comprennent qu'il s'agit avant tout d'une lutte relative à l'autorité morale. Face à tous leurs problèmes, les sociétés règlementées de l'Union Européenne sont un véritable aimant pour les Ukrainiens, dégoûtés par la corruption et le non-respect de la loi des dirigeants russes et ukrainiens. L'association officielle avec l'Europe aiderait à établir la primauté du droit et à limiter le pouvoir du gouvernement ukrainien de maltraiter et ne pas s'occuper de ses propres citoyens.

Il n'est donc pas surprenant que Poutine ne souhaite pas voir sur sa frontière occidentale une démocratie opérationnelle, de style européen. Inversement, les dirigeants européens et américains doivent consolider leur autorité morale dans leur soutien au peuple ukrainien et ne rien faire pour la diminuer en paraissant tolérer ou ignorer l'ingérence de Poutine.

Lorsque Laurent Fabius, le très compétent ministre des affaires étrangères français, a pris la parole lors de la World Policy Conference qui s'est tenue ici le week-end dernier, il a été contesté par l'auditoire pour avoir omis de mentionner l'Ukraine dans une liste de questions internationales pressantes exigeant l'attention du groupe. Parmi les participants figuraient des dirigeants politiques, économiques et religieux ainsi que des intellectuels et des leaders d'opinion. La discussion animée qui a suivi reflétait un large soutien à la cause des manifestants ukrainiens considéré comme une obligation morale d'aider un voisin en difficulté.

Mais des préoccupations plus immédiates et décourageantes ont dominé le reste de ces trois jours de conférence, les européens reconnaissant peu probable de pouvoir continuer à financer leur généreuse aide sociale aux niveaux actuels, craignant que les partis populistes anti-européens n'obtiennent des résultats impressionnants aux élections du printemps pour le Parlement Européen et s'inquiétant des tensions occasionnées à leurs pays par l'immigration en provenance d'Afrique et du Moyen-Orient.

Six années d'une croissance anémique ou inexistante, la hausse du chômage dans la partie méridionale de l'Europe et des bouleversements politiques juste de l'autre côté de la Méditerranée ont lourdement grevé l'élan autrefois confiant de l'Union Européenne. Établie pour empêcher les guerres entre les nations les plus puissantes de l'Europe et promouvoir la prospérité sur l'ensemble du continent, l'union se retrouve enlisée dans des arguments ésotériques relatifs à la supervision bancaire et doit affronter la montée croissante de courants nationalistes.

Aider l'Ukraine à échapper à l'emprise de ses propres despotes et de leurs voisins est un grand défi, un défi à la hauteur de l'esprit créatif démontré par les dirigeants européens lors de la fondation de l'Union il y a un demi-siècle. Ils ont reçu dans cette tâche un soutien essentiel de la part de dirigeants américains avisés qui ne considéraient pas le leadership des États-Unis dans les affaires mondiales comme un verre à moitié vide, ce qui semble être l'attitude fréquente de la Maison Blanche.

Un prince saoudien critique l'administration Obama, citant son indécision au Moyen-Orient

Steven Erlanger, *The New York Times*,
15 décembre 2013

Monaco - Un prince saoudien influent a critiqué l'administration Obama ce dimanche pour ce qu'il a qualifié d'indécision et de perte de crédibilité auprès des alliés du Moyen-Orient, indiquant que les efforts américains pour obtenir un accord de paix entre Israéliens et Palestiniens étaient voués à l'échec sans un engagement clair du président Obama.

« Nous avons vu plusieurs lignes rouges mises en avant par le président. Celles-ci ont évolué et sont devenues rosâtres au cours du temps puis finalement complètement blanches, » a déclaré le Prince Turki al-Faisal, ancien chef des services de renseignement de l'Arabie Saoudite. « Lorsque ce genre d'assurances vient du dirigeant d'un pays tel que les États-Unis, nous nous attendons à ce qu'il s'y tienne. » Et d'ajouter, « Il y a un problème de confiance. »

M. Obama a ses problèmes, a reconnu le prince, mais lorsqu'un pays possède de solides alliés, « il doit être en mesure de leur donner l'assurance que ce qu'il dit correspond à ce qu'il fait. » Le prince n'a plus de position officielle au gouvernement mais a récemment exprimé publiquement l'opinion saoudienne avec l'approbation sans équivoque du gouvernement saoudien.

Les saoudiens ont été particulièrement choqués par le refus de M. Obama, d'intervenir par la force dans la guerre civile en Syrie et en particulier par sa récente décision de ne pas punir par des frappes militaires le Président syrien Bashar al-Assad même après la présentation de preuves évidentes montrant que le gouvernement de M. Assad avait utilisé des armes chimiques contre ses propres citoyens.
Au lieu de cela, M. Obama a choisi de demander au Congrès l'autorisation d'une frappe et quand cette autorisation s'est avérée difficile à obtenir, il a coopéré avec la Russie pour amener la Syrie à accepter de renoncer à ses armes chimiques. Le Prince Turki et les responsables israéliens ont fait valoir que cet accord ne faisait que légitimer M. Assad et dimanche, le prince a qualifié l'échec mondial à faire cesser le conflit en Syrie de « faute quasi criminelle. »

La Syrie, l'Iran, les questions nucléaires et le conflit israélo-palestinien ont été les principaux thèmes abordés par le Prince Turki, qui a pris la parole lors de la World Policy Conference, réunissant des représentants officiels et des intellectuels venant essentiellement d'Europe, du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord.
Le mécontentement de l'Arabie Saoudite vis-à-vis du pouvoir croissant de l'Iran dans la région n'est un secret pour personne et les Saoudiens, qui sont eux-mêmes engagés dans un conflit avec l'Iran, n'ont aucun problème à ce que les États-Unis fassent de même, a déclaré le prince. Il s'est plaint cependant de ce que des pourparlers bilatéraux entre des représentants iraniens et américains aient été tenus secrets pour les alliés des États-Unis, provoquant ainsi davantage de méfiance.

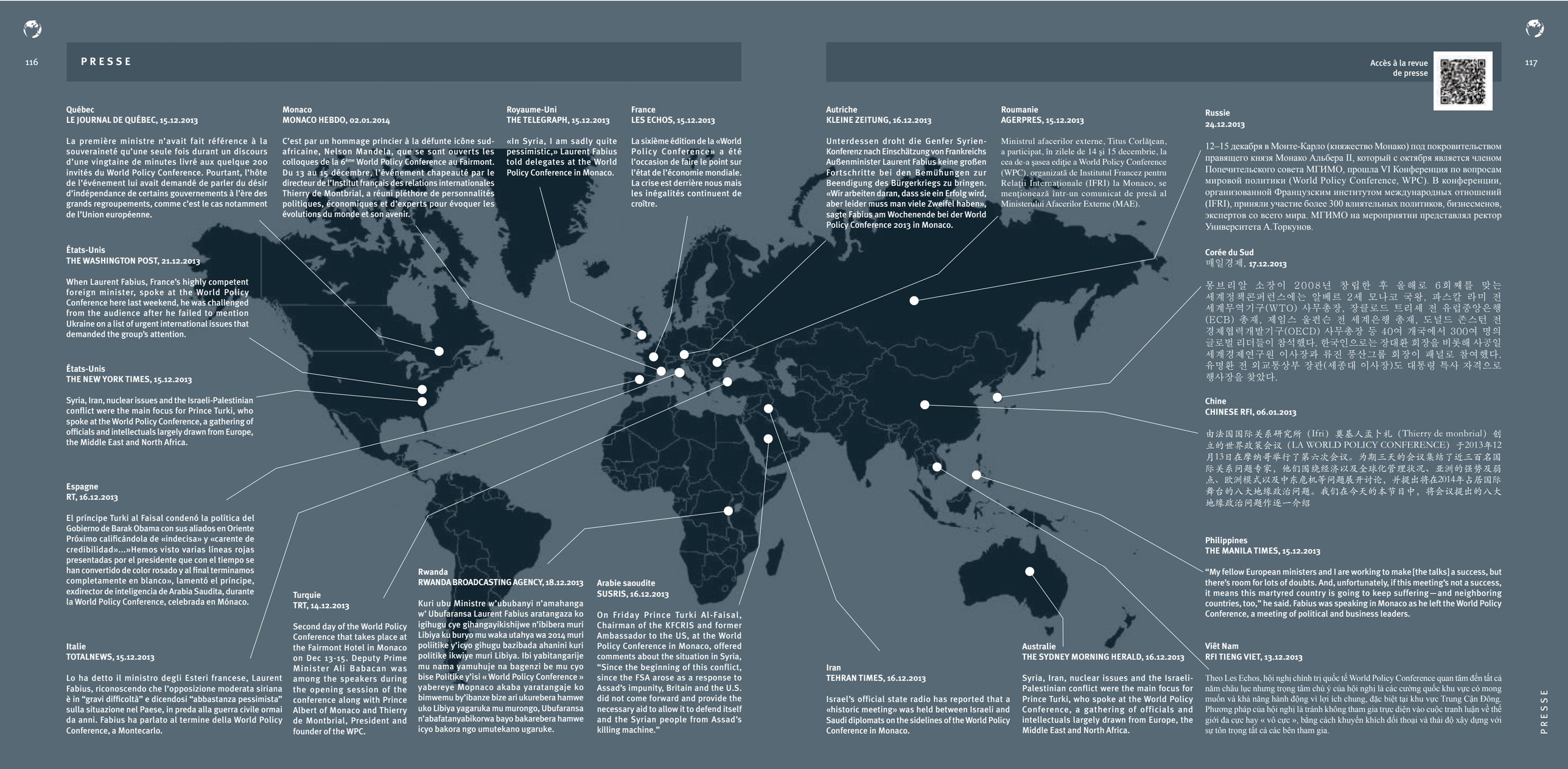
Le prince, a affirmé que l'Iran devait renoncer à ses ambitions en matière d'armement nucléaire (l'Iran affirme que son programme nucléaire est uniquement destiné à des fins civiles) et devait arrêter d'utiliser ses propres troupes et celles de ses alliés chiites tels que l'organisation libanaise du Hezbollah pour combattre les pays voisins, notamment la Syrie et l'Iraq. « Le jeu de l'hégémonie vis-à-vis des pays arabes n'est pas acceptable, » a déclaré le prince. « Tout comme les Arabes ne s'habillent pas comme des Occidentaux, les Arabes n'accepteront pas de porter des vêtements iraniens. »
L'un des thèmes prédominants de la conférence a été le déclin de l'influence américaine au Moyen-Orient. Laurent Fabius, ministre français des affaires étrangères, a déclaré: « Nous vivons aujourd'hui dans un monde sans polarités. Aucune puissance, aucun groupe de puissances, ne peut résoudre tous les problèmes. »

Les États-Unis, a déclaré M. Fabius, ont souvent été critiqués pour leur « omniprésence. Ils sont maintenant critiqués pour leur manque de présence. » S'il « est parfaitement compréhensible » que M. Obama s'abstienne de nouveaux engagements militaires au Moyen-Orient, « il crée ce faisant un certain vide » qui a permis à la Russie « de revenir sur la scène mondiale » et a encouragé la France à intervenir en République Centrafricaine, en Libye et au Mali.
Ancien ambassadeur d'Israël aux États-Unis, Itamar Rabinovich, a indiqué qu'après le refus de M. Obama de réaliser des frappes militaires en Syrie, Israël, tout comme l'Iran, ne croit plus qu'il pourrait utiliser la force militaire contre l'Iran.

Le Prince Turki a déclaré que le problème israélo-palestinien restait au centre des relations entre le monde musulman et l'Occident. Il a loué les efforts de négociation du secrétaire d'État John Kerry, mais a averti que M. Obama devait être disposé à imposer aux parties l'acceptation d'une résolution durable. « M. Kerry consacre beaucoup de temps et d'énergie, » a-t-il constaté, « mais nous verrons jusqu'où il peut aller si le président ne lui accorde pas son plein appui. »

Le Prince Turki a comparé les États-Unis à un gros ours qui doit pousser et effrayer les dirigeants israéliens et palestiniens pour aboutir à un accord et leur donner à chacun un alibi leur permettant de faire de nécessaires et délicats compromis sur des questions telles que Jérusalem, les réfugiés, les échanges de territoires et les dispositions en matière de sécurité.

« Malheureusement, le gros ours ne s'est pas montré très féroce récemment, » a constaté le Prince Turki. Pour obtenir un résultat, a-t-il déclaré, l'ours « doit non seulement montrer les dents, mais aussi sortir ses griffes » lorsque les pourparlers atteignent le point critique.
Inversement, le Prince Turki a averti « Si le président revient sur sa position relativement au compromis sur les frontières de 1967, comme il l'a fait sur sa ligne rouge relative à l'utilisation d'armes chimiques par Assad, alors l'ensemble du processus de paix entre les Arabes et Israël sera anéanti. »
Dans des commentaires séparés, ici à l'agence de presse Reuters, le Prince Turki a déclaré que les États-Unis et la Grande-Bretagne avaient fait trop peu pour aider les rebelles syriens les plus modérés et les plus laïques, les laissant se débrouiller par eux-mêmes contre la « machine à tuer d'Al Assad » et les groupes rebelles mieux armés des islamistes radicaux.
« Pourquoi devrait-il arrêter les tueries ? » a-t-il déclaré en parlant de M. Assad.
« Ceci, selon moi, est la raison pour laquelle la F. S.A. ne se trouve pas dans une position aussi prédominante qu'elle le devrait aujourd'hui, » a-t-il indiqué, faisant référence à la Free Syrian Army, « en raison du manque d'appui international. La lutte va se poursuivre et les tueries vont continuer. »



Québec
LE JOURNAL DE QUÉBEC, 15.12.2013

La première ministre n'avait fait référence à la souveraineté qu'une seule fois durant un discours d'une vingtaine de minutes livré aux quelque 200 invités du World Policy Conference. Pourtant, l'hôte de l'événement lui avait demandé de parler du désir d'indépendance de certains gouvernements à l'ère des grands regroupements, comme c'est le cas notamment de l'Union européenne.

États-Unis
THE WASHINGTON POST, 21.12.2013

When Laurent Fabius, France's highly competent foreign minister, spoke at the World Policy Conference here last weekend, he was challenged from the audience after he failed to mention Ukraine on a list of urgent international issues that demanded the group's attention.

États-Unis
THE NEW YORK TIMES, 15.12.2013

Syria, Iran, nuclear issues and the Israeli-Palestinian conflict were the main focus for Prince Turki, who spoke at the World Policy Conference, a gathering of officials and intellectuals largely drawn from Europe, the Middle East and North Africa.

Espagne
RT, 16.12.2013

El príncipe Turki al Faisal condenó la política del Gobierno de Barak Obama con sus aliados en Oriente Próximo calificándola de «indecisa» y «carente de credibilidad»...»Hemos visto varias líneas rojas presentadas por el presidente que con el tiempo se han convertido de color rosado y al final terminamos completamente en blanco», lamentó el príncipe, exdirector de inteligencia de Arabia Saudita, durante la World Policy Conference, celebrada en Mónaco.

Italie
TOTALNEWS, 15.12.2013

Lo ha detto il ministro degli Esteri francese, Laurent Fabius, riconoscendo che l'opposizione moderata siriana è in "gravi difficoltà" e dicendosi "abbastanza pessimista" sulla situazione nel Paese, in preda alla guerra civile ormai da anni. Fabius ha parlato al termine della World Policy Conference, a Montecarlo.

Monaco
MONACO HEBDO, 02.01.2014

C'est par un hommage princier à la défunte icône sud-africaine, Nelson Mandela, que se sont ouverts les colloques de la 6ème World Policy Conference au Fairmont. Du 13 au 15 décembre, l'événement chapeauté par le directeur de l'Institut français des relations internationales Thierry de Montbrial, a réuni pléthore de personnalités politiques, économiques et d'experts pour évoquer les évolutions du monde et son avenir.

Turquie
TRT, 14.12.2013

Second day of the World Policy Conference that takes place at the Fairmont Hotel in Monaco on Dec 13-15. Deputy Prime Minister Ali Babacan was among the speakers during the conference along with Prince Albert of Monaco and Thierry de Montbrial, President and founder of the WPC.

Royaume-Uni
THE TELEGRAPH, 15.12.2013

«In Syria, I am sadly quite pessimistic,» Laurent Fabius told delegates at the World Policy Conference in Monaco.

Rwanda
RWANDA BROADCASTING AGENCY, 18.12.2013

Kuri ubu Ministre w'ububanyi n'amahanga w' Ubufaransa Laurent Fabius aratangaza ko igihugu cye gihangayikishijwe n'ibibera muri Libiya ku buryo mu waka utahya wa 2014 muri poliitike y'icyo gihugu bazibada ahanini kuri politike ikwiye muri Libiya. Ibi yabitangarije mu nama yamuhuje na bagenzi be mu cyo bise Politike y'isi « World Policy Conference » yabereye Mopnaco akaba yaratangaje ko bimwemu by'ibanze bize ari ukurebera hamwe uko Libiya yagaruka mu murongo, Ubufaransa n'abafatanyabikorwa bayo bakarebera hamwe icyo bakora ngo umutekano ugaruke.

France
LES ECHOS, 15.12.2013

La sixième édition de la «World Policy Conference» a été l'occasion de faire le point sur l'état de l'économie mondiale. La crise est derrière nous mais les inégalités continuent de croître.

Arabie saoudite
SUSRIS, 16.12.2013

On Friday Prince Turki Al-Faisal, Chairman of the KFCRIS and former Ambassador to the US, at the World Policy Conference in Monaco, offered comments about the situation in Syria, "Since the beginning of this conflict, since the FSA arose as a response to Assad's impunity, Britain and the U.S. did not come forward and provide the necessary aid to allow it to defend itself and the Syrian people from Assad's killing machine."

Autriche
KLEINE ZEITUNG, 16.12.2013

Unterdessen droht die Genfer Syrien-Konferenz nach Einschätzung von Frankreichs Außenminister Laurent Fabius keine großen Fortschritte bei den Bemühungen zur Beendigung des Bürgerkriegs zu bringen. «Wir arbeiten daran, dass sie ein Erfolg wird, aber leider muss man viele Zweifel haben», sagte Fabius am Wochenende bei der World Policy Conference 2013 in Monaco.

Iran
TEHRAN TIMES, 16.12.2013

Israel's official state radio has reported that a «historic meeting» was held between Israeli and Saudi diplomats on the sidelines of the World Policy Conference in Monaco.

Roumanie
AGERPRES, 15.12.2013

Ministrul afacerilor externe, Titus Corlăţean, a participat, în zilele de 14 şi 15 decembrie, la cea de-a şasea ediţie a World Policy Conference (WPC), organizată de Institutul Francez pentru Relaţii Internaţionale (IFRI) la Monaco, se menţionează într-un comunicat de presă al Ministerului Afacerilor Externe (MAE).

Australie
THE SYDNEY MORNING HERALD, 16.12.2013

Syria, Iran, nuclear issues and the Israeli-Palestinian conflict were the main focus for Prince Turki, who spoke at the World Policy Conference, a gathering of officials and intellectuals largely drawn from Europe, the Middle East and North Africa.

Russie
24.12.2013

12–15 декабря в Монте-Карло (княжество Монако) под покровительством правящего князя Монако Альбера II, который с октября является членом Попечительского совета МГИМО, прошла VI Конференция по вопросам мировой политики (World Policy Conference, WPC). В конференции, организованной Французским институтом международных отношений (IFRI), приняли участие более 300 влиятельных политиков, бизнесменов, экспертов со всего мира. МГИМО на мероприятии представлял ректор Университета А.Торкунов.

Corée du Sud
매일경제, **17.12.2013**

몽브리알 소장이 2008년 창립한 후 올해로 6회째를 맞는 세계정책콘퍼런스에는 알베르 2세 모나코 국왕, 파스칼 라미 전 세계무역기구(WTO) 사무총장, 장클로드 트리셰 전 유럽중앙은행(ECB) 총재, 제임스 울펀슨 전 세계은행 총재, 도널드 존스턴 전 경제협력개발기구(OECD) 사무총장 등 40여 개국에서 300여 명의 글로벌 리더들이 참석했다. 한국인으로는 장대환 회장을 비롯해 사공일 세계경제연구원 이사장과 류진 풍산그룹 회장이 패널로 참여했다. 유명환 전 외교통상부 장관(세종대 이사장)도 대통령 특사 자격으로 행사장을 찾았다.

Chine
CHINESE RFI, 06.01.2013

由法国国际关系研究所（Ifri）莫基人孟卜礼（Thierry de monbrial）创立的世界政策会议（LA WORLD POLICY CONFERENCE）于2013年12月13日在摩纳哥举行了第六次会议。为期三天的会议集结了近三百名国际关系问题专家，他们围绕经济以及全球化管理状况、亚洲的强势及弱点、欧洲模式以及中东危机等问题展开讨论，并提出将在2014年占居国际舞台的八大地缘政治问题。我们在今天的本节目中，将会议提出的八大地缘政治问题作逐一介绍

Philippines
THE MANILA TIMES, 15.12.2013

"My fellow European ministers and I are working to make [the talks] a success, but there's room for lots of doubts. And, unfortunately, if this meeting's not a success, it means this martyred country is going to keep suffering—and neighboring countries, too," he said. Fabius was speaking in Monaco as he left the World Policy Conference, a meeting of political and business leaders.

Viêt Nam
RFI TIENG VIET, 13.12.2013

Theo Les Echos, hội nghị chính trị quốc tế World Policy Conference quan tâm đến tất cả năm châu lục nhưng trọng tâm chú ý của hội nghị là các cường quốc khu vực có mong muốn và khả năng hành động vì lợi ích chung, đặc biệt tại khu vực Trung Cận Đông. Phương pháp của hội nghị là tránh không tham gia trực diện vào cuộc tranh luận về thế giới đa cực hay « vô cực », bằng cách khuyến khích đối thoại và thái độ xây dựng với sự tôn trọng tất cả các bên tham gia.

Ali Babacan

Le poids économique et l'influence de l'Union européenne ne peuvent perdurer que par l'élargissement et c'est en cela que nous pensons pouvoir être utiles. Intégrer la Turquie dans l'UE représente une valeur ajoutée considérable. Cela fera de l'Union une entité plus diversifiée et représentative, à l'influence beaucoup plus affirmée.

Jacob Frenkel

Sur le plan politique, le problème du chômage et de l'inégalité des revenus est de la dynamite. Il doit être réglé et ce, de manière appropriée. L'égalité de la misère n'aide en rien. Vous devez au contraire viser l'égalité des bénéfices issus de la croissance économique. Quoique vous fassiez, assurez-vous de ne pas détruire les systèmes de stimulation pour économiser, investir et éduquer. C'est là que vous aurez de la croissance. Si vous souhaitez que chacun bénéficie d'une plus grande part, il vous faut un gâteau plus gros.

Henri DeCastries

Une augmentation de la transparence et de la concurrence permet de mieux faire fonctionner les marchés et d'éviter ces inégalités injustifiées. D'un autre côté, pour les individus, nous encourageons l'éducation avec les outils très puissants que nous autorise l'ère numérique. Je pense que l'e-éducation est un formidable moyen d'offrir de meilleures chances à un plus grand nombre de personnes et par conséquent de réduire les inégalités à terme.

S.A.S. le Prince Turki Al Faisal

Nous sommes très proches des États-Unis depuis près de 75 ans. Nous avons traversé vents et marées, nous avons connu des désaccords mais néanmoins, je pense que le royaume est un ami très proche des États-Unis. Il mérite d'être associé à tous les engagements des États-Unis dans la région. C'est pourquoi les officiels du royaume, les citoyens saoudiens et moi-même pensons qu'il manque à l'équation « cinq + un » en Iran un partenaire essentiel, le Conseil de coopération du Golfe. Des questions qui nous concernent directement, comme le programme nucléaire iranien, sont matière à négociation.

James D. Wolfensohn

Il y a la question de la corruption et de l'absence de futur leadership en dehors des familles. C'est une dimension qui ne semble pas vouloir disparaître à terme, je suis donc inquiet pour l'Afrique. J'aimerais croire que les ressources naturelles vont suffire. Mon expérience personnelle dans 35 pays d'Afrique m'apprend toutefois que les Africains ne tirent pas avantage des opportunités existantes.

Joaquín Almunia

Je suis contre le protectionnisme. Je pense qu'il est négatif pour tout le monde. Personne ne gagnera à dresser des obstacles contre le changement. Je pense au contraire que le changement est un aspect très positif et l'un des leviers de notre future stratégie pour une croissance durable. Nous sommes en mesure de gagner la bataille économique grâce aux économies ouvertes. L'ouverture est un atout pour l'Europe.

Basma Kodmani

Il s'agira soit d'une Syrie démocratique, soit d'une Syrie plurisectorielle, ou alors il n'y aura pas de Syrie. Tout Syrien sérieux et investi sait cela, y compris les islamistes. Les islamistes très raisonnables et les islamistes véritables affirment même : « Nous savons que la Charia n'est pas adaptée à la Syrie. Elle fonctionne peut-être dans d'autres pays mais pas en Syrie.

Mayankote Kelath Narayanan

Je pense que ces deux nations (Chine et Inde) ont considérablement mûri. Il y a beaucoup de ce que j'appellerais valse-hésitation à des degrés variés du système. J'ai été le conseiller sécurité du Premier ministre, j'étais donc présent physiquement. J'ai observé les écarts émanant des différences culturelles et autres. Mais en termes de menaces, nous avons atteint un stade qui ne pose plus de problèmes majeurs.

Tidjane Thiam

Je pense que sur le long terme, vous ne pouvez résorber les déséquilibres fiscaux d'envergure sans croissance. Il y a des limites à ce qu'un rééquilibrage interne peut accomplir dans une démocratie, sans générer des problèmes sociaux et économiques. L'euro est un problème, mais aussi une chance. Spéculer sur sa dissolution n'est pas très productif. Il est destiné à perdurer. Sur l'Afrique, les perspectives à long terme sont positives, c'est indéniable.

Thierry de Montbrial

Une des caractéristiques de notre monde est le manque de leadership. Et cela rend le monde incertain et instable. Mais, il y a quand même des éléments très positifs. Il y a eu le miracle de l'élection du président Rohani, l'accord préliminaire avec l'Iran. Et il ne faut pas exclure que Netanyahu change de position, sans quoi les choses seront très difficiles. Alors, être optimiste, c'est croire que les négociations sur l'Iran peuvent aboutir et que le gouvernement israélien change de position.

PARTENAIRES & ORGANISATION

La Principauté de Monaco est un État souverain et indépendant en bordure de la mer Méditerranée, avec un territoire de 2km2 et une population de 36.136 habitants au 31 décembre 2012 dont 8.675 Monégasques.
Le régime politique et institutionnel de la Princi- pauté est régi par la Constitution du 17 décembre 1962, modifiée, loi fondamentale de l'État, qui définit la nature du gouvernement, l'organisation des pouvoirs publics et leurs rapports.
La Principauté est une monarchie héréditaire et constitutionnelle qui affirme la primauté du droit sur toutes les institutions.
Le gouvernement est exercé sous la haute auto- rité de s.a.s. le Prince souverain albert II.
Il est composé du Ministre d'État et de cinq Conseil- lers de gouvernement à la tête chacun d'un Dépar- tement (Intérieur ; Relations extérieures ; Équipe- ment, environnement et Urbanisme ; Finances et Économie ; affaires sociales et santé). Le gouver- nement a pour mission d'assurer l'exécution des lois, le fonctionnement des services publics et le maintien de l'ordre public.
Le pouvoir législatif est exercé par le Prince et le Conseil National (assemblée élue de 24 membres) et le pouvoir judiciaire est indépendant.
Le modèle socio-économique de Monaco repose sur une absence de dette, sur un budget à l'équi- libre voire excédentaire selon la feuille de route fixée par s.a.s. le Prince souverain albert II et un fonds de réserve constitutionnel avec des liquidi- tés importantes.
Pour l'année 2011, le Produit Intérieur Brut en va- leur (prix courants) a été de 4,37 milliards d'euros contre 4,04 milliards en 2010 avec un taux de crois- sance, calculé sur le PIB corrigé de l'effet inflation qui est de +6,6%.
L'économie de Monaco est basée sur un système « onshore » avec plus de 4.000 entreprises, réparties dans des secteurs aussi divers que le commerce de gros, l'industrie, le tourisme ou la finance qui y sont installées.
Pour répondre aux besoins en ressources hu- maines de ces activités, Monaco compte 49.605 salariés dont 40.000 soit 85% se rendent tous les jours en Principauté de France et d'Italie.

EFG

EFG International, dont le siège est à Zurich, est un groupe mondial de private banking offrant des services de banque privée et de gestion d'actifs. Les établissements de *private banking* du groupe EFG opèrent actuellement sur trente sites dans le monde entier et emploient quelque 2 000 personnes. Les actions nominatives EFG International (EFGN) sont cotées à la Bourse suisse (SIX Swiss Exchange).
A Monaco, EFG est représenté par EFG Bank (Monaco), un prestataire de services bancaires et de gestion de fortune destinés aux clients privés et institutionnels. Cet établissement a consolidé sa position sur le marché local avec l'acquisition en 2006 de la Banque Monégasque de gestion. Ses Client Relationship Officers développent une relation étroite avec leurs clients et élaborent les solutions les mieux à même de répondre à leurs besoins sur le plan local, tout en tirant parti des ressources d'EFG sur le plan mondial.

TOTAL

L'énergie a une incidence cruciale sur le développement des pays et de leurs populations. Partout où elle est disponible, l'énergie crée une dynamique de progrès qui, pour être maintenue à l'avenir, nécessitera une évolution des usages et des comportements.
C'est dans ce contexte que Total inscrit son action. Présent dans plus de 130 pays, Total est l'une des premières compagnies pétrolières internationales, ainsi qu'un acteur majeur du gaz, du raffinage et de la pétrochimie. Forts de leur expertise reconnue, ses 97 000 collaborateurs découvrent, produisent et transforment des hydrocarbures pour fournir des produits et services à ses clients partout dans le monde. Pour élargir son offre, Total développe également des énergies complémentaires aux hydrocarbures : dès aujourd'hui le solaire et demain, la biomasse. entreprise responsable, Total met tout en œuvre pour que ses activités soient toujours accompa- gnées d'effets positifs dans les domaines économiques, sociaux et environnementaux.

OCP

Créé en 1920, le groupe OCP est un leader mondial de la production et de l'exportation de la roche de phosphate, d'engrais phosphatés et de produits dérivés. Ces produits sont une pièce maitresse de la sécurité alimentaire et de la productivité agri- cole à l'échelle globale, non seulement en raison des nutriments vitaux qu'ils apportent aux cultures agricoles, mais aussi du fait qu'ils contribuent à reconstituer les sols dégradés.
L'OCP, compagnie Marocaine d'envergure mondiale, est au service de plus de 130 clients, au travers desquels elle soutient les agriculteurs aux quatre coins du monde.
Grâce à ses réserves de phosphate, les plus importantes au monde (essentiellement situées dans le bassin de Khouribga, au centre du Maroc), mais aussi grâce à ses unités de production industrielles et chimiques, et enfin grâce à ses capacités de recherche et développement de pointe, l'OCP est en mesure de répondre de façon inno- vante et compétitive à la demande mondiale en constante croissance, en proposant une gamme toujours plus complète d'engrais phosphatés adaptés aux spécificités des sols, à la diversité des cultures ainsi qu'aux différentes pratiques agricoles de par le monde.
L'OCP s'engage aussi dans des partenariats de plus en plus nombreux sous forme de joint-ventures - aussi bien dans le secteur des engrais à proprement dit, que dans des secteurs tels l'ingénierie et le Project-Management - et ce, avec des partenaires Indiens, Pakistanais, américains, allemands et Belges.
La contribution substantielle de l'OCP au développement économique et social du Maroc fait écho à son engagement au niveau régional et international en tant qu'entreprise citoyenne. Ceci est particulièrement vrai sur le continent africain où, hormis le fait de renforcer significativement sa présence commerciale, l'OCP promeut activement le développement de l'agriculture, en mettant l'accent sur l'accompagnement des petits exploitants agricoles. Cet engagement est au centre de la global Food security Initiative, projet OCP, articulé autour de la promotion de l'innovation et de l'investissement dans le secteur agricole en afrique et au-delà. En parallèle, la Fonda- tion OCP appui les projets visant à adapter et à diffuser les meilleures pratiques agricoles, pour le bénéfice de tous.

EADS

EADS façonne l'avenir de l'aérospatial et de la défense
EADS est un leader mondial des secteurs de l'aéronautique, de l'espace, de la défense et des services associés. Le groupe comprend Airbus, une référence mondiale pour les avions commerciaux et militaires d'avant-garde, y compris les avions de ravitaillement, de transport et de mission développés par airbus Military.
Astrium, numéro un européen de l'industrie spatiale et troisième fournisseur au monde de sys- tèmes spatiaux, est présent sur tous les segments du marché spatial, des systèmes spatiaux à grande échelle aux services satellitaires.
Cassidian, leader mondial des solutions de sécurité ultra-modernes pour les forces armées et de protection civile du monde entier, fait également d'EADS l'un des principaux partenaires du consortium eurofighter et du missilier MBDA.
Eurocopter est le plus grand hélicoptériste du monde dans le secteur civil et offre la plus large gamme d'hélicoptères civils et militaires au monde.
EADS vise à développer ses programmes clés de manière à poursuivre sa lancée vers une croissance bénéficiaire. Pour avoir accès à de nouveaux marchés ainsi qu'à de nouvelles ressources technologiques, le groupe accroît sa présence internationale tout en restant fidèle à ses pays d'origine européens.
En 2000, EADS est né de l'union entre le groupe français aérospatiale-Matra, l'allemand Daimler-Chrysler Aerospace AGet l'espagnol Casa. Aujourd'hui, EADS est le plus bel exemple d'entreprise prospère résolument européenne.
Avec plus de 1000 milliards de commandes cumulées depuis 2000, EADS a plus que quadruplé son carnet de commandes à 567 milliards d'euros. En 2012, le groupe a plus que doublé son chiffre d'affaires en passant de 24,2 milliards d'euros en 2000 à 56,5 milliards d'euros en 2012.
Depuis le 2 avril 2013, Denis Ranque est le Président du Conseil d'administration, et, depuis le 1 juin 2012, Tom enders est le Président exécutif (CEO) d'EADS.

Capgemini
CONSULTING. TECHNOLOGY. OUTSOURCING

Fort de plus de 130 000 collaborateurs et présent dans 44 pays, Capgemini est l'un des leaders mon- diaux du conseil, des services informatiques et de l'infogérance. Le groupe a réalisé en 2012 un chiffre d'affaires de 10,3 milliards d'euros. avec ses clients, Capgemini conçoit et met en œuvre les solutions business et technologiques qui correspondent à leurs besoins et leur apporte les résultats auxquels ils aspirent. Profondément multiculturel, Capgemini revendique un style de travail qui lui est propre, la « Collaborative Business experienceTM », et s'appuie sur un mode de production mondialisé, le « Rightshore® ».
Depuis la création du groupe en 1967, notre culture et nos pratiques commerciales ont été inspirées et guidées par sept Valeurs fondamentales. Ce sont les principes directeurs qui animent Capgemini en tant que groupe mais aussi en tant qu'individus. Bien plus que de simples règles de conduite, ces valeurs sont au cœur de notre démarche d'entre- prise éthique et responsable. Véritable « aDN » du groupe, elles sont le garant de la réputation de l'ensemble Capgemini : l'Honnêteté, l'audace, la Confiance, la Liberté, la solidarité, la Modestie et le Plaisir.
QUATRE GRANDS MÉTIERS
• Le conseil
• L'intégration de systèmes
• Les services informatiques de proximité (sogeti)
• L'infogérance
SIX SECTEURS D'ACTIVITÉ
• Le secteur public
• Le secteur « energie, Utilities et Chimie »
• Les services financiers
• Le secteur « Industrie »
• Le secteur « Commerce, Distribution et Transport »
• Le secteur « Télécommunications, Médias et Divertissement »
LES LIGNES DE SERVICES MONDIALES
business Information Management (bIM) : ges- tion optimisée des informations de l'entreprise, tout au long de leur cycle de vie, et exploitation du potentiel de valeur qu'elles représentent, Testing Services : industrialisation et expertise conjuguée de Capgemini et de sogeti en matière de tests et d'assurance qualité des logiciels, notam- ment pour les applications mobiles et sociales, Services de mobilité, ligne créée en 2012 pour couvrir tous les aspects de la mobilité.
SkySight : Développée avec Microsoft, skysight permet à ses utilisateurs, du plus grand au plus petit, d'accéder à des solutions en mode cloud grâce à un service d'orchestration de logiciels développé par Capgemini.

FONDATION LATSIS
Internationale

La Fondation Latsis Internationale, institution non lucrative d'intérêt public, créée en 1975, a instauré les Prix Latsis en suisse dès 1983. Elle attribue annuellement quatre Prix Latsis Universitaires et un Prix Latsis National. Ces prix ont pour but principal d'apporter aux chercheurs un encouragement et une récompense en reconnaissance de contributions scientifiques et technologiques exceptionnellement importantes et prometteuses effectuées en suisse.
La Fondation Latsis Internationale est associé avec la John's. Latsis Public Benefit Foundation qui est principalement active en grèce dans les domaines de la recherche scientifique, l'éducation, la protection de l'environnement et de l'assistance sociale.

LAFARGE

Leader mondial des matériaux de construction et acteur majeur dans les activités ciment, granulats et béton, nous contribuons à la construction des villes dans le monde entier avec des solutions innovantes pour les rendre plus accueillantes, plus compactes, plus durables, plus belles et mieux connectées.
Présent dans 64 pays, le groupe compte 65 000 collaborateurs et réalise un chiffre d'affaires de 15,8 milliards d'euros.

réinventons / notre métier AXA

Présents dans 57 pays, les 160 000 collaborateurs d'AXA s'engagent aux côtés de 102 millions de clients. Nos expertises s'expriment à travers une offre de produits et de services adaptés à chaque client dans trois grands domaines d'activité : l'assurance dommages, l'assurance vie et la gestion d'actifs. Notre stratégie et notre modèle opérationnel sont bâtis sur des positions solides dans les marchés sur lesquels nous opérons, un modèle de multidistribution

qui laisse au client le choix quant à la manière d'accéder à nos produits et services, et une expertise reconnue dans la gestion des risques, garante de notre solidité financière et du respect de nos engagements. Nos équipes s'engagent à respecter trois attitudes clés pour servir nos clients et établir une relation de confiance sur le long terme : disponible, attentionné et fiable. enfin, et parce que la protection des personnes sur le long terme est notre métier, nous pensons que nous avons la responsabilité d'utiliser nos compétences, nos moyens et nos expertises en matière de gestion des risques pour contribuer à créer une société solide et sûre, comme nous le faisons par exemple avec le Fonds AXA pour la Recherche.

GRAMPET GROUP

Depuis 13 ans, le groupe Grampet s'est établi comme le plus important groupe de transport ferroviaire de fret du sud est de l'europe ainsi que d'europe Centrale. Présent dans neuf pays, la compagnie roumaine compte aujourd'hui 9.000 employés, gère une flotte de 17.000 wagons et près de 500 locomotives. en treize ans, le groupe Grampet a réussi à développer un « couloir de fer » traversant l'europe d'est en Ouest, reliant la Mer du Nord à la Mer Noire et la Mer adriatique par transport ferroviaire. Fort de ses trois importantes entreprises de transport ferroviaires situées en Roumanie, Hongrie et Bulgarie, ainsi que de ses nombreuses industries et installations en Roumanie et Hongrie, le groupe Grampet offre un panel complet de services, du transbordement de transport ferroviaire à la fabrication, réparation et développement du matériel roulant.
Le groupe Grampet et sa principale entreprise de transport ferroviaire, Grup Feroviar Roman, ont continué à développer leur rôle européen et régional, notamment par leur implication dans quatre processus de privatisation internationaux des entreprises nationales de transport ferroviaire en Roumanie, Croatie, Grèce et Bulgarie.
Le groupe Grampet est aujourd'hui dirigé par Gruia Stoica, un homme d'affaire roumain dynamique et ambitieux.

RENAULT NISSAN

L'alliance Renault Nissan est un partenariat stratégique entre le groupe Renault, basé à Paris et le groupe Nissan, basé à Yokohama au Japon et ce depuis 1999. ensemble, ces deux groupes vendent une voiture sur 10 dans le monde sous 5 marques (Renault, Nissan, Renault samsung Motors, Dacia , Lada, Datsun et Infiniti) et emploient près de 285 000 personnes.
en 2012, le groupe Renault et le groupe Nissan ont vendu 8,1 million de véhicules, faisant de l'alliance le 4e plus grand constructeur mondial. Depuis sa création, il y a maintenant 14 ans, cette alliance multi culturelle s'est étendue géographi- quement et en particulier dans les pays émergents. L'alliance est le leader de l'industrie automobile en ce qui concerne la mobilité durable et le seul groupe à avoir mis sur le marché des véhicules zéro émission abordables pour tous.

POONGSAN

Fondée en 1968, Poongsan Group est aujourd'hui la plus grande entreprise coréenne de fabrication de cuivre et de produits en cuivre allié. Elle occupe une position majeure au sein d'un large éventail de secteurs industriels, de l'industrie lourde jusqu'au secteur high-tech avec l'électronique et les semi-conducteurs. sa gamme de produits inclue un large spectre de cuivre et de produits en cuivre allié tels que des feuilles, des bandes, des tuyaux, des tringles, des barres, des fils, des outils de forgeage de précision ainsi que des munitions, tant pour un usage militaire que sportif. Poongsan est également le premier fournisseur mondial de pièces de monnaie vierges. Partout dans le monde, des gouvernements confient à Poongsan le soin de leur fournir des matériaux de grande qualité afin de battre monnaie. L'entreprise exploite un lieu de production de cuivre, des usines d'armement et travaille avec des partenaires locaux en Corée. Par ailleurs, Poongsan détient neuf filiales à l'étranger, la plus importante d'entre elles étant PMX Industries, Inc. située aux etats-Unis.

Fondation Zinsou

La Fondation Zinsou, première fondation privée au Bénin, tournée vers la culture et l'art contemporain africain a ouvert ses portes à Cotonou en juin 2005. La mise en valeur du patrimoine artistique africain, l'éducation, le développement et la réduction de la société sont au cœur du projet de la Fondation Zinsou.

EximBank România

Au cours des 20 dernières années, la Banque d'export-Import de Roumanie a été impliquée dans la promotion de l'activité des entreprises nationales. aujourd'hui, la banque est une institution dont l'activité se concentre sur le financement de tous les types d'entreprises et pas seulement des entreprises exportatrices. La banque dispose d'un modèle d'affaires unique sur le marché roumain, un modèle qui associe les caractéristiques d'une banque commerciale tout en fonctionnant sous le nom et compte de l'etat. eximBank dispose d'un portefeuille de solutions de financement, garanties et produits d'assurance qui répondent aux besoins de tout type d'entreprise.

NUCLEARELECTRICA

SN Nucleaelectrica est créée en 1998 afin de livrer de l'énergie propre et abordable aussi bien aux particuliers qu'aux industriels, en tant que producteur national d'énergie stratégique. Nuclearelectrica exploite aujourd'hui deux centrales nucléaires à Cernavoda NPP, d'une capacité de 706 MW chacune, ainsi qu'une usine de production de combustible nucléaire à Pitesti. Nuclearelectrica est le troisième producteur énergétique le plus important de Roumanie, couvrant 20% de la consommation nationale. en septembre 2013, Nuclearelectrica cote 10% de ses actions à la Bourse de Bucarest.
Cette introduction en bourse fut la première en cinq ans et se solda par un succès au regard de son taux de souscription : 5.6% pour les personnes physiques et 2.3% pour les investisseurs institutionnels.

vimetco alro

ALRO est une filiale de Vimetco N.V., groupe international d'aluminium. ALRO est le seul producteur d'aluminium primaire et semi fabriqué de la Roumanie et le plus grand producteur d'aluminium primaire de l'europe Centrale ainsi que de l'Europe de l'Est. Sa capacité de production est de 265.000 tonnes par an. ALRO fournit les marchés de l'Union européenne, des Etats Unis, et de l'Asie. L'entreprise est certifiée NADCAP et EN 9100 pour la production des produits pour l'industrie aérospatiale. ALRO est enregistré au London Metals Exchange – LME.

APCO worldwide

Fondé en 1984 et présent en France depuis 1996, APCO Worldwide est un réseau international indépendant de conseil en communication stratégique. Avec son siège basé à Washington, D.C, le groupe est implanté dans les principales métropoles dAmérique, d'Europe, du Moyen-Orient, d'Afrique et d'Asie. Parmi les clients d'APCO figurent des entreprises, des associations professionnelles, des organisations à but non lucratif et des Etats.
En France, les équipes d'APCO Worldwide s'appuient sur trois expertises métiers : les affaires publiques, la communication corporate et la communication de crise.

MEDIAS

النهار
WWW.ANNAHAR.COM

An-Nahar est un quotidien libanais politique indépendant et libéral. Fondé en 1933 par gebran Tuéni, An-Nahar est centré sur la défense des libertés : liberté d'expression, recherche absolue de la vérité, défense des droits du citoyen et de la communauté.

Les Echos

Les Echos, journal et marque de référence, couvre toute l'information économique dans un souci constant d'exhaustivité et de qualité, quel que soit le support utilisé. Dans un contexte économique complexe et incertain, jamais les acteurs économiques n'ont eu autant besoin d'un média fiable, précis et innovant.
La rédaction des *Echos* est experte et unique. elle se compose de 200 journalistes et est renforcée par 12 correspondants permanents à l'étranger et une cinquantaine de correspondants régionaux. elle représente la vocation éditoriale d'excellence et d'expertise des *Echos* : pour une information économique efficace, qui aide à la prise de décision.

EurActiv.com

EurActiv, le réseau de médias européens présent dans 15 capitales, publie des articles d'actualité gratuits sur l'UE et facilite les débats politiques européens pour les professionnels en 15 langues. avec 3 millions de pages vues et 675 089 visiteurs uniques par mois, *EurActiv* est le premier média en ligne sur les affaires européennes.
Nous nous adressons à 80 % de notre lectorat dans sa langue maternelle. euractiv cible les décideurs politiques européens, les décideurs, les journalistes, les ONG et d'autres multiplicateurs d'opinion en europe. *EurActiv* offre un point de rencontre où les utilisateurs peuvent comparer les points de vue des principaux acteurs, les documents sources originaux, les vidéos et les opinions étayées des plus grands blogueurs.

euronews

Euronews couvre l'actualité internationale 24h/24 partout dans le monde. Composée de 13 éditions et de 400 journalistes de plus de 30 nationalités, *Euronews* est un modèle unique d'analyse et de traitement de l'information. Chaîne TV lancée en 1993 et basée à Lyon en France, *Euronews* est aujourd'hui reçue par plus de 400 millions de foyers dans 155 pays et propose une multitude de modes de diffusion : tv connectée, internet, smartphone, tablette... La chaîne leader en europe atteint une audience quotidienne de 7,8 millions de téléspectateurs.

JEUNE AFRIQUE

Distribué dans plus de 80 pays et lu chaque semaine par près de 800 000 personnes, l'hebdomadaire *Jeune Afrique* propose une couverture objective de l'actualité africaine et internationale ainsi que des pistes de réflexion originales sur les enjeux politiques et économiques du continent. *Jeune Afrique* est édité par Le groupe *Jeune Afrique*. Premier groupe de presse spécialisé sur le continent africain, il réalise un chiffre d'affaires de 25 millions d'euros, avec 130 collaborateurs répartis dans 15 pays.

매일경제
MAEIL BUSINESS NEWSPAPER

Maeil Business est le premier journal économique coréen, lu par les principaux acteurs économiques et politiques du pays. Fort d'un tirage de 1,2 million d'exemplaires en Corée du sud, *Maeil Business* est un fleuron du groupe media Maekyung, aux côtés de la chaine de télévision généraliste MBN.
Le groupe, présent dans 22 pays, est aussi connu pour son World Knowledge Forum, l'un des forums économiques les plus prestigieux d'Asie, qui se tient chaque année à Séoul.

L'Orient LE JOUR

L'Orient-Le Jour est le principal quotidien francophone du Proche-Orient. Né d'une fusion entre *L'Orient* et *Le Jour*, il fêtera en 2014 ses 90 ans et a couvert de ce fait, sans interruption, les grandes étapes de l'Histoire contemporaine du Liban et du P.O. Il est considéré comme une référence et un instrument de travail essentiel pour l'élite et la classe moyenne libanaises ainsi que pour les milieux d'affaires, les journalistes et universitaires étrangers, les diplomates, les responsables et décideurs politiques, au Liban et à l'étranger. Sa ligne éditoriale libérale défend les valeurs humanistes, les droits de l'Homme, ainsi que le pluralisme et la souveraineté du Liban.

Institut français des relations internationales

L'Institut français des relations internationales (Ifri), créé en 1979 par Thierry de Montbrial, est indépendant de toute tutelle administrative ou politique. C'est un centre de recherche et de débats traitant des questions internationales majeures. En 2013, pour la septième année consécutive, l'Ifri est classé par l'Université de Pennsylvanie parmi les *think tanks* les plus influents au monde.

L'Ifri réunit une trentaine de chercheurs à temps plein et de nombreux chercheurs associés, français et étrangers. Ses travaux, orientés vers l'action *(policy-oriented)*, se poursuivent dans différents groupes de recherche, régionaux et transversaux. L'Ifri suscite des échanges de tous niveaux entre chercheurs, experts et décideurs des secteurs privé et public. L'Ifri organise quotidiennement des conférences, colloques internationaux et rencontres avec des chefs d'État ou de gouvernement ou de hautes personnalités françaises et étrangères.

Les travaux et les débats de l'Ifri sont publiés dans la presse et notamment dans sa revue trimestrielle *Politique étrangère*, ainsi que dans son rapport annuel *RAMSES*. Son site Internet www.ifri.org est une riche banque de données et le premier outil de diffusion de ses activités.

L'Ifri affirme sa dimension européenne avec son antenne de Bruxelles, Ifri Bruxelles, ouverte en mars 2005. Fort de son expérience, avec son équipe venant de tous les horizons, couvrant une large palette de thèmes et lié à de nombreux réseaux internationaux, l'Ifri est aujourd'hui un *think tank* européen majeur résolument tourné vers la prospective et vers l'action.

WPC

Thierry de Montbrial
Président

Nicolas de Germay
Délégué général

Song-Nim Kwon
Directeur des programmes

Presse/Média
APCO Worldwide

Contact :
Dr Song-Nim Kwon : +33 (0)1 40 61 72 81
E-mail : kwon@worldpolicyconference.com

Pour plus d'informations :

www.worldpolicyconference.com
www.worldpolicyconferencetv.com

Crédits

Direction éditoriale
Song-Nim Kwon

Crédits photos
CLASH VISUEL © Bahi et **© Christophe Peus**

Réalisation
World Policy Conference, Paris
Imprimé en France – Mars 2014

Tous droits réservés
ISBN : 978 - 2 - 36567 - 259 - 7

ifri

27 rue de la Procession - 75740 Paris Cedex 15 - France
Tel.: 33 (0) 1 40 61 60 00 - Fax: 33 (0) 1 40 61 60 60
www.ifri.org